

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DES CAUSES

DE

RESPONSABILITÉ DE LA FEMME DOTALE

Qui font écarter la règle de l'inaliénabilité de la dot

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le samedi 4 juillet 1908, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

Georges BIDAUT



CAEN

IMPRIMERIE CHARLES VALIN
13, rue Ecuyère, 13

—
1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1907-1908

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ☉), membre de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ☉), professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ☉), professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Législation financière*.

GUILLOUARD (✱, I. ☉, C. ✚, G. O. ✚, C. I. C. ✚, O. ✚, L. ✚), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ☉), (ancien Ministre de la Justice), professeur de *Droit civil*, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (I. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours d'*Eléments de Droit civil*.

DEBRAY (A. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

MM. LE FUR (A. ) , professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments de Droit constitutionnel*.

ASTOUL (A. ) , professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie* et d'*Histoire du Droit public français*.

DEGOIS (A. ) , professeur de *Droit criminel*, chargé du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL (A. ) , professeur d'*Histoire du Droit français*.

ALLIX (A. ) , professeur d'*Économie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

NÉZARD, (A. ) , docteur en droit, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé*, de *Droit public*, de *Droit administratif* et d'*Eléments de Droit public et administratif*. (Capacité.)

BINET, docteur en droit, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ) , secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. ASTOUL, *professeur*, PRÉSIDENT.

GUILLOUARD, *professeur*.

DEGOIS, *id.*

INTRODUCTION

Le principe de l'inaliénabilité de la dot caractérise le régime dotal.

En vertu de ce principe, ni la femme dotale ni son mari ne peuvent aliéner les immeubles dotaux. Ils ne sauraient les aliéner directement par un contrat. Il leur est également impossible de les aliéner indirectement, soit en contractant des engagements exécutoires sur ces immeubles, soit en les laissant atteindre par la prescription.

La jurisprudence a étendu aux meubles le principe de l'inaliénabilité de la dot. Si le mari a sur le mobilier dotal les pouvoirs les plus étendus, qui lui permettent d'aliéner aussi bien les meubles corporels que les meubles incorporels, ce droit de disposition est refusé à la femme dotale. A son égard, la dot mobilière est frappée d'inaliénabilité, en ce sens qu'elle ne peut se trouver compromise par aucun acte de la femme. C'est dire, d'une part, qu'elle ne peut aliéner ces

meubles, et, d'autre part, que les créanciers qui traitent avec la femme, tant que dure le mariage, n'ont aucune action sur ses meubles dotaux.

Cette extension du principe de l'inaliénabilité de la dot immobilière à la dot mobilière est purement une œuvre jurisprudentielle. Elle se justifie beaucoup moins par des arguments de texte que par des considérations pratiques, par la nécessité de compléter la protection que le régime dotal assure à la femme. Si l'inaliénabilité était restreinte aux immeubles, le bénéfice en serait incomplet, en raison de l'énorme développement de la richesse mobilière depuis la promulgation du Code civil. Actuellement, la plupart des dots sont constituées en argent.

Quelle que soit la rigueur du principe de l'inaliénabilité de la dot, quelle que soit l'extension donnée par la jurisprudence à ce principe, la responsabilité de la femme peut cependant engager ses biens dotaux dans un assez grand nombre de cas.

Le principe de l'inaliénabilité est écrit dans l'article 1554 du Code civil. Ce texte est ainsi conçu : « Les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés ou hypothéqués pendant le mariage ni par le mari, ni par la femme, ni par les deux conjointement, sauf les exceptions qui suivent. »

Or il est aisé de comprendre, par la seule lecture de ce texte, que le législateur a laissé de côté certaines hypothèses dans lesquelles les biens dotaux pourront être engagés.

On sait d'abord que les créanciers de la femme dotale ayant un titre antérieur au mariage peuvent, pendant le cours du mariage, saisir les biens que la femme possédait avant de se marier et qu'elle s'est constitués en dot. Le créancier hypothécaire peut saisir la pleine propriété de l'immeuble dotal. La jurisprudence admet que le créancier chirographaire lui-même peut exercer son droit de saisie sur la pleine propriété, sans être tenu de respecter le droit d'usufruit concédé au mari ¹. Ce droit de saisie dérive de ce principe que les biens possédés par la femme antérieurement à son mariage sont le gage de ses créanciers. Les biens dotaux n'ont été constitués en dot qu'avec les charges qui les grevaient. Il n'y a donc là, en réalité, aucune exception au principe de l'inaliénabilité des biens dotaux pendant le mariage.

Il ne faut pas voir davantage une exception à la règle de l'inaliénabilité dans l'hypothèse suivante. Un contrat de mariage porte constitution en dot par la femme de ses biens à venir,

1. Bordeaux, 29 août 1855 (D. 57, 2, 52; S. 56, 2, 679).

de telle sorte que les successions qui lui arrivent pendant le mariage sont dotales. Dans ce cas encore, les créanciers héréditaires conservent leur action sur les biens provenant du défunt, et ils peuvent les saisir en pleine propriété. Leurs poursuites seront justifiées par cette considération que la succession n'arrive à la femme qu'avec la charge d'en acquitter les dettes ¹.

Enfin, la même idée justifie la saisie par le vendeur d'un immeuble acquis pour servir de remploi à un fonds dotal, lorsqu'il est resté créancier de la totalité ou d'une partie du prix ².

A l'inverse, de véritables exceptions au principe de l'inaliénabilité sont écrites dans les articles 1555 à 1558 du Code civil. Par dérogation à la disposition prohibitive de l'article 1554, ces textes autorisent l'aliénation du fonds dotal dans certaines hypothèses qu'ils déterminent. Ils permettent l'aliénation dans l'intérêt de la famille, soit avec l'autorisation du mari, soit avec l'autorisation de justice.

Mais ces exceptions au principe de l'inaliénabilité ne sont point les seules. Parfois, la femme mariée sous le régime dotal s'est rendue

1. Pau, 20 janvier 1861 (D. 61, 5, 166). — Nîmes, 6 mai 1861 (S. 61, 2, 369).

2. Cass., 18 nov. 1895 (S. 97, 1, 65). — Montpellier, 24 janvier 1895 (S. 95, 2, 179).

coupable d'un dol ou d'une faute, soit à l'occasion d'un contrat, soit en dehors d'un contrat. Dès lors, une question se pose : la victime du dommage pourra-t-elle poursuivre sur la dot l'exécution du jugement de condamnation ?

Chose remarquable, le Code civil français est muet sur ce point. C'est donc la jurisprudence qui, par une évolution lente et d'abord timide, a comblé peu à peu cette lacune du Code, et fait fléchir, ici encore, la règle de l'inaliénabilité en proclamant la responsabilité de la femme dotale.

Nous voudrions, dans ce travail, grouper et étudier ces solutions jurisprudentielles. Leur analyse nous permettra de constater combien sont multiples les causes de cette responsabilité non prévues expressément par le législateur, et comment l'évolution de la jurisprudence moderne tend à restreindre de jour en jour le domaine d'application de l'article 1554.

Malgré son obscurité et les difficultés qu'il comporte, le problème n'a point été sans solliciter l'attention des jurisconsultes modernes. Dans une thèse récente sur la responsabilité délictuelle et quasi délictuelle de la femme dotale¹, M. Périn a su grouper, sous une

1. PÉRIN, *De la responsabilité délictuelle et quasi délictuelle de la femme dotale*, Thèse, Paris, 1905. — A titre d'indication biblio-

forme très synthétique, les espèces multiples qui ont été soumises à la jurisprudence. Il a coordonné les décisions judiciaires et présenté une théorie logique fort séduisante. Le principe unique auquel il tente de ramener les dérogations jurisprudentielles et doctrinales à la règle de l'inaliénabilité de la dot, est celui de la responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle de la femme dotale.

Sans doute, ce principe légitime parfaitement un grand nombre d'exceptions. Mais est-il suffisamment large pour qu'on puisse y plier juridiquement la diversité extrême des cas dans lesquels la responsabilité de la femme est admise ? Il ne le semble pas. Il nous a paru, au contraire, intéressant d'attirer l'attention sur certaines hypothèses où la responsabilité de la femme sur sa dot est reconnue par la jurisprudence en l'absence de tout acte délictuel ou quasi délictuel.

A notre sens, il faudrait donc faire appel, pour justifier certaines décisions judiciaires, à cette idée que la fraude fait exception à toutes les règles ou, de manière plus générale, au

graphique, nous signalerons, sur ce même sujet, le travail de M. Philippe Vignon : *De la responsabilité de la femme dotale sur les biens dotaux à raison du dol ou de la fraude*. Etude critique de jurisprudence. Thèse, Dijon, 1905.

principe que les obligations légales sont directement exécutoires sur la dot.

Notre plan sera simple. Afin de classer aussi clairement que possible les décisions des cours et tribunaux, nous nous proposons de passer successivement en revue chacune des sources d'obligation, et de déterminer comment la femme, par des délits, — des quasi-délits, — des contrats — et des quasi-contrats, peut engager son patrimoine dotal, en l'absence d'un texte législatif exprès.

Et, pour mener à bien cette recherche, nous nous efforcerons de préciser, à propos de chaque source d'obligation :

I. — Le principe en vertu duquel ces actes peuvent entraîner l'aliénation d'un bien dotal ;

II. — Les cas et les conditions d'existence des dérogations à la règle de l'inaliénabilité ;

III. — Enfin, les conséquences de la responsabilité de la femme sur ses biens dotaux.

CHAPITRE PREMIER.

DES DÉLITS COMMIS PAR LA FEMME DOTALE.

Dans l'œuvre doctrinale et jurisprudentielle que nous nous proposons d'étudier, les premières discussions et les arrêts les plus anciens sont relatifs à la responsabilité de la femme dotale sur ses biens dotaux à raison de ses délits.

« Pour les jurisconsultes français, dit M. Planiol, le délit est tout fait illicite qui cause à autrui un dommage, quand il est commis avec intention de nuire. »

Le délit se distingue notamment du quasi-délit en ce que le quasi-délit est tout fait illicite causant à autrui un dommage, mais sans intention de nuire.

Telle est la définition du délit de droit civil. Le délit du droit pénal répond à une autre définition. Il suppose sans doute un acte illicite, mais il ne suppose pas nécessairement un acte dommageable, non plus que l'intention de nuire.

Ceci explique que certains délits de droit pénal ne constituent pas des délits civils :

1° Il en est ainsi au cas où l'acte illicite prévu par la loi pénale n'est pas dommageable. Par exemple, une tentative de crime manquée ou une contravention de police seront le plus souvent exclusivement des délits de droit pénal, parce qu'ils ne seront pas dommageables.

2° Il en est de même au cas où l'acte illicite n'est pas intentionnel, au cas, par exemple, d'homicide par imprudence.

D'autre part, un fait peut constituer un délit civil sans être un délit criminel.

Il en est ainsi lorsque l'acte étant illicite, dommageable et intentionnel, n'est frappé cependant d'aucune peine par les lois répressives. Tels sont le dol commis à l'occasion de la conclusion d'un contrat, l'ingratitude du donataire, le recel d'effets dépendant d'une succession, le stellionat.

Les délits civils et criminels obligent leurs auteurs à la réparation du préjudice causé.

Il importe de rechercher si la femme dotale est responsable de ses délits sur ses biens dotaux.

Nous nous efforcerons de déterminer :

1° Le principe de la responsabilité délictuelle de la femme sur ses biens dotaux;

2° Les cas et les conditions d'application de ce principe ;

3° Les conséquences de sa responsabilité.

SECTION I^{re}.

Du principe de la responsabilité délictuelle de la femme sur ses biens dotaux.

Les décisions des anciens parlements sont unanimes pour affirmer que la dot devient saisissable à raison de méfaits, recélés, vols, injures, torts graves, etc. Et les annotateurs des arrêts s'accordent pour approuver ces solutions.

Valin, le commentateur de la coutume de la Rochelle, après avoir exposé que la femme dotale ne peut pas s'obliger par ses contrats, ajoute : « Ce que la femme ne peut faire en contractant, elle peut le faire en délinquant ¹.

De même, Roussilhe affirme très nettement le principe qu'une condamnation à des dommages-intérêts pour délit engage la dot. Le motif qu'il invoque est qu'un forfait ne peut pas demeurer impuni. Il note même que les frais de poursuite doivent être assimilés aux condamnations principales dont ils sont l'accessoire ².

1. VALIN, *Nouveau Commentaire de la Rochelle et du pays d'Aunis*, t. 1^{er}, art. 23.

2. ROUSSILHE, *Traité de la dot* (édit. de 1785), p. 426.

De nombreux auteurs et de multiples arrêts ont admis que, dans les instances où la femme dotale comparaissait pour crime ou délit, le recouvrement, non seulement de l'amende due à l'Etat et des dommages-intérêts prononcés au profit de la victime, mais encore des dépens pouvait s'exercer sur les biens dotaux. Ils faisaient même fléchir le principe de l'inaliénabilité de la dot, lorsque la condamnation aux dépens intervenait dans une instance relative, soit à la propriété des biens dotaux, soit à la propriété des biens paraphernaux, parce que les dépens leur paraissaient être la juste peine des plaideurs téméraires¹.

La coutume de Normandie, quoiqu'elle fût particulièrement protectrice de la dot, décidait dans l'article 544 que, lorsqu'une femme commet un délit et qu'elle est condamnée à des dommages-intérêts et à des dépens, ces condamnations doivent se prendre sur des biens dotaux².

Remarquons que, dans l'ancien droit, les créanciers de la femme qui avaient acquis ce droit de saisir les biens dotaux ne pouvaient,

1. BASNAGE, *Œuvres*, t. II, art. 544, pp. 482 ss. — LAPEYRÈRE, *Décisions sommaires du Palais*, lettre D, n° 32, p. 91. — DE SERRES, *Institutes*, livre II, titre 3, p. 152. — ROUSSILHE, *op. cit.*, t. I, p. 490.

2. ROUSSILHE, *op. cit.*, t. I, p. 494. — HOUARD, *Dictionnaire du Droit normand*, t. I, p. 649. sur l'art. 539 de la Coutume de Normandie.

durant le mariage, exécuter la pleine propriété de ces biens. « En ce qui concerne les dommages-intérêts et dépens auxquels la femme a été condamnée envers un tiers pour délits, dit Roussilhe, rien n'empêche que ce tiers puisse faire vendre pendant le mariage le fonds dotal sous la réserve de l'usufruit au mari pendant la durée du mariage¹. »

Il importe de noter également que l'aliénation forcée devait d'abord porter sur les paraphernaux. Les créanciers pour délits ou quasi-délits ne pouvaient s'attaquer aux biens dotaux qu'à défaut ou en cas d'insuffisance des paraphernaux². Cette dernière règle tendait encore à protéger la dot de la femme.

Sauf des divergences quant aux formalités préalables à l'aliénation, les coutumes étaient donc d'accord pour proclamer la responsabilité de la femme dotale à raison de ses délits.

Aucun texte du Code civil ne vise la question de la responsabilité de la femme sur ses biens dotaux à raison de ses délits. Ajoutons même qu'au cours des travaux préparatoires, cette question n'a pas été abordée. La réglemen-

1. ROUSSILHE, *op. cit.*, t. I, p. 495.

2 CHABROL, *Coutume d'Auvergne*, ch. 14, t. II, p. 248. — DESPEISSES, *Œuvres*, éd. Guy du Rousseau de Lacombe, titre 15, *De la dot*, section 2, n° 33, p. 485 et ss.

tation du régime dotal est en effet demeurée incomplète et obscure, parce que la plupart des rédacteurs du Code combattaient l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité des biens dotaux et hâtèrent l'étude de ce régime.

La solution traditionnelle cesserait-elle dès lors de s'imposer ?

Une doctrine et une jurisprudence aujourd'hui unanimes affirment qu'elle a conservé toute sa force. Mais elle n'a pas été admise sans difficultés, et deux graves objections ont été présentées.

Il importe de les réfuter dès l'abord, et nous indiquerons brièvement quelles réponses peuvent leur être faites. Mais cela même ne suffit pas. Il conviendra ensuite d'analyser la règle en elle-même et d'examiner si elle est conforme aux vrais principes juridiques.

« Une raison d'ordre supérieur, dit M. Planiol ¹, veut que la femme mariée sous le régime dotal ne puisse commettre impunément des actes délictueux ; l'inaliénabilité de la dot n'a pas été inventée pour cela. Celui qui est devenu son créancier à raison d'un fait illicite peut donc saisir les biens dotaux. C'est une solution

1. PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, 4^e édit. t. III, n° 1604.

traditionnelle ; elle a été maintenue sans texte par une jurisprudence imposante, qui n'est plus contestée aujourd'hui. »

*Objections faites à la responsabilité délictuelle
de la femme sur ses biens dotaux.*

Les arrêts qui refusent de laisser atteindre la dot sont antérieurs à 1845. Ils sont motivés surtout par cette considération qu'il n'y aurait pas lieu de reconnaître à l'inaliénabilité dotale d'autres dérogations que celles expressément prévues par la loi, parce que toute exception doit être interprétée restrictivement. L'objection principale faite à la théorie de la responsabilité de la femme sur ses biens dotaux à raison de ses délits est donc la suivante : le Code civil a nettement manifesté l'intention de rompre avec l'ancien droit. Un arrêt de la Cour de Montpellier du 4 février 1842 ¹ et un arrêt de la cour d'Aix du 6 janvier 1843 ² déclarent en effet que le silence du Code ne peut être considéré comme un oubli du législateur. Si le législateur, disent-ils, n'a reproduit aucune des dispositions formelles des anciennes coutumes, notamment de la coutume de Normandie, c'est volontairement,

1. Montpellier, 4 février 1842 (S. 42. 2. 253).

2. Aix, 6 janvier 1843. D. Rép., v^o *Contrat de mariage*, n^o 3732.

parce qu'il ne voulait pas étendre les exceptions au principe de l'inaliénabilité à raison du respect dû à la dot.

Cette argumentation a été reproduite par plusieurs auteurs. Elle est admise notamment par Tessier et Odier, qui n'acceptent pas que les condamnations pour délits puissent s'exécuter sur les immeubles dotaux : « Quelque touchés que nous puissions être de ces considérations, dit Tessier après avoir rapporté l'opinion motivée des jurisconsultes de l'ancien droit, nous n'en sommes pas moins arrêtés par le cercle des exceptions tracé par le Code. C'était au législateur à agrandir ce cercle pour les crimes, délits et quasi-délits de la femme. Il ne l'a pas fait, donc il ne l'a pas voulu : *si lex voluisset, expressisset*¹. »

Sans doute, il n'appartient pas aux tribunaux d'ajouter à la loi ; mais l'exception apportée au principe de l'inaliénabilité de la dot lorsque la femme dotale a commis un délit est une conséquence des principes mêmes énoncés par le Code. Et la jurisprudence a complètement abandonné la solution que nous critiquons : « Attendu qu'il résulte de l'économie de la loi

1. TESSIER, *Traité de la dot*, t. 1^{er}, p. 446. — ODIER, *Traité du contrat de mariage*, t. III, note de la page 230.

nouvelle et des motifs explicites donnés par le législateur, a dit la Cour de cassation, que le principe de l'inaliénabilité de la dot pendant le mariage ne saurait être entendu ni appliqué, sous l'empire du Code civil, plus rigoureusement qu'il ne l'était avant sa promulgation dans les pays où ce régime était admis ¹. ».

Dans l'arrêt précité de la Cour de Montpellier, portant la date du 4 février 1842, se trouve formulée une seconde objection contre la responsabilité de la femme sur ses biens dotaux à raison de ses délits. On lit, en effet, dans cette décision que « le principe de l'inaliénabilité n'a pas été consacré au profit de la femme seule ou des époux ; qu'il a eu aussi pour but la conservation du bien dotal dans l'intérêt des enfants issus du mariage ; qu'on comprend dès lors que, les crimes étant personnels, on n'a pas voulu que les conséquences du crime de la mère retombassent sur ses enfants, et qu'un acte coupable de sa part résultant de la passion ou de l'égarement pût faire, sous l'empire du régime dotal, ce que n'aurait pas pu faire un acte raisonnable de sa volonté.

Cette objection revient à poser le principe de la conservation de la dot en une règle d'ordre

1. Cass. 4 mars 1845 (S. 45, 4, 513).

public. En effet, l'antique maxime « *Reipublicæ interest* » a été souvent invoquée devant les tribunaux par la femme dotale qui voulait soustraire la dot aux conséquences de ses délits.

Mais on s'expliquerait difficilement que l'inaliénabilité de la dot fût un principe d'ordre public, lorsque, dans notre législation, la communauté est le régime de droit commun. Il ne faut pas oublier que le régime dotal n'a été considéré que comme un régime d'exception et admis en quelque sorte à regret par le législateur. « L'inaliénabilité dotale, disait excellemment M. l'avocat général Rouland en 1852¹, n'est pas celle du domaine public. . . La dot n'est ni *res sacra* ni *res publica* aux yeux de notre législateur; elle est tout simplement inaliénable en vue d'intérêts individuels et privés; et, quelque respectables que soient ces intérêts pécuniaires de la famille, ils ne s'élèveront jamais à la hauteur des intérêts publics ou politiques. L'inaliénabilité dotale ne peut avoir rien d'absolu, et sa mesure toute relative dépend des intérêts privés qu'elle protège. »

Plus particulièrement, l'inaliénabilité n'est pas un principe d'ordre public établi dans l'intérêt des enfants; car ce n'est pas en effet

1. S. 52. I. 774.

pour les enfants principalement que l'inaliénabilité existe. Et la preuve en est qu'elle disparaît à la dissolution du mariage, lors même que le mariage se dissout par la mort du père, laissant des enfants mineurs.

Principe de l'article 1382.

Ces diverses objections écartées, il nous reste à déterminer sur quelle base repose le principe de la responsabilité délictuelle de la femme sur ses immeubles dotaux.

Il se fonde, à notre sens, sur la disposition de l'article 1382 du Code civil.

Ce texte pose une règle générale de laquelle nul ne peut s'affranchir de sa propre autorité.

La femme ne saurait se dispenser de l'observer par une simple déclaration de volonté, en se soumettant dans son contrat de mariage au régime dotal. Elle ne peut se placer par ce moyen au-dessus des lois d'équité. En se constituant en dot tous ses biens, elle aurait autrement un moyen détourné de s'enrichir de la façon la plus blâmable au détriment de ses victimes. Il est bon parfois qu'elle profite, grâce au régime dotal, d'une protection extraordinaire, mais non point qu'il lui soit loisible, à la faveur de ce régime, de se livrer impuné-

ment aux actes les plus répréhensibles, de causer à autrui des torts sérieux sans craindre que ses propriétés dotales soient appelées à réparer le préjudice causé par ses déprédations. Les raisons d'ordre public et de haute moralité qui expliquent la disposition de l'article 1382 militent en faveur de la responsabilité sur les biens dotaux ¹.

D'ailleurs, ce texte n'est-il pas applicable à tous les incapables auteurs d'un délit ? Certes, l'incapable est responsable de ses méfaits. A l'égard du mineur, la loi est formelle. Il peut s'engager par ses délits. Or la responsabilité du mineur suppose *a fortiori* celle de la femme. Comment admettre que le législateur eût voulu traiter avec plus d'indulgence la femme, qui possède la plénitude de son intelligence, qu'un enfant qui peut être sans discernement ² ?

Il ne saurait être fait d'objection décisive à l'application de l'article 1382, ni à raison des textes du Code civil relatifs au régime dotal, ni à raison des motifs qui justifient la règle de l'inaliénabilité.

1. MARCADÉ, t. VI, p. 64. — TOULLIER, t. V, p. 276. — RODIÈRE et PONT, t. III, n° 1822 — COLMET DE SANTERRE, t. VI, 226 *bis*, VIII. — TROPLONG, t. VI, n° 3319 ss. — DURANTON, XV, n° 533 — AUBRY et RAU, 4^e édit. t. V, p. 614.

2. LE COURTOIS et SURVILLE, *Du contrat de mariage*, 2 édit. p. 349. SOURDAT, *Traité de la responsabilité*, I, n° 172.

D'une part, aucune dérogation au principe de l'article 1382 n'est écrite expressément dans l'article 1554. Cet article ne prohibe, en effet, que l'aliénation des biens dotaux par contrat. Il est aisé de s'en convaincre en se reportant à la lettre de la loi. La disposition prohibitive de l'article 1554 est restreinte dans ses termes aux aliénations volontaires consenties par la femme. Quant aux exceptions prévues par les articles 1555 et suivants, elles se réfèrent également à des causes civiles, non délictuelles.

D'autre part, la règle de l'article 1382 n'apporte aucune dérogation au principe général du régime dotal. Quoique ce point ait été contesté, nous le tenons pour constant par les motifs suivants.

Sans doute, les auteurs qui considèrent que les biens dotaux seraient en réalité atteints d'une indisponibilité réelle et placés par le législateur hors du commerce sont logiquement conduits à repousser l'application de l'article 1382, et à admettre l'irresponsabilité pleine et entière de la femme sur ses biens dotaux. Ils ne veulent point entendre parler d'une atteinte à la dot. Dans cette manière de voir, la dot constitue une sorte de patrimoine à part, ayant une affectation spéciale, à laquelle nul ne peut la soustraire.

Les biens constituant la dot seraient réservés pour subvenir aux besoins de la famille. En raison de cette affectation exclusive, les délits, aussi bien que les contrats, ne pourraient justifier une aliénation. Aucun créancier de la femme ayant acquis un titre au cours du mariage ne saurait, quelle que soit la source de sa créance, détourner les biens dotaux de leur destination ¹.

Nous avons déjà eu l'occasion de réfuter cette théorie, qui voit dans l'inaliénabilité dotale une institution d'ordre public. Le motif qui a fait édicter l'inaliénabilité et l'insaisissabilité des biens dotaux est déduit d'un intérêt privé. La loi n'a point mis ces biens hors du commerce, puisqu'elle les déclare prescriptibles après la séparation de biens. Si le législateur avait voulu une règle d'ordre public, il eût fait du régime dotal le régime de droit commun. Or, non seulement il ne l'a point fait, mais il a manifesté ses préférences pour le régime de la communauté. L'inaliénabilité dotale ne s'impose pas; elle est simplement permise. Elle peut être adoptée par les époux grâce à un acte de libre

1. Notons d'ailleurs que certains auteurs admettent tout à la fois que l'inaliénabilité de la dot est d'ordre public, et que cependant la femme est responsable de ses délits et quasi-délits sur ses biens dotaux. En ce sens : TROPLONG, IV, nos 3263 ss.; — AUBRY et RAU, 2^e édit., t. V, n^o 538; — MONGIN, *Revue critique*, 1886, p. 92 et suiv.

volonté manifestée dans le contrat de mariage, et s'expliquant par des raisons d'ordre purement privé. Elle doit donc fléchir, en bonne logique, devant un intérêt supérieur comme la réparation du préjudice causé. En un mot, ce n'est point la disposition de l'article 1554, mais celle de l'article 1382 seulement qui est d'ordre public.

Le principe de l'inaliénabilité de la dot s'explique mieux par l'idée d'une incapacité spéciale frappant la femme dotale. Cette manière de voir permet de justifier aisément la priorité que nous accordons à l'article 1382, et de laquelle découle la responsabilité de la femme sur ses biens dotaux. Ces biens, en réalité, ne seraient point hors du commerce. Ils ne seraient pas frappés de la même insaisissabilité que d'autres biens, par exemple les rentes sur l'Etat. Si le législateur a déclaré les rentes insaisissables, c'est afin de les mettre à l'abri d'une opposition, et non point de considérer les crédi-rentiers comme incapables. A l'inverse, la dot serait insaisissable, parce que, dans un but de protection, la loi n'a pas voulu permettre à la femme dotale, non plus qu'à divers incapables, de contracter certaines obligations. Les partisans de ce système affirment qu'en faisant payer par la dot le préjudice résultant d'un délit, on ne crée

aucune exception au principe général du régime dotal¹.

Nous acceptons cette dernière théorie et l'explication qu'elle présente de la saisissabilité des biens dotaux à raison des délits et quasi-délits de la femme. « L'immeuble dotal, dit très exactement M. Labbé, est inaliénable par un motif tiré de la situation de la femme. C'est parce que la femme est, en fait, sous l'ascendant de son mari ; c'est parce que, en fait, une femme qui a confiance en son mari ou qui ne veut pas troubler la paix de son intérieur aliène, promet, oblige sous la seule inspiration de son mari. C'est parce qu'on a voulu que la femme ne fût pas victime de sa confiance ou de sa faiblesse. Voilà pourquoi le fonds dotal a été déclaré inaliénable². »

Cette conception de l'inaliénabilité dotale, dans les termes où l'expose M. Labbé, s'harmonise au mieux avec les règles du régime dotal. Elle justifie la nature toute spéciale d'une incapacité qui ne s'étend qu'à certains biens. Elle permet d'expliquer que la femme soit incapable d'aliéner tel domaine, tandis qu'elle peut aliéner tel autre, selon qu'il a plu aux contractants, lors

1. GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, t. IV, n° 1937. — LE COURTOIS et SURVILLE, *Du contrat de mariage*, 2^e édit., t. III, n° 1666.

2. LABBÉ, *Revue critique*, 1856, p. 5.

de la signature du contrat de mariage, de ranger le premier de ces domaines parmi les biens dotaux et le second au nombre des parapher-naux. Elle est consacrée par la loi du 10 juillet 1850, relative à la publicité des contrats de mariage, qui décide que, « si l'acte de célébration du mariage porte que les époux se sont mariés sans contrat, la femme sera réputée, à l'égard des tiers, capable de contracter dans les termes du droit commun ». MM. Le Courtois et Surville font observer justement que c'est dire par là que le régime dotal soumet l'épouse à une incapacité ¹.

On doit admettre, en conséquence, que l'inaliénabilité dotal n'a pour but que de soustraire le patrimoine dotal aux aliénations ou obligations volontaires consenties par la femme. La loi a voulu soustraire la femme aux conséquences des aliénations qu'elle consentirait sous l'influence de son mari. Mais, lorsqu'elle aura commis un délit, l'article 1554 n'a plus motif de s'appliquer.

SECTION II.

Des cas et conditions d'application du principe de la responsabilité délictuelle de la femme sur ses biens dotaux.

En vertu du principe de l'article 1382 du

1. LE COURTOIS et SURVILLE, *op. cit.*, n° 1668.

Code civil, la femme dotale engage sa dot par ses délits.

Cette responsabilité, comme nous l'avons fait entrevoir, existe aussi bien à raison des délits commis par la femme et prévus par la loi civile que des délits prévus exclusivement par le droit pénal.

Examinons donc successivement les conséquences d'un délit criminel et celles d'un délit civil commis par la femme dotale.

Délits criminels. — Depuis longtemps, la jurisprudence a proclamé ce principe que les condamnations à l'amende, à des dommages-intérêts et aux frais prononcées contre une femme dotale à raison d'un délit étaient exécutoires sur sa dot.

Dans un arrêt du 13 décembre 1837¹, la Cour de cassation décidait que le paiement d'une condamnation correctionnelle obtenue contre une femme normande pouvait être poursuivi sur ses biens dotaux, nonobstant leur inaliénabilité.

En termes plus généraux, elle admit, dans deux arrêts du 4 mars 1845², que le principe de l'inaliénabilité de la dot souffre exception dans

1. Cass. 13 décembre 1837 (S. 38, I, 37).

2. Cass. 4 mars 1845 (S. 45, I, 513).

le cas où l'obligation de la femme résulte d'un délit.

La Cour de Caen admettait déjà cette solution, dans deux arrêts des 18 février 1830 et 14 mai 1839¹, en se basant, non plus sur l'article 544 de la coutume de Normandie, mais sur les principes généraux du Code civil. De même, la Cour de Rouen la fondait sur les textes du Code dans un arrêt du 12 janvier 1822².

Par suite, la femme dotale sera responsable et tenue sur ses biens dotaux d'une amende prononcée par le juge de simple police pour voies de fait³, des dommages-intérêts prononcés à raison de détournement d'objets mobiliers, de bris de clôture⁴, ou de sévices⁵, ou d'une coupe de bois délictueuse opérée au préjudice d'un propriétaire⁶ ou de la lacération d'un testament⁷.

On sait que la jurisprudence accorde des dommages-intérêts à l'époux qui obtient le divorce ou la séparation de corps, lorsqu'il y a eu violation d'un droit de famille, par exemple

1. Caen, 18 février 1830 - 14 mai 1839 (S. 39, 2, 350).

2. Rouen, 12 janvier 1822 (S. 25, 2, 163).

3. Riom, 11 février 1845 (S. 46, 2, 69).

4. Cass. 7 déc. 1846 (S. 47, 1, 816 ; D. 47, 1, 48).

5. Nîmes, 28 août 1827 (S. 28, 2, 201).

6. Pau, 14 mars 1888 (D. 90, 2, 70).

7. Agen, 6 déc. 1847 (S. 48, 2, 242).

à l'époux victime du délit d'adultère commis par un conjoint. Une question, dès lors, se pose : la condamnation à ces dommages-intérêts eux-mêmes peut-elle être poursuivie sur les biens dotaux ?

Nous le croyons. Cette condamnation n'est point, en effet, prononcée par application de l'article 212 du Code civil, imposant aux époux des obligations réciproques d'assistance. Les dommages-intérêts représentent la réparation du préjudice, tant moral que matériel, causé indirectement par le délit lorsqu'il entraîne la rupture du lien conjugal. Ils sont alloués en vertu de l'article 301 du Code civil, qui décide que, « si les époux ne s'étaient fait aucun avantage ou si ceux stipulés ne paraissaient pas suffisants pour assurer la subsistance de l'époux qui a obtenu le divorce, le tribunal pourra lui accorder, sur les biens de l'autre époux, une pension alimentaire qui ne pourra excéder le tiers des revenus de cet autre époux. La pension prévue par ce texte présente le caractère d'une indemnité due pour le tort causé par le divorce. L'article 301 se rattache donc, au moins en partie, au grand principe de l'article 1382 du Code civil ¹. Il édicte une sanction à la viola-

1. V. LABBÉ, note sous Cass., 3 janvier 1893 (S. 93, 1, 225).

tion des obligations légales incombant à toute personne mariée. En conséquence, non seulement les frais d'une poursuite correctionnelle pour adultère, mais encore les frais d'une instance en séparation de corps ou en divorce intentée à une femme dotale par le mari et motivée, soit par l'adultère, soit par des sévices, soit par un acte illicite quelconque de cette femme, pourraient être recouvrés sur la dot ¹. Et même la condamnation à des dommages-intérêts qui serait prononcée par le jugement de divorce au profit du mari autoriserait la saisie par ce dernier des biens dotaux.

En résumé, la femme qui a commis un délit doit la réparation intégrale sur sa dot des conséquences préjudiciables directes et indirectes de ce délit.

Délits civils. — Si maintenant nous prenons le cas d'un délit purement civil commis par la femme, nous voyons fléchir de la même façon le principe de l'inaliénabilité dotale. La jurisprudence a eu l'occasion d'appliquer une règle identique dans des espèces diverses et parfois fort intéressantes.

A plusieurs reprises notamment, les Cours d'assises ont été appelées à trancher le cas

1. Amiens, 1^{er} décembre 1898 (D. 1900, 2, 207). — Limoges, 17 juin 1835 (S. 36, 2, 64).

d'une femme dont la non-culpabilité a été admise par le jury, mais qui a été cependant condamnée à des dommages-intérêts pour les faits qui motivaient la poursuite. Quoique aucune condamnation pénale n'ait été prononcée contre elle, elle n'en demeure pas moins tenue civilement sur sa dot ¹.

M. Troplong, dans son traité sur le contrat de mariage, examine longuement une espèce curieuse. Une femme dotale et son époux réclamaient sur des immeubles un droit d'usufruit qu'ils savaient ne pas leur appartenir. Leur prétention était assurément émise de mauvaise foi, car il existait un acte de renonciation émanant de la femme et retenu dans son contrat de mariage. Le défendeur établit la mauvaise foi de ses adversaires et obtint des dommages-intérêts. Par jugement du 25 novembre 1845, le tribunal de Bernay décida que la condamnation serait exécutoire sur les biens dotaux. L'arrêt de la Cour de Rouen du 7 août 1846 confirma cette décision par adoption des motifs. Devant la Cour de cassation, M. Troplong, chargé du rapport, conclut au rejet et le pourvoi fut rejeté ².

1. Caen, 17 août 1839 (S. 40, 2, 12). — Cass. 7 décembre 1846 (S. 47, 1, 816) (2^e espèce).

2. Cass., 22 déc. 1847, TROPLONG, *Du Contrat de mariage*, t. IV, n° 3327. L'arrêt n'a pas été inséré dans les recueils.

Dans les annales judiciaires, une espèce célèbre est l'affaire de Beauffremont. Elle mettait en jeu des théories très intéressantes de droit civil et de droit international privé. Notamment, elle soulevait la question de la responsabilité délictuelle de la femme dotale.

La séparation de corps avait été prononcée, le 7 août 1874, entre le prince et la princesse de Beauffremont, à la requête de la femme, et elle avait obtenu que ses deux petites filles lui fussent confiées. Après la naturalisation à l'étranger de la princesse de Beauffremont, suivie de son divorce et de son second mariage, le prince, en raison du changement survenu dans la condition de la mère, demanda que la garde de ses enfants lui fût rendue. Celles-ci furent retirées à la mère par décision de la Cour de Paris rendue le 7 août 1876, pour être placées dans une maison spéciale. L'arrêt de la Cour condamnait d'ores et déjà la princesse à des dommages-intérêts envers son mari, faute par elle de ramener en France ses deux filles, qu'elle avait placées à l'étranger, soit à 500 francs par jour de retard pendant le premier mois après expiration de la première quinzaine, et à 1.000 francs par jour de retard pendant le second mois.

En raison de l'inexécution de cette décision,

la Cour de Paris, par arrêt du 15 février 1877 ¹, condamna la princesse de Beauffremont à 1.000 francs de dommages-intérêts par chaque jour de retard, tant que durerait sa résistance aux ordres de justice.

Pour obtenir le paiement des dommages-intérêts encourus, le prince fit saisir le château et la terre de Ménars, qui avaient été constitués en dot à la princesse.

Celle-ci excipa du principe de l'inaliénabilité de l'immeuble saisi. Sans nier que la femme dotale fût responsable sur sa dot de ses faits délictueux, elle soutint que la condamnation prononcée contre elle n'était fondée sur aucun acte délictueux, et que, dès lors, la saisie d'un immeuble dotal lui appartenant devait être déclarée nulle et non avenue.

Sur l'opposition faite par la princesse au commandement et à la saisie, le tribunal décida que « la résistance passive à une décision de justice rendue dans un intérêt purement privé, qui ne procède pas d'un quasi-délit et n'a trait qu'à une obligation de faire, n'est pas par elle-même un quasi-délit. » En conséquence, le jugement annula la saisie.

1. Paris, 7 août 1876 et 13 février 1877, avec Cass., 18 mars 1878 (S. 78, 1, 193).

Mais la Cour d'Orléans, par arrêt du 26 décembre 1878, rendu sur les conclusions conformes de M. le Procureur général Flouest, infirma cette décision. Elle jugea que les obligations imposées à la princesse de Beauffremont par les arrêts du 7 août 1876 et du 13 février 1877 étaient indépendantes de toutes conventions, comme de tout quasi-contrat, que le prince de Beauffremont pouvait se prévaloir des dispositions de l'article 1382 du Code civil, nécessairement applicables à tout acte nuisible et prohibé accompli en dehors d'une convention, et poursuivre l'exécution desdites obligations sur tous les biens de sa femme¹.

Et la Cour de cassation, sur les conclusions conformes de M. l'Avocat général Robinet de Cléry, rejeta le pourvoi formé contre cet arrêt : « Attendu que l'article 1554, en disposant que les immeubles constitués en dot ne pouvaient être aliénés, si ce n'est dans les cas prévus par les articles suivants, n'a eu pour but que de préserver les femmes mariées sous le régime dotal des influences qui pourraient agir sur leur consentement, soit dans les conventions, soit dans les actes de la vie civile assimilés aux

1. Tribunal Blois, 30 juillet 1878 : — Orléans, 26 déc. 1878 (S. 79, 2, 97 ; D. 79, 2, 49).

contrats ; qu'une pareille loi de protection serait détournée de son objet, si elle servait à exonérer les femmes des conséquences de leurs faits personnels, commis en violation du droit d'autrui ; que l'obligation de réparer le préjudice causé par un méfait constitue, pour l'ordre social, une sauvegarde dont le respect importe plus que la conservation même de la fortune stipulée dotale '.»

Ainsi, la violation d'une obligation de famille imposée par la loi et précisée par les tribunaux, comme l'obligation pour la mère de mettre le père en mesure de surveiller ses enfants après le divorce, constitue un acte délictueux. La Cour d'Orléans qualifiait ce fait de quasi-délit, tandis que la Cour de cassation n'a pas qualifié la nature de cet acte délictueux. C'est un fait illicite accompli avec l'intention de nuire. Il nous paraît donc constituer un délit civil, et il engage la responsabilité de la femme, même sur ses immeubles dotaux.

En résumé, la femme s'oblige sur sa dot à raison de ses délits. Elle est responsable sur sa dot de toutes leurs conséquences, soit directes, soit indirectes.

Il n'y a point lieu d'apporter à cette règle

1. Cass. 10 juin 1879 (S. 79, 4, 419 ; D. 80, 4, 418).

une restriction quelconque. D'anciens arrêts, il est vrai, paraissent soumettre son application à cette condition que le délit de la femme dotale ne s'explique pas par la condescendance de la femme envers son mari. Tel est, en effet, le criterium que la Cour de cassation avait adopté dans un arrêt du 21 août 1817¹. Il s'agissait, en l'espèce, de soustraction par la femme de meubles saisis sur le mari. Le fait ayant été reconnu constant, la Cour de Paris avait cependant refusé de prononcer une condamnation contre la femme, par ce motif que la femme non encore séparée de biens doit être censée avoir agi d'après les ordres de son mari. Et la Cour de cassation rejeta le pourvoi : « Attendu que la soustraction de meubles avait été faite dans le domicile marital avant la séparation civile de la femme ; qu'elle était censée avoir été faite dans l'intérêt du mari et par ses ordres. »

Cette jurisprudence est aujourd'hui abandonnée. La femme qui a commis un délit en doit réparation, lors même qu'elle aurait agi sur les conseils du mari. Les tribunaux appliquent aujourd'hui cette règle d'une manière stricte, puisqu'ils condamnent la femme et proclament sa responsabilité sur ses biens dotaux

1. Cass. 21 août 1817 (Dalloz *Répert*, v^o *Contrat de mariage*, n^o 3742).

à raison de sa complicité avec son mari. C'est ainsi que la Cour de cassation, par un arrêt du 7 décembre 1846 ¹, rejetait le pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'assises de Rouen, condamnant une femme dotale qui s'était concertée avec son mari pour tromper des prêteurs hypothécaires.

SECTION III.

Des conséquences de la responsabilité délictuelle de la femme sur sa dot.

L'application du principe de la responsabilité délictuelle de la femme sur ses biens dotaux a fait naître de multiples difficultés. Des questions délicates à résoudre se sont posées à raison de l'incapacité de la femme mariée, des droits du mari sur la dot, de l'existence de biens paraphernaux à côté des biens dotaux dans la fortune de la femme mariée sous le régime dotal, enfin de la présence de complices ayant coopéré à la perpétration du délit.

Nous nous efforcerons de résumer les controverses qu'a fait naître l'application de l'article 1382 dans les cas où la femme a com-

1. Cass. 7 décembre 1846 (D. 47, 1,48).

mis des délits, et nous rechercherons successivement :

1° A quelles personnes peut être demandée la réparation du préjudice causé par un délit de la femme dotale ;

2° Quelles personnes peuvent obtenir contre la femme une condamnation exécutoire sur ses biens dotaux ;

3° Quels biens dotaux sont le gage des créanciers ;

4° Quels modes de réparation peuvent être employés ;

5° Quels recours existent respectivement, au profit de la femme ou contre elle, en cas de complicité.

Des personnes responsables. — La réparation du préjudice causé par un délit de la femme dotale peut être directement réclamée contre elle.

Au cas où elle a des complices, une condamnation solidaire peut être obtenue contre l'auteur ou les coauteurs et les complices. Les recueils de jurisprudence enregistrent de nombreux exemples, notamment de la complicité du mari.

En outre, la responsabilité du mari serait engagée, aux termes de l'article 1384, lorsque la femme aurait accompli un délit dans l'exercice

d'une fonction à laquelle il l'aurait préposée ¹. Les circonstances permettent au juge de décider, suivant les cas, si le mari doit ou non être considéré comme un commettant. Il est fréquent de voir, non seulement la femme mariée sous le régime de la communauté, mais encore la femme dotale suppléer au mari dans son commerce ou dans son industrie. M. Sourdat fait même observer que la femme doit quelquefois être considérée comme préposée par son mari. Les femmes des commerçants soumis à l'exercice des boissons sont, aux yeux de la loi, les agents du mari ; et si, en son absence, elles refusent aux employés des contributions indirectes l'entrée des caves et magasins pour y pratiquer l'exercice, c'est une contravention dont le mari supporte les conséquences ².

Le mari pourra être responsable des délits commis par sa femme, non seulement en sa qualité de commettant (article 1384 C. civ.), mais encore en raison des dispositions particulières de certaines lois. Cette responsabilité exceptionnelle est édictée par l'article 206 du Code forestier, qui déclare les maris, pères,

1. LAURENT, *Principes de droit civil*, t. XX, n° 608. — HUC, *Commentaire théorique et pratique du droit civil*, t. VIII, n° 445. — LAROMBIÈRE, *Des contrats*, t. V, art. 1384, n° 7.

2. SOURDAT, *de la responsabilité*, t. II, n° 857.

mères et tuteurs civilement responsables des délits et contraventions commis par leurs femmes, enfants mineurs et pupilles demeurant avec eux et non mariés. Elle résulte encore des dispositions de la loi des 28 sept., 6 oct. 1791, titre 2, article 7 sur les délits ruraux, de l'article 74 de la loi du 9 avril 1829 sur la pêche fluviale et de l'article 12 de la loi du 9 janvier 1852 sur la pêche côtière.

Mais on ne saurait étendre au delà des hypothèses précédentes la responsabilité civile du mari et proclamer qu'il est, en principe, responsable des délits commis par sa femme ¹. En effet, la loi ne place pas le mari parmi les personnes qu'elle déclare responsables du fait d'autrui, en se fondant sur une présomption de faute. On remarque, au contraire, dans l'article 1424, une disposition exclusive de la responsabilité civile du mari : ce texte, qui se trouve au chapitre « du régime en communauté », porte que « les amendes encourues par la femme ne peuvent s'exécuter que sur la nue propriété de ses biens personnels, tant que dure la communauté ».

Convient-il même d'adopter la thèse de Toullier, qui tend, sinon à rendre de plein droit

1. *Contra* : DELVINCOURT, *Cours de Code civil*, t. III., p. 454.

le mari civilement responsable des actes de sa femme, du moins à étendre considérablement les cas de complicité du mari ? Cet auteur enseigne que le mari est responsable des délits commis par sa femme, à la seule condition qu'il soit en faute de ne l'avoir pas dirigée¹. La femme est en la puissance du mari : celui-ci peut et doit diriger ses actions ; s'il ne le fait pas, il est en faute. — Une semblable doctrine tend à rendre la responsabilité du mari, en vertu de l'article 1382, aussi fréquente qu'elle le serait si l'article 1384 lui avait imposé de plein droit la responsabilité des actes de sa femme. En effet, elle engage la responsabilité du mari à la condition seulement que la victime du délit prouve sa négligence. Mais, en présence du silence de l'article 1384, nous ne pensons pas que cette doctrine puisse être admise, et qu'un fait négatif du mari puisse être considéré comme un acte de complicité. Les tribunaux doivent se montrer rigoureux quant à la preuve que la partie lésée doit faire de la culpabilité du mari : il faut qu'il soit parfaitement démontré qu'il a coopéré au délit, pour qu'une condamnation solidaire soit obtenue contre lui.

Qui peut exécuter les biens dotaux ? — La

1. TOULLIER, *Droit civil français*, t. XI, n° 280.

partie lésée peut obtenir condamnation contre la femme auteur d'un délit et exécuter ses biens dotaux. Les anciens jurisconsultes étaient divisés sur la question de savoir si le créancier pouvait exercer son droit de saisie au cours du mariage. Aujourd'hui, il est admis qu'il a le droit de saisir la nue propriété de ces biens pendant le mariage, sauf à respecter, ainsi que nous le verrons, le droit de jouissance du mari.

Mais quel sera le droit du mari lésé par un délit commis par la femme? Peut-il poursuivre, pendant le mariage, la réparation du préjudice dont il a souffert? On peut songer à refuser ce droit à l'époux, afin de ne point permettre la diminution de la dot, prohibée par l'article 1395 du Code civil. Il est vrai que, sous le régime de la communauté, l'époux créancier ne peut agir qu'après la dissolution de la communauté¹. Son action est arrêtée auparavant par un motif tiré du texte de l'article 1478 du Code civil, qui n'autorise l'époux créancier de l'autre à exercer son action qu'« après le partage consommé ». Le principe du régime de la communauté, qui est

1. AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*, v, § 512, texte et note 7. — GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, t. II, n° 1024. — Bordeaux, 6 mai 1848 (S. 49, 2, 609; D. 50, 2, 11). — *Contra*: LAURENT, xxii, n° 545.

un régime d'association d'intérêts, s'oppose d'ailleurs à ce qu'il en soit autrement.

Mais ces arguments perdent leur valeur lorsqu'il s'agit d'époux qui ont contracté mariage sous le régime dotal. Il nous paraît, au contraire, que les mêmes raisons d'équité qui font échec au principe de l'inaliénabilité de la dot justifient l'action du mari. Son action est alors aussi légitime que celle des tiers ¹.

Des biens dotaux engagés par les délits.

— Dans quelle mesure les biens dotaux sont-ils engagés par les délits commis par la femme ?

Nous avons déjà laissé entrevoir la solution de cette question, et déclaré que le créancier de la femme devait respecter le droit de jouissance du mari.

Un ancien arrêt de la Cour de Caen ², en date du 10 août 1842, rendait la condamnation exécutoire sur la pleine propriété de la dot, même pendant le mariage. Mais cette décision est relative à une femme normande, et inspirée par les dispositions de l'article 544 de la cou-

1. PÉRIN, *De la responsabilité délictuelle et quasi délictuelle de la femme dotale*, p. 273.

2. Caen, 10 août 1842. (Recueil arrêts Caen et Rouen 1842, p. 620.)

tume de Normandie, d'après laquelle le mari ne pouvait pas paralyser le droit de poursuite des créanciers pour méfaits ou crimes en leur opposant son droit d'usufruit.

Dans son traité du contrat de mariage, Odier rappelle cette théorie de la coutume de Normandie, et professe qu'elle a conservé toute sa force ¹.

Cependant, la doctrine et la jurisprudence sont aujourd'hui d'accord pour admettre que, pendant la durée de la jouissance du mari, la poursuite des créanciers ne peut atteindre que la nue propriété des biens dotaux.

En effet, les fautes sont personnelles, et ne doivent pas retomber sur le mari. Or la loi réserve au mari la jouissance des biens dotaux. Les fruits lui sont attribués pour supporter les charges du ménage. Lui enlever le bénéfice de cet usufruit serait commettre une injustice sous prétexte d'en réparer une autre. Outre cette considération de principe, un argument d'analogie peut être déduit de l'article 1424 du Code civil. C'est dans le même sentiment d'équité que ce texte, placé au chapitre de la communauté, décide que les amendes encourues par la femme ne peuvent s'exécuter que sur la nue propriété

1. ODIER, *Traité du contrat de mariage*, t. III, n° 4251.

de ses biens personnels, pendant toute la durée de la communauté¹.

La pleine propriété du bien dotal ne serait donc saisissable que si le mari était le complice de la femme, ou bien dans le cas exceptionnel où la femme se serait réservé, par une clause expresse et spéciale du contrat de mariage, l'administration des biens dotaux et la jouissance de leurs revenus, sous l'obligation de contribuer aux charges du ménage.

Modes de réparation. — La saisie des biens dotaux de la femme est le moyen généralement employé pour obtenir la réparation du délit commis par la femme mariée sous le régime dotal.

Après avoir obtenu un jugement de condamnation, le créancier fait un commandement, et, faute de paiement, un huissier procède sur sa requête à la saisie. C'est le plus souvent en raison de cette procédure, et à la suite d'une opposition faite par la femme à la saisie, que les tribunaux ont eu l'occasion d'affirmer qu'elle est responsable de ses délits, même sur sa dot. Ils validaient la saisie.

Parfois aussi, le jugement qui condamne la

1. Cass., 23 novembre 1885 (S. 86, 1, 5; D. 86, 1, 11). — Limoges, 17 juin 1835 (S. 36, 2, 61). — Caen, 14 mai 1839 (S. 39, 2, 349). — Caen, 17 août 1839 (S. 40, 2, 12). — Lyon, 19 mai 1886 (S. 88, 2, 134).

délinquante à des dommages-intérêts décide, en faisant droit aux conclusions de la partie lésée, que la condamnation sera exécutoire sur les biens dotaux.

La jurisprudence admet également d'autres modes de réparation. Elle accepte que la femme aliène volontairement un immeuble dotal pour éviter une saisie immobilière. Ce procédé offre en effet pour elle des avantages sérieux. Il évite les frais élevés de la procédure de saisie, et permet de réaliser l'aliénation au mieux des intérêts de la femme.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Caen du 6 juillet 1824¹ autorisait l'aliénation volontaire des biens dotaux d'une femme normande condamnée pour banqueroute frauduleuse. Cette décision se fondait sur les dispositions de l'article 544 de la coutume de Normandie.

Sans invoquer d'autres textes que ceux du Code civil, un jugement du Tribunal civil de la Seine du 9 février 1899 rendait une décision analogue. La Cour d'assises de la Seine avait, à la date du 26 décembre 1898, acquitté une femme mariée sous le régime dotal des poursuites exercées contre elle pour tentative d'as-

1. Caen, 6 juillet 1824 (J. Palais 1824, p. 862; Recueil arrêts Caen et Rouen, t. II, p. 335).

sassinat, mais la condamna en 15.000 francs de dommages-intérêts. Cette condamnation étant exécutoire sur les biens dotaux, le jugement du 9 février 1899 fut rendu pour autoriser la vente, par l'entremise d'un agent de change, de 510 francs de rente sur l'Etat français à prendre dans un titre de rente 3 % frappé de dotalité¹.

Une semblable aliénation ne sera possible qu'avec l'autorisation de justice, exigée par l'article 1555 du Code civil.

Ce contrôle de la justice est une sauvegarde pour la femme. Le tribunal saisi d'une requête en autorisation doit, en effet, s'assurer que les motifs invoqués dans la requête sont propres à justifier l'aliénation et, en outre, que les faits énoncés sont bien exacts. Il importe en effet d'éviter que, sous prétexte de réparer un préjudice, la femme ne parvienne à tourner l'inaliénabilité dotale.

D'ailleurs, ce contrôle doit s'exercer dans les mêmes conditions que pour les aliénations prévues par les articles 1555 et suivants du Code civil. Les juges doivent s'entourer de renseignements; mais ils n'ont pas à rechercher si la femme n'a pas, dans sa fortune paraphernale,

¹. Tribunal civil de la Seine, 9 février 1899 (*Le Droit*, 2 juillet 1899).

des biens suffisants pour subvenir au paiement des dommages-intérêts. En effet, la Cour de cassation n'impose pas aux juges l'obligation de rechercher d'office s'il n'existe pas, dans la fortune extradotale, des ressources suffisantes pour désintéresser la victime du délit, afin de refuser dans ce cas l'autorisation d'aliéner l'immeuble dotal¹. Certains auteurs ont regretté que la Cour suprême n'étendît pas sur ce point le contrôle des tribunaux. M. Labbé estime que l'inaliénabilité serait un vain mot, si la magistrature n'avait pas pour mission de vérifier spontanément la nécessité de l'aliénation demandée et l'impossibilité de désintéresser la victime avec des ressources libres et disponibles². Mais il semble impossible d'exiger que le contrôle s'étende à ce fait négatif : l'absence de ressources libres.

Il faut même admettre que la femme peut réparer les conséquences préjudiciables d'un délit commis par elle en prenant des engagements exécutoires sur sa dot. Sans doute, lui reconnaître ce droit, c'est aller, semble-t-il, directement à l'encontre du texte de l'article 1554, puisque ce texte interdit précisément l'aliénation

1. Cass., 19 juillet 1887 (S. 88, 1, 289 ; D. 88, 1, 49).

2. Note de Labbé (S. 88, 1, 289).

de la dot par un contrat. Cependant, nous croyons qu'un semblable engagement est valable, parce qu'il puise véritablement sa source dans un délit.

La jurisprudence révèle de curieux exemples de conventions semblables conclues par la femme pour la réparation de délits qu'elle avait commis.

Ainsi, pour réparer le préjudice résultant d'un délit d'adultère commis par elle et de la naissance d'un enfant adultérin, une femme mariée sous le régime dotal avait, par acte notarié du 28 février 1865, donné à chacune de ses deux filles et à son mari une somme de 50.000 francs faisant partie de sa dot. Puis, avant que la seconde de ses filles eût accepté la donation, elle signifia un acte de révocation fondé spécialement sur ce qu'en raison du régime auquel elle était soumise, elle n'avait pu valablement consentir la donation entre vifs énoncée en l'acte de 1865 ; ensuite, elle intenta une demande en fin d'annulation de cet acte. Le tribunal de la Seine, par jugement du 7 février 1868, puis la Cour de Paris par arrêt du 20 août 1868 rejetèrent cette demande en nullité, parce qu'il résultait des documents de la cause et des aveux mêmes de la femme que celle-ci n'avait pas voulu seulement disposer de ses biens dotaux

entre vifs à titre gratuit, mais que les deux époux avaient entendu se lier l'un à l'autre par un contrat à titre onéreux, le mari promettant de se désister de sa plainte en adultère et la femme s'engageant à réparer, dans la mesure convenue, le dommage résultant de la naissance de son fils adultérin. Enfin, un arrêt de la Cour de cassation en date du 20 juillet 1870¹ rejeta le pourvoi formé par la femme. Il était motivé notamment par cette considération que, « dans cette dernière hypothèse, comme dans celle d'une condamnation répressive prononcée contre la femme, l'obligation de celle-ci procède du délit ou du quasi-délit, et qu'il appartient au juge civil, quand cette obligation est contestée, de vérifier la réalité de la cause et, par suite, de maintenir l'exécution de l'engagement par lequel la femme, en présence et avec le consentement de son mari, a aliéné ses biens dotaux à l'effet d'assurer la réparation du préjudice qu'elle a occasionné. »

Il est intéressant de rapprocher de cette espèce celle qui fut soumise le 3 mars 1893 à la Cour de Rouen. Une femme mariée sous le régime dotal avec constitution de dot de tous ses biens présents et à venir avait, à la veille

1. Cass. 20 juillet 1870 (S. 711,169; D. 70,1,333).

d'une séparation de corps qui allait être prononcée à ses torts exclusifs, fait donation entre vifs à ses enfants de valeurs mobilières pour l'époque de leur établissement par mariage ou autrement. Elle déclarait, en outre, dans le même acte de donation, leur assurer, à titre de pension alimentaire, en vertu de l'article 203 du Code civil, les revenus de ces mêmes valeurs jusqu'au jour de la réalisation de la condition suspensive, c'est-à-dire jusqu'au moment de leur établissement. Or, la séparation de corps ayant été prononcée et le mari étant mort en laissant sa fortune à ses enfants, la femme soutint que la pension promise était désormais sans cause. Sans doute, la convention litigieuse contenait disposition d'une partie des revenus de la femme, alors qu'avant la séparation, elle n'en pouvait valablement disposer pour une fraction quelconque. Et même, en supposant cette convention postérieure à la séparation, la femme n'aurait pu valablement aliéner par anticipation une part déterminée des revenus dotaux. D'ailleurs, cette aliénation anticipée des revenus ne ressemblait point à l'obligation alimentaire mise par l'article 203 du Code civil à la charge des parents en faveur des enfants. Néanmoins, les juges du

fond ¹ validèrent la convention dans son entier, tant la donation que la prétendue constitution de pension alimentaire, parce qu'ils l'interprétèrent comme un « pacte de famille », ayant pour objet de réparer le préjudice matériel et moral causé aux enfants par les faits de leur mère qui avaient motivé la séparation de corps et de régler, d'une façon définitive, les conditions d'établissement des enfants issus du mariage. La Cour de cassation décida qu'une semblable convention était licite, et ne portait aucune atteinte aux principes du régime dotal ².

Notons que la Cour de cassation affirme le devoir pour les juges de ne reconnaître la validité d'un semblable engagement qu'autant que le montant de cet engagement n'excède pas la mesure du préjudice causé ³. S'il l'excédait, il serait un simple engagement contractuel, non exécutoire sur les biens dotaux. Ainsi, ces conventions ne sauraient permettre d'échapper à la règle de l'inaliénabilité et de souscrire une somme dépassant notablement le préjudice causé.

Si la femme dotale a la faculté de prendre

1. Trib. Rouen, 26 avril 1892. — Cour Rouen 3 mars 1893, sous Cass. 4 nov. 1896 (D. 97. 1. 417).

2. Cass. 4 nov. 1896 (D. 97. 1. 417).

3. Cass. 30 juillet 1870 (S. 71. 1. 69 ; D. 70. 4. 333).

de semblables obligations, si elle a la liberté d'aliéner un bien dotal pour assurer la réparation du préjudice causé par un délit, il faut lui reconnaître également le droit d'hypothéquer un immeuble dotal.

Il convient d'autant moins d'en douter, que la doctrine et la jurisprudence admettent que, dans les cas prévus par l'article 1558 du Code civil, les tribunaux sont libres d'autoriser aussi bien une constitution d'hypothèque de l'immeuble dotal que son aliénation ¹.

Les raisons de décider sont les mêmes dans les cas que nous étudions et dans ceux que vise l'article 1558. Sans doute, une constitution d'hypothèque expose l'immeuble dotal à être saisi ou vendu à un moment inopportun ; mais le refus du droit d'hypothéquer est plus périlleux encore. En effet, c'est précisément quand une vente volontaire serait inopportune qu'un tribunal pourra éviter une vente dans des conditions désastreuses en autorisant une constitution d'hypothèque.

Des recours entre complices. — Dans les développements qui précèdent, nous avons sup-

1. LAURENT, *op. cit.* t. XXIII, n° 352. — AUBRY et RAU, *op. cit.* t. V, § 357, p. 592. — GUILLOUARD, *op. cit.*, t. IV, n° 2009. — LE COURTOIS et SURVILLE, t. III, n° 1714. — Cass. 1^{er} décembre 1840 (S. 40, 1, 943). — Cass. 7 juillet 1857 (S. 57, 1, 734 ; D. 58, 1, 405). — Cass. 20 octobre 1890 (D. 91, 1, 264).

posé que la réparation du préjudice causé par la femme lui était directement réclamé. Mais fréquemment, la femme aura commis un acte délictueux avec la complicité, soit de son mari, soit d'autres personnes. Une condamnation solidaire sera intervenue contre les complices. La femme qui aura été poursuivie en exécution de la condamnation prétendra exercer des recours contre ses complices, ou bien, inversement, des recours pourront être exercés contre elle.

Il n'y aura aucune difficulté à admettre qu'elle puisse exercer des recours. Elle pourra même invoquer le bénéfice de la disposition de l'article 1251-3° du Code civil, qui établit la subrogation légale au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres au paiement de la dette, l'aura acquittée de ses deniers personnels.

Cependant, l'action lui serait refusée, temporairement tout au moins, contre son mari, si l'on admettait qu'aucune action ne compète à à l'un des époux contre l'autre pendant la durée du mariage. Mais nous avons précédemment combattu cette idée.

D'autre part, le coauteur et le complice peuvent exercer un recours contre la femme dotale. Ce recours est évidemment efficace contre les biens paraphernaux. Mais le délinquant pourra-t-il agir également contre les biens

dotaux ? Nous le croyons, parce que, d'après la loi, la solidarité n'empêche pas que la dette reste divisible entre les débiteurs solidaires. Or cette divisibilité est commandée par des considérations de justice et d'équité aussi puissantes que la réparation du préjudice causé à la victime du délit. Si la femme se refusait, non plus à l'égard de la victime du délit, mais à l'égard de son complice, à la réparation du préjudice, elle commettrait un véritable délit civil. D'ailleurs, le tiers qui a payé le montant total de la condamnation est subrogé dans les droits du créancier et, par suite, pourra agir contre la femme au lieu et place de ce dernier.

La Cour de cassation paraît cependant refuser au complice de la femme, quel qu'il soit, le droit d'exercer aucun recours contre les biens dotaux. Cette solution résulte implicitement des motifs d'un arrêt du 11 février 1863¹. Par cet arrêt, la Cour de cassation décidait que le complice de la femme adultère, condamné solidairement avec elle en des dommages-intérêts et aux dépens envers le mari qui paie à ce dernier la totalité de ces dommages-intérêts et de ces dépens, n'a pas action sur les biens dotaux de la femme pour le recouvrement de la part

1. Cass. 11 février 1863 (S. 63, 1, 267 ; D. 63, 1, 334).

incombant à cette dernière dans les sommes par lui payées. Et il est intéressant de retenir les motifs de cette décision. L'arrêt fait valoir que le complice subrogé aux droits du mari ne pourrait avoir plus de droits que celui-ci et que, tant que dure le mariage et que la séparation de biens n'est pas prononcée, aucune poursuite ne peut être exercée par le mari contre sa femme. Il dénie donc le droit de poursuivre les biens dotaux, non seulement au mari ou au complice subrogé dans les droits du mari, mais encore à tout complice, parce que la créance de ce dernier, provenant de la subrogation qui s'est opérée par le paiement intégral à la victime du délit, a une source purement civile. « S'il est apporté, lit-on dans l'arrêt, une exception au principe de l'inaliénation de la dot pour le cas où la femme a été condamnée à des dommages-intérêts à raison d'un délit ou d'un quasi-délit, cette exception ne peut être invoquée que par celui envers qui a eu lieu le fait qui a déterminé la condamnation à des dommages-intérêts, et non par celui qui a été l'auteur ou le complice du fait délictueux. »

Il importe de noter également le motif pour lequel M. Sourdat rejette l'action récursoire du tiers complice. « Le complice qui a pris part à la faute de la femme, qui en est peut-être l'agent

principal, dit-il, s'est exposé volontairement aux conséquences qu'elle produit ; il ne saurait donc avoir un privilège qui n'est pas donné aux contractants de bonne foi envers lesquels la femme aurait souscrit des obligations civiles ¹. »

Mais nous répondrons à cet argument qu'il ne convient point d'étendre la portée de l'article 1554, lequel n'interdit l'aliénation d'un bien dotal que par un contrat. Il convient surtout de ne point l'étendre pour refuser une action récursoire que l'équité et la loi reconnaissent à celui qui a acquitté l'intégralité du dommage.

1. SOURDAT, *De la responsabilité*, t. 1, n^o 172 *ter*.

CHAPITRE II.

DES QUASI-DÉLITS COMMIS PAR LA FEMME DOTALE.

Dans les explications précédentes, nous avons fait ressortir déjà quelle différence essentielle existe entre le délit et le quasi-délit.

Contrairement à l'acte délictueux, l'acte quasi délictueux ne suppose pas l'intention de nuire. « Le quasi-délit, dit M. Planiol, est tout fait illicite causant à autrui un dommage, mais sans intention de nuire ¹. »

Cette définition est conforme à l'idée que le législateur se faisait en 1804 du quasi-délit ; car Treilhard, dans l'exposé des motifs du titre des « Engagements qui se forment sans convention », qu'il présentait au Corps législatif, déclarait que « celui qui, par son fait, a causé du dommage est tenu de le réparer ; il est engagé à cette réparation, même quand il n'y aurait de sa part aucune malice, mais seulement négligence ou

1. PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, 3^e édit., t. II, n° 823.

imprudence : c'est une suite nécessaire de son délit ou quasi-délit¹ ».

La Cour de cassation admet que les éléments du quasi-délit sont bien ceux qu'analyse la définition précédente. En effet, nous lisons dans un arrêt du 29 juillet 1869², particulièrement intéressant à noter dans cette étude : « Attendu qu'il est constaté, en fait, que la femme Delandre a commis la faute de ne point faire publier son contrat de mariage dans le mois du jour où elle a ouvert son commerce, et que cette négligence cause préjudice à ceux qui ont traité avec elle dans l'ignorance de sa qualité de femme dotale ; d'où suit que, tous les caractères du quasi-délit, la faute et le préjudice étant constatés souverainement en fait, l'arrêt... »

La doctrine accepte du quasi-délit la définition que nous avons proposée. Nous ne saurions citer tous les auteurs ; mais rappelons les termes employés par Aubry et Rau : « Un quasi-délit, disent-ils, est un fait de commission ou d'omission par lequel on porte préjudice à autrui, mais sans avoir intention de nuire³. »

Et Demolombe s'exprime comme suit : « Restent enfin, dit-il, les faits illicites et dom-

1. TREILHARD, *Exposé des motifs, dans Fenet*, t. XIII, p. 467.

2. Cass. 29 juillet 1869 (S. 70, 4, 41 ; D. 71, 4, 237).

3. AUBRY et RAU, *op. cit.*, t. IV, § 446.

mageables, avec cette double circonstance qu'ils n'ont pas été commis avec l'intention de nuire, et qu'ils ne sont pas réprimés par la loi pénale, et qui ne constituent en conséquence ni des délits civils ni des délits criminels, simples quasi-délits n'engendrant qu'une action civile en réparation pécuniaire, de même que les délits seulement civils¹. »

Cependant, la notion de quasi-délit est inexactement analysée dans certains arrêts. « Quand on songe, dit M. Planiol, à quel point la notion du quasi-délit est certaine, on est tout étonné de voir, dans la jurisprudence et jusque dans les arrêts les plus récents, des formules d'une inexactitude évidente, se ramenant toutes à cette affirmation que le quasi-délit n'existe que là où se trouve une intention dolosive. Mais il faut remarquer qu'un pareil langage se rencontre uniquement dans les arrêts relatifs à la responsabilité de la femme dotale sur ses biens dotaux, et là, il y a peut-être une raison d'établir une distinction entre la faute ordinaire, simple imprudence, et la faute grossière assimilable au dol ; mais on pouvait le faire sans méconnaître et fausser une notion courante des mieux établies². »

1. DEMOLOMBE. *Des Contrats*, t. VIII, n° 439.

2. PLANIOL, *op cit.*, 3^e édit., t. II, n° 824.

En raison de ces inexactitudes de langage, des doutes peuvent s'élever au sujet de la responsabilité de la femme sur ses biens dotaux à raison de ses quasi-délits. Nous devons donc examiner :

- 1° Le principe de la responsabilité quasi délictuelle de la femme sur ses biens dotaux ;
- 2° Les cas et les conditions d'application de ce principe ;
- 3° Les conséquences de cette responsabilité.

SECTION I.

Du principe de la responsabilité quasi délictuelle de la femme sur ses biens dotaux.

Des citations faites au chapitre précédent, il résulte que, dans l'ancien droit français, la femme engageait ses biens dotaux, non seulement par ses délits, mais encore par ses quasi-délits. Les anciens auteurs admettaient qu'elle les engageait par tous ses « méfaits », par tout fait qu'il n'avait pas été en la puissance du tiers d'empêcher, et auquel il n'avait personnellement ni coopéré ni consenti.

Ainsi, ils décidaient que toute condamnation aux dépens prononcée contre la femme pouvait être exécutée sur ses biens dotaux. On

sait déjà qu'il en était ainsi lorsque, à la condamnation principale prononcée pour crime ou pour délit, s'adjoignait une condamnation aux dépens. Dans ce cas, les dépens étaient considérés comme l'accessoire de la condamnation principale. Ajoutons que la plupart des auteurs acceptaient la même solution lorsque la femme était condamnée aux dépens dans une instance relative, soit à la propriété des biens dotaux, soit à la propriété des biens paraphernaux. Ils se fondaient sur cette considération que les dépens sont la juste peine des plaideurs téméraires, sans d'ailleurs rechercher l'intention bonne ou mauvaise de la femme ¹.

Il faut admettre, aujourd'hui encore, que tout quasi-délit engage la responsabilité de la femme sur ses biens dotaux.

Nous avons dit déjà que les considérants de certains jugements ou arrêts paraissaient contredire cette affirmation. Ils semblent subordonner la responsabilité de la femme à la constatation d'une intention frauduleuse. Certains auteurs déclarent même expressément que nulle condamnation ne pourrait être exécutée sur les biens dotaux, si l'intention de nuire n'était établie contre la femme

1. PERIN, *op. cit.*, p. 40.

M. Guillouard affirme cette thèse que la responsabilité de la femme n'existe que si la femme a commis une faute intentionnelle. « Mais ce qui est nécessaire, écrit-il, c'est que le quasi-délit, la faute intentionnelle de la femme soit bien établie : une simple faute ne suffirait pas si elle était commise par la femme sans mauvaise foi, sans intention de nuire ¹. »

Nombreuses sont les décisions de justice qui se refusent à rendre la femme dotale responsable, sur ses biens dotaux, d'une faute qui n'aurait pas été commise dans une intention frauduleuse.

Rappelons, à ce propos, que de multiples décisions relatives aux condamnations à des dépens sont en contradiction certaine avec la jurisprudence de l'ancien droit. Elles nient que les dépens auxquels une femme dotale a été condamnée envers son adversaire, par application de l'article 130 du Code de procédure civile, puissent être recouvrés sur les biens dotaux, si l'on ne relève à la charge de la femme dotale aucune intention méchante. Ainsi, un arrêt de la Cour de Pau du 1^{er} août 1887 ² décide que l'aliénation des immeubles dotaux

1. GUILLOUARD, *op. cit.*, t. IV, n° 2096.

2. Pau, 1^{er} août 1887 (S. 89. 2. 164 ; D. 89. 2. 41).

ne peut être autorisée par justice pour payer les frais d'une instance en séparation de corps dans laquelle la femme a succombé, si l'arrêt qui l'a déboutée n'a pas décidé qu'elle avait agi abusivement et de mauvaise foi, et n'a prononcé contre elle aucune condamnation à des dommages-intérêts. Il ne suffirait donc point que le procès fût jugé téméraire pour que la condamnation aux dépens pût être exécutée sur les biens dotaux.

De nombreux arrêts décident de même que la folle enchère de la femme dotale peut constituer un quasi-délit engageant ses biens dotaux, mais à la condition qu'une fraude ou intention de nuire puisse être établie contre la femme. Notamment, un arrêt de la Cour de Pau du 2 juin 1880¹, appréciant la responsabilité d'une femme dotale à raison d'une folle enchère, décidait « qu'une simple faute de la femme dotale, tombât-elle même sous l'application de l'article 1382 du Code civil, ne suffit pas pour engager la dot, si cette faute ne constitue qu'un acte d'imprudence, et si elle a été commise sans dol ni mauvaise foi ».

De ce considérant, nous devons rapprocher celui d'un arrêt de la Cour d'appel de Paris en

1. Cass., 2 juin 1880 (S. 82, 2, 249; D. 81, 2, 1).

date du 21 avril 1896¹, qui est également conçu en termes très généraux: «Attendu que la femme dotale ne répond sur ses biens dotaux de ses quasi-délits qu'autant qu'elle a été de mauvaise foi; qu'une faute qui ne consiste que dans un acte d'imprudence n'a point pareil effet; que cette distinction, maintes fois consacrée par la jurisprudence, s'explique aisément, puisque le régime dotal est avant tout un régime de protection pour la femme, même contre sa propre imprudence. . . »

Toutefois, cette manière de voir est contraire à celle qu'admettent très généralement les auteurs, et qu'adopte la Cour de cassation.

Etudiant la responsabilité délictuelle et quasi délictuelle de la femme dotale, MM. Le Courtois et Surville professent l'opinion contraire. « Certes, disent-ils, il ne serait pas suffisant, pour qu'il y ait quasi-délit, qu'un devoir purement moral et de conscience ait été méconnu, il faut qu'il s'agisse d'un manquement à la loi positive. Ce qui nous paraît constituer essentiellement le délit, c'est la faute intentionnelle ou la pratique de manœuvres frauduleuses vis-à-vis des tiers. Quant au quasi-délit, il résulte d'une impru-

1. Paris, 21 avril 1896 (D. 98, 1, 306).

dence ou d'une négligence commise en l'absence de toute intention de nuire » ¹.

M. Labbé exposait de même dans une note : « Quand il s'agit de délits ou quasi-délits intervenus entre personnes qui n'ont point contracté ensemble, la faute même la plus légère est, aussi bien que la méchanceté, cause efficiente d'une obligation réparatrice, et, sous cette formule, « l'article 1554 n'offusque pas l'article 1382 ». La magistrature exprime et admet que les biens dotaux inaliénables sont saisissables pour un quasi-délit, non moins que pour un délit, pour un fait d'imprudence non moins que pour un acte de perversité malicieuse ². »

La Cour de cassation a consacré cette doctrine, notamment dans les arrêts nombreux par lesquels elle a décidé que la femme dotale, en négligeant de faire publier son contrat de mariage dans le mois de l'ouverture de son commerce, même en l'absence de toute intention de nuire, commet un quasi-délit dont la réparation peut être poursuivie par les tiers sur les biens dotaux ³.

1. LE COURTOIS et SURVILLE, *le Contrat de mariage*, 3^e édit., t. III, n^o 1678, p. 366.

2. LABBÉ, note sur Pau, 2 juin 1880 (S. 82, 2, 250, 1^{re} col.).

3. Cass. 29 juillet 1869 précité. Cf. Cass. 27 février 1883 (S. 84, 1, 185). — Cass. 29 mars 1893 (S. 93, 1, 288 ; D. 93, 1, 285).

Nous acceptons la même thèse en vertu des considérations que nous avons précédemment développées sur l'article 1382 du Code civil. Ce texte nous a paru autoriser l'aliénation volontaire ou forcée d'un immeuble dotal pour la réparation du préjudice causé par la femme dotale. Il édicte en effet un principe d'équité et se concilie, comme nous l'avons démontré, avec les dispositions de l'article 1554. Or il n'établit aucune distinction entre le délit et le quasi-délit. Au contraire, l'article 1383 le complète, lorsqu'il déclare en termes exprès que « chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence ». Aussi faut-il admettre que la femme engage sa dot par tout acte illicite accompli même par imprudence ou par négligence, c'est-à-dire sans intention de nuire.

Le principe de la responsabilité quasi délictuelle de la femme sur ses biens dotaux est le même que celui de sa responsabilité délictuelle. Il se justifie par les mêmes considérations. Il est écrit dans le même texte.

SECTION II.

Des cas et conditions d'application du principe de la responsabilité quasi délictuelle de la femme sur ses biens dotaux.

Les cas de responsabilité quasi délictuelle de la femme dotale sur lesquels la jurisprudence a été appelée à statuer, peuvent se ranger en un petit nombre de catégories. Si les espèces soumises aux tribunaux sont nombreuses, une classification est aisée à établir.

Non-publication du contrat de mariage de la femme commerçante. — Aux termes de l'article 69 du Code de commerce, l'époux séparé de biens ou marié sous le régime dotal qui devient commerçant après son mariage, est tenu de remplir, dans le mois du jour où il aura ouvert son commerce, les formalités prescrites par les articles 67 du même Code et 872 du Code de procédure civile. Il doit transmettre au greffe du tribunal et aux chambres des avoués et notaires un extrait de son contrat de mariage, afin que cet extrait soit affiché conformément aux dispositions légales. Cette publicité est prescrite dans l'intérêt des tiers, et tend à faire connaître aux personnes qui seraient appelées

à traiter avec les époux la dotalité stipulée dans leur contrat.

Le Code de commerce n'édicte pas la nullité du contrat de mariage à l'égard des tiers, au cas d'inobservation de cette prescription, comme le faisait l'article 1^{er} du titre VIII de l'ordonnance de 1673. L'article 69 du Code de commerce décide seulement que l'époux coupable d'avoir omis de publier son contrat de mariage pourra être, au cas de faillite, condamné comme banqueroutier simple.

Cette sanction est-elle la seule qui doive intervenir ? La non-publication du contrat de mariage ne constitue-t-elle pas un quasi-délit donnant lieu à l'application de l'article 1382 du Code civil, si elle cause un préjudice aux tiers ? Et la femme dotale qui a omis de publier son contrat de mariage dans les conditions prévues par l'article 69 du Code de commerce ne sera-t-elle pas responsable sur sa dot ?

La jurisprudence admet que cette négligence constitue un quasi-délit et que, par conséquent, la non-publication du contrat de mariage de la femme commerçante, même en l'absence d'intention de nuire, entraîne sa responsabilité sur la dot.

Un arrêt de la Cour d'appel de Rennes, du 4 mars 1880, paraît subordonner cette responsa-

bilité à la condition qu'une faute intentionnelle soit prouvée¹. Il semble admettre que la non-publication du contrat de mariage ne saurait être le principe d'une responsabilité sur les biens dotaux, lorsqu'elle ne s'explique pas par la volonté de tromper les tiers.

Mais cet arrêt fut cassé par la Cour de cassation à la date du 27 février 1883². La Cour suprême décida qu'en ne se conformant point aux prescriptions de l'article 69 du Code de commerce, même en l'absence de toute intention de nuire, la femme commettait un délit.

Un arrêt de Cassation plus récent, rendu le 29 mars 1893³, a de nouveau proclamé le principe que la femme dotale qui, bien que sans intention de nuire, a négligé de faire publier son contrat de mariage dans le mois du jour où elle a ouvert son commerce, conformément à l'article 69 du Code de commerce, commet un quasi-délit vis-à-vis des créanciers, qui n'ont traité avec elle que parce qu'ils ignoraient sa qualité de femme dotale, et qu'elle est tenue, dès lors, de réparer le préjudice causé à ses créanciers, même sur ses biens dotaux.

1. Rennes, 4 mars 1880 (S. 81, 2, 265 ; D. 81, 2, 210).

2. Cass. 27 février 1883 (S. 84, 1, 485 ; D. 84, 1, 29).

3. Cass. 29 mars 1893 (S. 93, 1, 288 ; D. 93, 1, 285). — Cf. Chambéry, 18 nov. 1869 (S. 69, 2, 129). — Grenoble, 30 janvier 1885 (D. 86, 2, 263). — Amiens, 16 janvier 1894 (S. 94, 2, 236 ; D. 94, 2, 208). — Trib. civil Seine, 27 avril 1899 (D. 1902, 2, 300).

Le quasi-délit existera à la charge de la femme, lors même qu'elle aurait publié son contrat de mariage conformément à la loi du 10 juillet 1850. Certains auteurs ont soutenu que la femme dotale qui devient commerçante, au cours du mariage, sans remplir les formalités exigées par le Code de commerce, pourrait néanmoins opposer aux tiers l'inaliénabilité résultant de l'adoption du régime dotal, si elle avait remis à l'officier de l'état civil le certificat du notaire prévu par l'article 1394 du Code civil, modifié par la loi du 10 juillet 1850¹. Cependant, on ne saurait admettre cette thèse, parce que les deux moyens de publicité organisés par ces textes ne se confondent pas. La publicité commerciale est plus complète, plus efficace, plus favorable à la sécurité des relations commerciales et ne saurait être suppléée.

Mais la femme dotale qui était déjà commerçante au moment de la célébration du mariage, n'est pas obligée de publier elle-même son contrat de mariage : cette publicité incombe au notaire qui a reçu le contrat. Par conséquent, le défaut de publicité, en ce cas, ne constituerait pas une faute à sa charge et n'engagerait pas ses biens dotaux. Les tiers n'auraient de recours

1. LYON-CAEN, *Traité de droit commercial*, t. I, n° 316, p. 328.

contre elle que si elle s'était concertée avec le notaire ; car elle se serait alors rendue coupable d'un délit.

De même, la femme dotale n'est responsable de la non-publication de son contrat de mariage que si elle est commerçante ; or elle ne l'est pas si elle ne s'occupe du commerce, au domicile commun, qu'au nom de son mari, qu'elle aide dans l'exploitation¹.

Condamnation aux dépens. — Les condamnations aux dépens sont parfois exécutoires sur les biens dotaux. Les cours et tribunaux l'ont ainsi décidé dans de nombreuses décisions.

Remarquons tout d'abord qu'il est certaines hypothèses dans lesquelles les dépens peuvent être recouvrés sur la dot, sans même qu'il y ait lieu de distinguer si la femme a eu gain de cause ou non, parce qu'ils ont eu pour but la conservation de la dot. Ainsi, l'avoué qui a occupé pour la femme plaidant en séparation de biens peut poursuivre son paiement sur les biens dotaux. Nous justifierons cette solution, lorsque nous examinerons les exceptions au principe de l'inaliénabilité des biens dotaux résultant d'un quasi-contrat.

1. Trib. civil de la Seine, 27 avril 1899 (D. 1902, 2, 300).

Il convient actuellement d'examiner dans quels cas les dépens auxquels une femme dotale a été condamnée envers son adversaire par application de l'article 130 du Code de procédure civile, en dehors de tout procès intéressant la dot, peuvent être recouvrés sur les biens dotaux.

Lorsque la condamnation aux dépens interviendra dans une instance introduite contre la femme dotale en réparation d'un préjudice causé par des actes délictueux ou quasi délictueux, elle sera exécutoire sur les biens dotaux, parce qu'elle suit le sort de la condamnation principale. C'est ainsi que la Cour d'Amiens pose à bon droit en règle générale que les dépens d'une instance aboutissant au prononcé du divorce aux torts de la femme peuvent être recouvrés sur la dot de cette dernière : « Attendu que l'époux contre lequel le divorce est prononcé, s'il ne s'est pas toujours rendu coupable d'un délit, s'est au moins rendu coupable d'un délit civil ou d'un quasi-délit en méconnaissant les obligations qu'il avait contractées par le mariage vis-à-vis de son conjoint ¹. »

En dehors de ces hypothèses, la règle est que les frais pourront être recouvrés sur les biens

1. Amiens, 1^{er} déc. 1898 (D. 1900. 2. 207).

dotaux, lorsque la condamnation aux dépens se justifiera par l'abus du droit de plaider commis par la femme. En effet, l'abus du droit constitue un quasi-délit lorsqu'il est certain, sans qu'il y ait d'ailleurs à rechercher s'il a été commis avec l'intention de nuire, et en outre, lorsqu'il a causé un préjudice. A cette double condition, l'article 1382 devient applicable, et la dot se trouve engagée.

Plusieurs cours d'appel, il est vrai, n'admettent d'exception au principe de l'inaliénabilité que s'il est possible de relever contre la femme dotale une intention méchante¹. Cette mauvaise foi serait établie, par exemple, contre la femme dotale qui aurait renouvelé des prétentions déclarées antérieurement abusives par les tribunaux, en voulant revenir sur des partages qu'elle signale, avec un esprit de chicane évident, comme entachés de lésion².

Mais la Cour de cassation admet une dérogation au principe de l'inaliénabilité de la dot, à la seule condition que la femme ait intenté un procès téméraire. Point n'est besoin qu'elle soit accusée d'avoir agi de mauvaise foi par pur esprit de chicane. Ainsi, on lit dans un arrêt de

1. Grenoble, 15 déc. 1864 (S. 65. 2. 78). — Pau, 1^{er} août 1887 (S. 89, 2, 164 ; D. 89, 2, 110).

2. Grenoble, 15 déc. 1864, précité.

la chambre des requêtes du 23 avril 1861 : « Attendu que l'arrêt déclare que l'instance introduite par la femme Roche, et aux dépens de laquelle elle a été condamnée, « constitue un procès des plus téméraires et un quasi-délit caractérisé » ; qu'ainsi, en ordonnant la continuation des poursuites dirigées contre la demanderesse, la Cour d'appel n'a fait qu'une juste application de la loi... »¹. Par application de la théorie admise par la Cour de cassation, un arrêt de la Cour de Grenoble du 10 avril 1869 déclarait à bon droit exécutoire sur les biens dotaux une condamnation aux frais d'un ordre judiciaire, prononcée contre une femme qui avait exigé cet ordre par pure obstination, mais sans mauvaise foi, alors que ses débiteurs lui offraient le paiement par voie d'ordre amiable des seules créances auxquelles elle était raisonnablement fondée à prétendre². Le droit de plaider dégénère en faute constitutive d'un quasi-délit, à la seule condition que l'action soit motivée par une erreur grossière³.

1. Cass. 23 avril 1861 (S. 61, 1, 784 ; D. 61, 1, 235).

2. Grenoble, 10 avril 1869, *Revue du notariat*, 1870, p. 129.

3. Cass., 28 juillet 1851 (S. 51, 1, 176) — Caen, 9 janvier 1855 (Recueil arrêts, Caen et Rouen, 1855, I, 25). — Caen, 24 avril 1857 (Recueil arrêts Caen et Rouen, 1857, I, 178). — Pau, 14 mars 1888 (D. 90, 2, 71). — Caen, 10 août 1887 (Recueil arrêts Caen et Rouen, 1888, 1, 40).

Convient-il de déclarer exécutoires sur les biens dotaux, non seulement les condamnations aux dépens motivées par l'abus du droit de plaider, mais, d'une façon plus générale, toute condamnation aux dépens encourue par une femme dotale ?

Telle serait nous semble-t-il, la conséquence nécessaire de cette théorie qui attribue à la condamnation aux dépens le caractère d'une peine privée. Mais, s'il est possible d'admettre que le droit romain considéra comme une peine privée la condamnation aux dépens, cette conception n'est assurément pas celle du droit français. Il convient donc de repousser en bloc toutes les conséquences logiques de ce système, notamment en ce qui concerne les procès soutenus par une femme mariée sous le régime dotal.

Une explication identique ou, pourrait-on dire, très analogue considère la condamnation aux dépens comme une application de l'article 1382 du Code civil¹. Dans cette manière de voir, cette condamnation se justifierait par le principe qui oblige toute personne à réparer le dommage qu'elle a causé par sa faute, sa négligence ou son imprudence. Si tel était le fondement de la

1. GARSONNET, *Traité théorique et pratique de procédure civile*, t. III, § 449, p. 169.

condamnation aux dépens, il faudrait admettre, par déduction, qu'elle est exécutoire sur la dot. Elle assurerait, en effet, la réparation des conséquences préjudiciables d'un quasi-délit.

Cependant, l'action ou la défense en justice est un droit. Or l'usage de cette faculté légale ne saurait constituer une faute, présenter un caractère quasi délictueux. Par conséquent, la jurisprudence admet avec raison qu'une condamnation aux dépens n'est exécutoire sur la dot qu'à condition que la femme ait intenté un procès ou défendu à un procès avec témérité. C'est à cette condition seulement qu'il convient d'appliquer l'article 1382, parce qu'il y a là abus d'un droit constitutif d'un quasi-délit

Hypothèses diverses. — A côté des arrêts précités, nous devons mentionner certaines décisions particulièrement intéressantes. Elles ont statué sur des espèces curieuses et proclamé la responsabilité de la femme sur ses biens dotaux à raison de ses quasi-délits.

Un arrêt de la Cour d'appel de Rouen du 11 juin 1885 ¹ déclare la femme responsable sur sa dot du paiement du double droit qui est dû lorsqu'elle a produit en justice un acte non enregistré.

1. Rouen, 11 juin 1885 (Recueil arrêts Caen et Rouen 1885, II, 226).

Au cours de contestations relatives à un acte de liquidation et partage, les héritiers avaient fait usage en justice de divers titres dans lesquels le *de cujus* avait été partie, et qui n'avaient pas été soumis à l'enregistrement. L'administration réclama le paiement d'un double droit, et la Cour décida que les héritiers étaient tenus personnellement du paiement des droits comme ayant produit en justice des actes qui en étaient passibles. Parmi les héritiers se trouvait une femme mariée sous le régime dotal. Le Trésor pouvait-il saisir les biens dotaux pour obtenir paiement des droits ? L'arrêt reconnut ce droit à l'administration de l'enregistrement, parce que « l'inaliénabilité de la dot ne peut faire obstacle aux droits du Trésor ; que la dette qui découle de la loi est une dette nécessaire, qui a pour but d'assurer le recouvrement de l'impôt, devant laquelle le principe de l'inaliénabilité doit fléchir, parce que son titre est préexistant au contrat qui a réglé les conventions des époux ; que, d'ailleurs, la production en justice par la femme dotale d'un acte sous seing privé non enregistré constitue un quasi-délit dont la réparation peut être poursuivie sur ses biens dotaux ».

Nous reviendrons ultérieurement sur cette idée que la dette qui découle de la loi est une

dette nécessaire, justifiant une dérogation au principe de l'inaliénabilité de la dot. Il convient seulement de retenir dès maintenant l'exemple de quasi-délit relevé dans cette espèce.

Rapprochons maintenant de ce document un arrêt de la Cour de Limoges, en date du 11 mars 1904 ¹, qui affirme aussi avec beaucoup de netteté le principe de la responsabilité de la femme sur ses biens dotaux, en l'absence de toute intention de nuire, à raison d'un acte illícite. La Cour pose explicitement en principe que la réparation de toute faute, même commise sans intention dolosive, même légère, constituant un quasi-délit, peut être poursuivie sur la dot.

Une femme dotale, tiers saisi, assignée en déclaration affirmative, n'avait point rempli les obligations à elle imposées par les articles 571 et suivants du Code de procédure civile. Conformément aux dispositions de l'article 577 de ce Code, elle avait été condamnée comme débitrice pure et simple des causes de la saisie. Le fondement de son obligation se trouvait être évidemment dans une faute consistant à avoir mis le créancier dans l'impossibilité de vérifier l'existence, le montant, la na-

1. Limoges, 11 mars 1904 (D. 1905, 2, 62).

ture et les causes de la créance du débiteur saisi et, par conséquent, d'exercer ses droits contre ce dernier. La femme dotale n'avait été vraisemblablement coupable que de négligence, et les juges ne parlent point de manœuvres frauduleuses, d'une intention dolosive quelconque. En présence de ces faits, l'arrêt décide que le principe de l'inaliénabilité doit fléchir, parce qu'il y a quasi-délit dans le sens des articles 1382 et 1383 du Code civil.

En résumé, la jurisprudence admet que tout quasi-délit engage la responsabilité de la femme sur ses biens dotaux.

Les seules conditions de cette responsabilité sont l'existence d'un acte illicite et l'existence d'un préjudice causé par cet acte.

Mais la réunion de ces deux conditions est nécessaire. Notamment, les juges doivent relever l'existence d'un préjudice occasionné par l'infraction à la loi. Ainsi, nous croyons que le jugement du tribunal civil de Grenoble du 23 août 1884, confirmé par un arrêt du 3 janvier 1885 de la Cour de Grenoble ¹, est très critiquable. Ce jugement décide qu'au cas de non-publication du contrat de mariage par la femme

1. Trib. civ. Grenoble, 23 août 1884. Cour de Grenoble, 3 janv. 1885 (D. 86; 2, 263).

dotale qui devient commerçante après son mariage, les tiers peuvent ne pas tenir compte de l'inaliénabilité des biens dotaux, même s'il est établi qu'ils ont eu connaissance de la situation matrimoniale de la femme commerçante. « Attendu, lit-on dans ce jugement, que la femme a commis un quasi-délit qui engage sa responsabilité, même sur ses biens dotaux, en ne publiant pas son contrat de mariage ; qu'il n'y a aucune distinction à faire entre les créanciers qui ont connu la situation matrimoniale de leur débitrice et ceux qui ne l'ont pas connue, puisque tous les créanciers indistinctement peuvent se prévaloir du quasi-délit de la femme pour réclamer l'exécution de ses engagements... » Cette argumentation nous paraît peu solide. Car le quasi-délit suppose un rapport de cause à effet entre l'imprudence ou la négligence et le dommage. Or les créanciers qui ont connu la situation matrimoniale de leur débitrice doivent imputer à leur propre imprudence le préjudice qu'ils ont subi.

SECTION III.

Des conséquences de la responsabilité quasi délictuelle de la femme sur sa dot.

Le principe de la responsabilité tant délictuelle que quasi délictuelle de la femme est

écrit dans l'article 1382 du Code civil. Les conséquences des quasi-délits sur les biens dotaux seront donc les mêmes que celles des délits. Elles ont été analysées au chapitre précédent.

Nous avons dit à quelles personnes peut être demandée la réparation d'un délit commis par la femme dotale. Les mêmes personnes sont responsables de ses quasi-délits. Le mari notamment en est responsable sous les conditions qui ont été indiquées.

Toute personne lésée par un quasi-délict pourra obtenir une condamnation. La question a été discutée de savoir si le mari pouvait exécuter les biens dotaux pendant la durée du mariage. Nous croyons qu'il a le droit, lorsque la femme lui a causé un préjudice par un délit ou un quasi-délict, d'aliéner avec l'autorisation de justice un immeuble dotal afin d'obtenir réparation.

Dans les explications que nous avons fournies au chapitre précédent, nous avons fait ressortir quels modes de réparation pouvaient être employés. D'après la jurisprudence, la femme n'est point obligée de subir la saisie de ses biens. Elle peut obtenir l'autorisation d'aliéner un bien dotal pour dédommager le tiers du préjudice qu'il a subi.

En commettant un quasi-délit, de même qu'en se rendant coupable d'un délit, la femme a pu avoir des complices. Au cas de condamnation solidaire contre des complices, des recours pourraient être exercés.

Il importe de noter cependant que certains arrêts apprécient avec une rigueur exceptionnelle la responsabilité du mari à raison des quasi-délits commis par la femme dotale.

En raison de l'autorité que la loi reconnaît au mari, les juges ont parfois une tendance à faire rejaillir sur lui les conséquences de ces *délits*.

Ainsi, un arrêt de la Cour de Pau, du 13 juin 1866, paraît bien admettre en principe la responsabilité civile du mari à l'occasion des fautes de la femme. Il en fait l'application dans une espèce curieuse où il s'agissait d'apprécier les conséquences d'un quasi-délit commis par une femme dotale, respectivement sur la fortune du mari et sur les biens dotaux. Cette femme n'avait pas publié son contrat de mariage suivant les formes prescrites par le Code de commerce. Poursuivie par divers créanciers, elle fut condamnée à payer des sommes dont la dot était responsable à raison du quasi-délit résultant de la non-publication du contrat de mariage. Pour éviter à la femme une déclara-

tion de faillite et la peine de la banqueroute simple (art. 69 C. com. *in fine*), le mari avait désintéressé ses créanciers. Puis, en considération de ce fait que les dettes ainsi acquittées avaient leur source dans un quasi-délit, il avait, lors de la restitution de la dot, retenu certaines valeurs mobilières et dotales en compensation des sommes par lui déboursées dans l'intérêt de sa femme, et le tribunal civil de Barèges avait admis cette façon de procéder. Mais la Cour de Pau¹ infirma le jugement, « attendu qu'il n'y a aucun motif d'admettre en compensation les dettes commerciales acquittées par Abadie, en vertu des jugements où il n'était question ni de délit ni de quasi-délit; que le mari n'a fait en cela que remédier à un état de choses irrégulier, créé par lui-même et dont la responsabilité pouvait retomber sur lui; que cette situation ne pouvait aboutir juridiquement à l'aliénation indirecte de la dot ».

Le double argument présenté dans ce considérant est-il en droit justifié ? Il est permis d'en douter. La Cour de Pau avait en effet la faculté d'apprécier si la dérogation au principe de l'inaliénabilité de la dot sollicitée par le mari n'était pas rendue légitime par le quasi-délit.

1. Trib. civ. Barèges. — Cour de Pau, 13 juin 1866 (S. 69, 2, 141).

Elle pouvait faire cette appréciation, de même que les cours et tribunaux sont libres d'apprécier si la réparation d'un délit nécessite l'aliénation volontaire d'un bien dotal, et parfois, autorisent cette aliénation ¹.

D'autre part, nous persistons à croire que le mari ne peut, en aucun cas, être déclaré civilement responsable des fautes de la femme, parce qu'il n'est pas un commettant. Décider autrement, c'est étendre sans droit les dispositions de l'article 1384 du Code civil.

A propos des condamnations aux dépens prononcées contre la femme et exécutoires parfois sur la dot, la question s'est également posée de savoir quelle était la responsabilité du mari, et si sa responsabilité n'autorisait pas les créanciers à saisir même la jouissance des biens dotaux.

Nous réservons, pour l'examiner ultérieurement ², la question du recouvrement des frais dus à l'avoué qui a occupé pour la femme dotale dans une instance relative aux biens dotaux. Notons seulement que la jurisprudence autorise l'avoué à poursuivre le recouvrement de ses frais sur les biens et revenus dotaux pendant le

1. V. notamment Cass. 20 juillet 1870 (S. 71, 1, 69).

2. V. Chapitre iv.

mariage, même au préjudice du droit d'usufruit appartenant au mari.

Soit une condamnation aux dépens exécutoire sur les biens dotaux, à raison du caractère téméraire de l'action intentée par la femme ou de la défense présentée par elle : ces frais pourront-ils être recouvrés sur la pleine propriété ou seulement sur la nue propriété des biens dotaux ?

Le mari a pu jouer, au cours de l'instance, des rôles divers. S'il a pris fait et cause pour la femme en intervenant dans l'instance, non seulement aux fins d'autorisation, mais pour s'associer aux demandes ou défenses, il ne semble pas douteux que les fruits de la dot soient saisissables en même temps que la nue propriété.

Mais que décider si le mari s'est borné à autoriser sa femme à ester en justice ? Deviendra-t-il, par le fait même, responsable du quasi-délit ? Les poursuites pourront-elles être dirigées contre la jouissance et l'atteindre ainsi directement ?

Il semble qu'en principe l'autorisation donnée par le mari ne saurait engager sa responsabilité. Elle ne le rend point partie au procès. Or, aux termes de l'article 130 du Code de procédure civile, la condamnation aux frais

atteint la partie qui succombe. C'est pourquoi la Cour de cassation admet « qu'on ne peut regarder comme une partie qui succombe et que, par conséquent, on ne peut condamner personnellement et dans ses propres biens le mari, qui, tout à fait étranger et sans intérêt dans la contestation soutenue par sa femme, et ayant uniquement et simplement figuré au procès pour l'autoriser en justice, n'a contracté aucune obligation envers les parties en cause » ¹.

Par application de cette règle, il y a lieu d'établir une distinction, suivant que le mari de la femme dotale contre laquelle est prononcée une condamnation aux dépens exécutoire sur les biens dotaux, avait intérêt ou non à la contestation. Il ne sera personnellement passible des dépens que si le procès était relatif à des biens dotaux, parce qu'alors le mari, qui a droit aux fruits des biens litigieux, défendait sa cause personnelle. Dans ce cas, les fruits de ces biens pourront être saisis. Autrement, son autorisation ne saurait en aucune façon le rendre responsable, et son droit à la jouissance demeurerait intact.

1. Cass., 21 février 1832 (S. 32, 1, 506).

CHAPITRE III.

DES FAUTES COMMISES PAR LA FEMME DOTALE A L'OCCASION D'UN CONTRAT.

Il semble de prime abord, en raison de la disposition de l'article 1554 du Code civil, qu'aucune aliénation d'un bien dotal consentie par contrat ne puisse être maintenue par la jurisprudence, sauf les exceptions prévues expressément par les articles 1555 et suivants.

Cependant, une jurisprudence aujourd'hui bien établie se refuse à annuler certains contrats passés par la femme dotale en violation du principe de l'inaliénabilité de la dot. Les décisions des cours et tribunaux sont motivées par des fautes commises par la femme à l'occasion de ces contrats.

Nous devons donc faire l'exposé et la critique de cette jurisprudence, qui apporte au principe de l'inaliénabilité de graves dérogations.

Il convient dès lors de déterminer et de rechercher successivement :

- 1° Le principe des dérogations ;
- 2° Les cas et les conditions d'application de ce principe ;
- 3° Enfin, les conséquences de ce principe.

SECTION I.

Du principe que la « fraude fait exception à toutes les règles ».

Les fautes commises par la femme à l'occasion d'un contrat seront-elles susceptibles de justifier des dérogations au principe de l'inaliénabilité ? Quel motif la jurisprudence peut-elle invoquer pour refuser, à raison de fautes commises par la femme, l'annulation d'un contrat passé en violation de ce principe ?

Point n'est besoin d'examiner la théorie, entièrement abandonnée aujourd'hui, de ces auteurs ou de ces anciens arrêts qui s'opposaient à toute dérogation à la règle de l'inaliénabilité. En étudiant la responsabilité délictuelle de la femme sur sa dot, nous avons exposé impartialement les raisons qu'ils invoquaient pour repousser toute innovation. Nous croyons avoir fait justice de leurs arguments. D'ailleurs, une jurisprudence et une doctrine unanimes condamnent de nos jours cette théorie.

Seulement, la difficulté est actuellement d'analyser les divers systèmes qui tentent de justifier la jurisprudence contemporaine.

Examinons successivement plusieurs principes qui ont été invoqués pour établir la responsabilité de la femme.

De l'application de l'article 1382 du Code civil.— Il est généralement admis que les fautes commises par la femme à l'occasion d'un contrat constituent des délits civils ou des quasi-délits, et qu'elle en est responsable en vertu de la règle de l'article 1382. C'est ce même principe que l'on invoque contre elle pour justifier les condamnations sur sa dot à raison des faits illicites qu'elle commet en dehors de tout contrat.

Cette thèse a été exposée, avec une grande autorité et une grande force d'argumentation, devant la Cour de cassation en 1852, dans des conclusions remarquables prises par M. l'Avocat général Rouland, et en même temps dans le rapport de M. le conseiller Bayle-Mouillard ¹. Depuis lors, elle a été maintes fois reprise.

Après avoir résumé très complètement les motifs qui justifient la responsabilité de la femme sur sa dot à raison de ses quasi-délits,

1. Conclusions et rapport sous Cass, 23 nov. 1852 (S. 52, 1, 769).

M. l'Avocat général Rouland justifiait, par les mêmes arguments, la responsabilité de la femme sur sa dot à raison des fautes commises par elle lors de la formation d'un contrat. Ces fautes, disait-il, constituent également des quasi-délits. Le principe de l'inaliénabilité dotale sauve la dot des abus et des inconvénients de la volonté contractuelle des époux ; mais il ne veut ni ne peut l'exempter des obligations que la loi crée elle-même à la suite des quasi-délits. « Il importe peu, au reste, que le quasi-délit se rencontre dans l'acte même qui aurait pour résultat l'aliénation directe des biens dotaux ».

La faute qui détermine à contracter n'est-elle pas en effet distincte du contrat lui-même ? Ainsi, la femme, par une suite de manœuvres qu'elle a accomplies, peut-être avec la complicité de son mari, a pu dissimuler la nature des biens dotaux, qu'elle a ensuite vendus. Ces manœuvres sont bien distinctes de la vente. Elles la précèdent. Elles ne sont unies au contrat qu'indirectement par l'erreur qu'elles ont répandue. Et, si la vente était annulée à la demande de la femme, la faute subsisterait comme cause du préjudice que le tiers a subi en contractant, et dont il peut demander réparation. « On pourrait même être tenté de dire : l'annulation du contrat fait qu'on se trouve, non plus en présence

d'un dol ou d'une faute en matière de contrats, mais d'un dol ou d'une faute en dehors des contrats; d'où responsabilité certaine de la femme dotale, suivant les principes que nous avons établis précédemment ¹. » Si la faute qui se produit lors du contrat ne peut être dissociée du contrat, sans lequel elle n'existerait point, il en est autrement de ces mensonges qui déterminent l'autre partie à contracter, mais qui ne sont pas l'objet de la convention.

Poussant plus loin encore cette analyse, M. Bayle-Mouillard fait observer que, si les tribunaux, en raison de la faute commise par la femme, maintenaient l'aliénation consentie, cette aliénation résulterait, « non du contrat, de son exécution, mais de la fraude qui l'a entaché » ²; elle serait judiciaire et non contractuelle.

En d'autres termes, d'après cette théorie, l'analyse doit dégager du contrat le fait illicite, qui ne s'incorpore pas réellement à lui. Dans ces conditions, il apparaît que « l'acquéreur a contracté volontairement avec les époux, et que le contrat est bien un acte d'aliénation. Mais il est tout aussi vrai qu'il n'a cru ni voulu faire un traité de vente de biens dotaux. Sur ce terrain

1. PÉRIN, *De la responsabilité délictuelle et quasi délictuelle de la femme sur sa dot*, p. 184.

2. BAYLE-MOULLARD, *loc. cit.*

de la dot, il n'est pas l'acquéreur volontaire ; il est le tiers victime d'une fraude. Le quasi-délit n'existe pas, à proprement parler, dans la vente même, mais dans les manœuvres qui ont trompé l'acquéreur, et l'obligation de responsabilité des époux coupables de ces manœuvres naît, non pas de leur volonté contractuelle, qui serait inefficace, mais de la juste colère de la loi, qui ne souffre pas le dol impuni quand il porte préjudice à un tiers » ¹.

Par conséquent, il n'y aurait point à distinguer entre le fait illicite qui s'est produit à l'occasion d'un contrat et celui qui s'est produit en dehors de tout contrat. Il faut isoler du contrat le fait illicite et le considérer également comme un acte délictueux ou quasi délictueux. La circonstance qu'il a été commis à l'occasion d'un contrat ne saurait modifier la nature de la responsabilité délictuelle. Elle n'empêche pas que l'article 1382 ne soit applicable. Et il est juste de l'appliquer. L'ordre public est également intéressé à ce que le préjudice soit réparé dans les deux cas. Il ne faut point que la femme échappe à l'application de ce texte. « En quoi l'immoralité de l'acte est-elle diminuée, dit M. Deschamps, par cette circonstance qu'on nuit à

1. ROULAND, *loc. cit.*

son cocontractant au lieu de nuire à une personne quelconque ? On serait plutôt autorisé à voir là un raffinement dans la malice, un abus de confiance, ou mieux encore, comme l'a dit M. Labbé (S. 86. 1. 5), « une sorte d'embûche et de guet-apens » qui vient aggraver la responsabilité¹. »

D'ailleurs, ces auteurs remarquent que la responsabilité de la femme dotale doit être soigneusement appréciée par les tribunaux. M. l'Avocat général Rouland expose qu'elle ne serait pas responsable des fautes commises par elle à l'occasion d'un contrat, si le cocontractant avait, de son côté, commis une faute ou une imprudence. « La règle générale exige que celui qui se plaint d'un dommage et en demande la réparation soit repoussé, s'il y a aussi faute de sa part et s'il a pu ou dû éviter ce dommage. Elle doit être très sévèrement appliquée en matière de quasi-délits reprochés à la femme mariée sous le régime dotal. Si son état civil est connu des tiers, et si la fraude consiste dans la dissimulation de la nature des biens, on conçoit combien d'exigences et de précautions tombent à la charge de l'acquéreur. Quel que soit enfin

1. DESCHAMPS, *Le dol et la faute des incapables dans les contrats*, p. 72

le cas dans lequel la question se soulève, on peut dire qu'il faut toujours que le tiers trompé démontre que son erreur a été invincible, et qu'il a été nécessairement entraîné par les manœuvres pratiquées autour de lui ¹. »

La Cour de cassation accepte cette théorie, qui déclare la femme responsable sur sa dot des fautes commises par elle à l'occasion d'un contrat, par application de l'article 1382. Elle considère que ces fautes constituent des quasi-délits. D'ailleurs, les arrêts de la Cour suprême apprécient différemment la responsabilité de la femme dotale. Tandis que l'arrêt précité du 23 novembre 1852 ² déclare ces fautes punissables en vertu de l'article 1382, après que la justice a soigneusement constaté qu'il n'y a eu ni connivence entre les contractants, ni imprudence imputable à la partie qui se plaint du dommage, et que les manœuvres ont été telles que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté », un arrêt du 16 février 1880, faisant application du même texte, affirme « qu'il n'y a point à rechercher, en pareil cas, si ceux qui ont souffert du délit n'auraient pas pu, avec plus d'attention et de clairvoyance, éviter le dommage éprouvé » ³.

1. Conclusions de M. l'avocat général Rouland, *loc. cit.*

2. Cass., 2 nov. 1852 (S. 52, 1, 769 ; D. 52, 1, 264).

3. Cass., 16 février 1880 (S. 81, 1, 351 ; D. 81, 1, 296).

Nous croyons qu'il est impossible de baser sur l'article 1382 du Code civil la responsabilité de la femme sur sa dot à raison des fautes commises par elle à l'occasion d'un contrat. Ces fautes ne sont pas des quasi-délits.

Un argument de principe s'oppose à l'assimilation de ces fautes aux quasi-délits. Elles sont des fautes contractuelles. Les articles 1382 et 1383, qui se trouvent au titre des « Engagements qui se forment sans convention », ne peuvent leur être appliqués.

Les délits ou quasi-délits sont des actes commis en dehors de tout contrat, et les textes précités ne s'appliquent qu'à ces faits commis en dehors d'un contrat. L'analyse qui dissocie, d'une part, les manœuvres qui ont déterminé le cocontractant de la femme à conclure la convention et d'autre part, la contrat lui-même, est spécieuse. Il existe, au contraire, entre le contrat et la faute commise, soit en vue de déterminer au contrat, soit afin d'altérer l'exécution du contrat, un lien étroit. Comment ne pas reconnaître le caractère contractuel à la faute commise en vue de déterminer au contrat ? M. Labbé¹ a montré que la dissociation était impossible et prouvé ce lien étroit, que les Romains

1. Note sous Pau, 8 juin 1880 (S. 1882. 2. 250, 1^{re} col.).

avaient aperçu : « D'une part, dit-il, quiconque se met en relations avec un autre pour la formation d'un contrat s'engage implicitement à agir loyalement dans les pourparlers préliminaires et dans l'exécution. Lorsqu'un dol se découvre, l'autre partie, la partie trompée, est autorisée à dire à son adversaire : Vous avez violé le contrat ; vous avez manqué à la foi qui doit régner entre les hommes dans les rapports contractuels. Je n'ai pas seulement reçu de vous un dommage, j'ai éprouvé un manque de foi, c'est-à-dire une contravention à la loi du contrat. D'autre part, celui qui contracte doit examiner les qualités de la personne avec laquelle il se met en relations. Il n'est pas dans la situation d'un tiers victime d'un délit. Ce point de vue domine et absorbe celui du délit. »

Notons, en outre, que la logique commanderait de pousser l'analyse plus loin qu'elle n'a été conduite. Le dol qui altère l'exécution d'un contrat n'est, en réalité, ni plus ni moins étranger au contrat que le dol qui altère sa formation. Il serait également vrai de dire que la violation des clauses d'un contrat passé par la femme dotale est étrangère au contrat, qu'elle est même la négation de ce contrat et doit engager sa dot. Dans ce cas encore, il serait aisé de prouver que la dot ne serait pas engagée par le

contrat, mais par la faute. Cette conséquence dernière des arguments présentés à l'appui de la thèse est si grave, qu'elle ruinerait le principe de l'insaisissabilité des biens dotaux.

Par ces motifs, il nous paraît que l'on ne peut invoquer l'article 1382 pour rendre la femme responsable sur sa dot des fautes commises par elle dans la conclusion d'un contrat, et que la jurisprudence ne devrait point considérer ces fautes comme constitutives de quasi-délits.

Il importe, d'ailleurs, de remarquer que le principe de l'article 1382, sur lequel elle s'appuie, ne justifie point les solutions qu'elle adopte. En effet, quand il s'agit de fautes mêlées à la conclusion d'un contrat, la plupart des arrêts font une distinction : ils dérogent à l'inaliénabilité dotale pour assurer la répression d'un dol commis avec une intention frauduleuse, et non pour procurer la réparation d'une simple faute. Or nous avons établi que la faute, même la plus légère, est, aussi bien que la méchanceté, punissable aux termes des articles 1382 et 1383.

Distinction de la faute contractuelle et de la faute délictuelle. — Une autre théorie a été proposée pour expliquer et concilier les décisions de la jurisprudence. C'est la théorie classique

de la distinction entre la faute en dehors des contrats et la faute dans les contrats.

Dans le Code civil, dit-on, il est question, en deux endroits différents, du dommage causé par la faute : d'abord dans les articles 1150 et 1151, ensuite dans les articles 1382 et 1383. Il s'agit, dans un cas, de la faute commise à l'occasion d'un contrat ; dans le second cas, de la faute commise en dehors de tout contrat.

Du rapprochement de ces textes, on déduit les conséquences suivantes : 1° les fautes ne sont pas appréciées de la même manière quand il s'agit de savoir si tel fait déterminé constitue une faute ; on est plus sévère pour la faute délictuelle que pour l'autre ; 2° elles ne sont pas prouvées de la même façon : la faute contractuelle est présumée, non la faute délictuelle ; 3° elles ne sont pas réparées de la même manière : tandis qu'il est dû réparation intégrale du dol et de la faute extracontractuels, le débiteur coupable d'une faute contractuelle n'est tenu que des dommages qu'il a prévus ou pu prévoir lors du contrat.

Cette distinction classique permettrait d'apprécier moins sévèrement la faute commise par la femme à l'occasion d'un contrat. Ne justifierait-elle pas la jurisprudence, en tant qu'elle n'apporte de dérogation à l'inaliénabilité dotale

que pour la réparation de la faute contractuelle commise avec l'intention de nuire ?

Il semble que cette théorie soit adoptée par quelques arrêts. Si nous ne retrouvons pas l'exposé clair de cette distinction, nous en retrouvons tout au moins l'esprit.

Ainsi, un arrêt de la Cour de cassation du 15 juin 1864¹ décide que, « s'il peut être fait exception à ce principe (de l'inaliénabilité) pour le cas de crimes, délits ou autres faits qui pourraient leur être assimilés, et desquels il résulterait un dommage à la charge de la femme dotale, il n'en saurait être ainsi pour les imprudences commises par elle sans fraude ni intention de nuire ; que ces imprudences, de l'effet desquelles le législateur a entendu précisément garantir la dot, ne constituent que de simples fautes contractuelles, dont le redressement ne peut être poursuivi que par les voies ordinaires et sur les biens dotaux ».

Ne trouve-t-on pas dans ce considérant, en des termes qui n'offrent pas toute la précision désirable, la distinction de la faute contractuelle et de la faute délictuelle ? Et cette distinction ne se rencontre-t-elle pas encore dans ce

1. Cass. 15 juin 1864 (S. 64, I, 363 ; D. 64, I, 379). — Cf Cass. 29, nov. 1901 (S. 1902, I, 139. ; D. 1902, I, 44).

considérant de la Cour de Riom, du 2 juillet 1892¹ : « Attendu en droit que, si la femme mariée sous le régime dotal n'est pas responsable sur ses biens dotaux des imprudences commises par elle sans fraude ni intention de nuire, et qui constituent seulement des fautes contractuelles, il en est autrement lorsque, par sa mauvaise foi et à la suite d'un concert frauduleux, la femme dotale a commis un acte qui constitue un quasi-délit.... ».

Mais cette théorie appelle de nombreuses critiques.

Il y a, sans doute, un intérêt à distinguer la faute contractuelle de la faute délictuelle ou quasi délictuelle. Nous avons précédemment insisté sur cette distinction. Elle est digne d'attention, puisqu'elle est faite par la loi, qui a édicté des textes différents pour réprimer l'une ou l'autre. Elle mérite d'être retenue lorsqu'il s'agit de déterminer la sphère d'application des contrats passés par la femme dotale. Souvenons-nous donc qu'elle est bien fondée, et que, par suite, les motifs invoqués pour rendre la femme dotale responsable sur sa dot de ses quasi-délits, n'expliquent pas qu'elle soit res-

1. Riom, 16 mars 1892. — 2 juillet 1892 (S. 93, 3, 146) — Cf. Agen, 20 décembre 1893 (S. 94, 2, 236).

ponsable sur sa dot de ses fautes contractuelles.

Mais les conséquences que certains auteurs prétendent tirer de cette distinction sont inexactes. Plus particulièrement, il est inexact de dire, quoique ces propositions aient été souvent mises en relief : la faute contractuelle n'est prise en considération que si elle présente un certain caractère de gravité, tandis qu'en matière délictuelle, il faut tenir compte de la faute la plus légère. M. Planiol a fait d'une semblable assertion une critique très approfondie. « On confond, dit-il, l'étendue de l'obligation avec la gravité de la faute. L'article 1137, qui détermine la responsabilité du débiteur en matière de contrats, règle une question d'obligation et non une question de faute : il détermine l'étendue des soins que le débiteur est tenu d'apporter à l'exécution de ses promesses ; mais, dans la limite où l'obligation existe, on peut dire que toute contravention à cette obligation constituera une faute, quelque légère qu'elle soit, et sans distinguer si l'obligation est conventionnelle ou légale. En réalité, la différence qu'on prétend établir entre les deux espèces de fautes manque entièrement de base. »

Cette théorie qui rend la femme responsable sur sa dot de ses fautes contractuelles, au moins

lorsqu'elles présentent une certaine gravité, explique pourquoi la femme dotale, responsable envers les tiers sur ses biens dotaux même de ses quasi-délits, sauve ses biens dotaux des suites de certaines fautes commises en contractant. Mais elle n'explique pas pourquoi la femme dotale répond sur ses biens dotaux des actes de mauvaise foi qu'elle commet en contractant. Les fautes contractuelles ne sont pas réprimées par l'article 1382 du Code civil. Sur quel texte ou quel principe est donc fondée la dérogation qu'elle apporte à l'article 1554 du même Code ?

D'ailleurs, la logique conduirait les partisans de ce système à des conséquences difficilement admissibles. Ils acceptent la responsabilité de la femme sur sa dot à raison des fautes qu'elle commet dans les pourparlers préliminaires d'un contrat. Ils devraient admettre également sa responsabilité sur la dot à raison des fautes qu'elle commet de mauvaise foi dans l'exécution du contrat. Soit l'espèce soumise à la Cour de cassation et tranchée par arrêt du 13 mars 1884. Un sieur Cuvier avait fait à la princesse de Beauffremont un prêt de 10.000 francs. Il était convenu entre les parties que le remboursement serait opéré par une livraison de bétails pris dans le troupeau du domaine de Fon-

tenailles, suivant une estimation que l'on ferait alors. La princesse, après l'estimation, ne livra rien. Le créancier ayant fait saisir la dot, la Cour d'Orléans valida l'opposition faite par la princesse de Beauffremont, parce que ces agissements de la femme dotale constituaient, non un quasi-délit, mais une inexécution frauduleuse d'un contrat. La théorie qui rend la femme responsable sur sa dot des fautes contractuelles commises par elle justifiait au contraire la saisie, et se trouve sur ce point en opposition avec la jurisprudence.

Notons enfin qu'elle ne peut expliquer la distinction établie par la jurisprudence entre les fautes commises avec l'intention de nuire ou de mauvaise foi et les fautes, même grossières, commises sans intention frauduleuse. Suivant la conception classique des fautes contractuelles, toute faute contractuelle présentant une certaine gravité devrait engager la responsabilité de la femme, lors même qu'elle serait indépendante de toute intention frauduleuse.

Du principe « la fraude fait exception à toutes les règles ». — Peut-être les solutions admises par la jurisprudence sont-elles commandées par les nécessités de la pratique et par l'équité. Une raison peut s'imposer d'établir une distinction entre la faute ordinaire, simple impru-

dence, et le dol, et de ne rendre la femme responsable sur sa dot que de ses fautes dolosives. De même, on conçoit qu'elle n'engage ses biens dotaux que par les manœuvres dolosives auxquelles elle s'est livrée, lors de la formation du contrat, pour tromper son cocontractant sur sa véritable situation et non par les fautes contractuelles par elle commises dans l'exécution d'un contrat. Mais la jurisprudence ne rattache point ces solutions au principe juridique qui permettrait de les justifier et de les concilier.

Le principe qui paraît coordonner les décisions jurisprudentielles peut s'énoncer ainsi : « La fraude fait exception à toutes les règles. »

La fraude consiste en des manœuvres accomplies avec l'intention dolosive d'induire la victime en un préjudice. Ainsi, il y a fraude aux droits des créanciers lorsque le débiteur passe des contrats en vue de se rendre insolvable. La femme dotale commet une fraude lorsqu'elle se livre à certaines manœuvres en vue de tromper son cocontractant sur la nature dotale d'un immeuble lui appartenant. En vertu du principe invoqué, les tribunaux déjoueront les manœuvres, et les empêcheront de produire effet en se refusant, à raison de la fraude, à appliquer les règles de droit commun édictées par le

législateur pour gouverner les rapports auxquels la bonne foi préside.

M. Labbé¹ voit dans ce principe la raison de décider à l'égard des fautes commises par la femme dotale. Il explique ainsi le jeu de ce principe : « Entre la femme dotale en faute dans les négociations d'un contrat et le tiers contractant en faute d'avoir ignoré la dotalité, la balance est à peu près égale. La loi peut faire pencher la balance en faveur de la femme, en raison de son incapacité exceptionnelle et dans l'intérêt de la famille. Mais, entre la femme coupable d'une fraude et le cocontractant victime d'une erreur à laquelle il n'a pu se soustraire, l'hésitation n'est plus permise. Aucune indulgence pour les méchancetés ourdies de façon à nuire aux plus diligents. La loi ne saurait arrêter et couvrir ce qui est contraire à l'honnêteté sociale, contraire au degré essentiel de bonne foi que les hommes vivant en société doivent observer dans leurs rapports mutuels. Elle ne saurait absoudre les auteurs, au détriment de ceux qui n'ont aucune imprudence à se reprocher. »

De ce principe, les auteurs et la jurisprudence ont fait maintes applications. Ainsi, il

• 1. M. LABBÉ, Note au Sirey (1882, 2, 250, 3^e col.).

explique la disposition de l'article 1167 du Code civil qui décide que les créanciers peuvent, en leur nom personnel, attaquer les actes faits par le débiteur en fraude de leurs droits. Il est invoqué par les tribunaux et par la doctrine pour annuler, par exemple, les actes intérimaires d'administration qui seraient faits par le mari, dans le cours d'une instance en séparation de corps ou en séparation de biens, en fraude des droits de la femme. C'est un principe d'équité dont l'application se justifie également au cas de fraude commise par la femme dotale contre son cocontractant.

Il convient d'autant mieux de l'invoquer contre la femme dotale, qu'il peut être opposé au mineur. A l'égard de la femme dotale comme à l'égard de tout autre incapable, la protection légale cesse là où la fraude commence. « L'inaliénabilité dotale n'est pas un retranchement d'où la femme puisse, en toute sûreté, préparer et comploter malicieusement la ruine des tiers. »

Ce principe justifie les dérogations apportées par la jurisprudence à l'inaliénabilité dotale en raison des fautes commises par la femme dans la conclusion d'un contrat. Il explique que la jurisprudence puisse subordonner ces dérogations à la preuve d'une intention dolosive de la femme. Il explique en outre que ces déroga-

tions n'existent pas à raison des fautes commises dans l'exécution d'un contrat, car l'inexécution d'un contrat ne constitue pas une manœuvre.

En examinant les cas d'application du principe énoncé, nous verrons plus exactement dans quelle mesure il justifie les solutions jurisprudentielles. Il nous permettra également de critiquer certains jugements ou arrêts.

SECTION II.

Des cas et conditions d'application du principe.

Les dérogations que la jurisprudence apporte au principe de l'inaliénabilité de la dot à raison des fautes commises par la femme à l'occasion d'un contrat, sont nombreuses. Il importe donc, pour étudier cette jurisprudence, de classer les espèces multiples qui ont été soumises aux tribunaux.

Voici dans quelles conditions les juges sont généralement appelés à statuer. Une femme, désireuse de contracter un engagement, trompe le cocontractant, soit par une fraude savamment ourdie, soit par suite d'une simple erreur. Le cocontractant peut être trompé sur la situation de la femme dotale, sur sa fortune, sur ses

dettes hypothécaires, sur la nature dotale de ses biens, sur sa solvabilité, etc... Il est menacé d'un préjudice parce qu'il s'est engagé, alors que, s'il eût connu la véritable situation, il eût évité de le faire. Cependant, la femme prétend se prévaloir par la suite du bénéfice de la dotalité : peut-elle invoquer l'inaliénabilité de ses biens dotaux ?

Examinons, dans leur complexité, les fautes qui peuvent être reprochées à la femme dotale. Ces fautes sont fort diverses ; car les tribunaux ont eu surtout à apprécier, parmi les fautes des femmes dotales, celles qu'elles ont ainsi commises à l'occasion des contrats.

I. *Faussees déclarations ou manœuvres occasionnant une erreur sur la capacité.* — Avant la loi du 10 juillet 1850, la publicité du contrat de mariage des non-commerçants n'était pas organisée. Ce défaut de publicité favorisait la fraude de la femme, consistant à tromper le cocontractant sur le régime matrimonial auquel elle était soumise. Et ce dernier était induit en erreur d'autant plus facilement, qu'il était particulièrement difficile de contrôler les déclarations de la femme, lorsqu'elle prétendait être mariée sans contrat. Dans ce cas, en effet, il lui était impossible de s'adresser à un notaire dépositaire de l'acte.

Cependant, dès cette époque, la faute de la femme ne suffisait pas pour justifier une dérogation au principe de l'inaliénabilité de la dot. La déclaration mensongère faite par elle ne permettait pas d'affirmer sa responsabilité sur sa dot.

Un arrêt rendu par la Cour de Rouen le 21 mai 1853¹ assimilé bien ce mensonge à un quasi-délit, et décide que la dot doit supporter la réparation, « attendu, dit-il, que cette déclaration fausse constitue un quasi-délit qui a servi de motif à la cession que la femme Deleau a faite de son hypothèque à Drouard pour le déterminer à faire le prêt de 8,000 francs aux époux Deleau... »

Néanmoins, la jurisprudence se prononçait généralement en sens contraire. C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour d'Aix, du 24 août 1823², admettait que cette fausse déclaration ne rendait point la femme non recevable à demander la nullité de l'acte. Les recueils d'arrêts ne nous ont pas conservé un grand nombre de décisions judiciaires sur ces problèmes. Mais la jurisprudence était, à n'en pas douter, fixée dans le sens que nous indiquons. « En pareil cas, dit

(1) Rouen, 21 mai 1853 (S. 56, 2, 430; D. 53, 2, 148).

(2) Aix, 24 août 1823 (P. 24, 241).

M. Valette, le résultat était inévitable, et les magistrats étaient obligés de le proclamer ; autrement, la femme mariée sous le régime dotal eût été maîtresse de renoncer au bénéfice de ce régime en déclarant dans ses actes qu'elle était mariée sans contrat, ce qui serait une violation des principes élémentaires du droit¹. »

La loi du 10 juillet 1850, votée sur le rapport de M. Valette, a organisé la publicité du contrat de mariage. Aujourd'hui, les tiers ont un moyen facile de se renseigner sur le régime matrimonial de la femme, parce que le contrat de mariage doit être mentionné en marge de l'acte de mariage de la femme dotale.

Cependant, des procès nombreux s'engagent, soit que des tiers aient ajouté foi trop facilement aux mensonges de la femme, soit que celle-ci les ait empêchés par des manœuvres habiles de découvrir la vérité.

Au nombre des décisions jurisprudentielles rendues sur cette question depuis le 10 juillet 1850, nous relevons d'abord un arrêt de la Cour de cassation du 4 juillet 1877². Il est particulièrement intéressant, parce qu'il paraît affirmer la responsabilité de la femme sur sa dot à rai-

1. Rapport de M. Valette. *Moniteur universel*, 17 juin 1850, p. 2088.

2. Cass., 4 juillet 1877 (S. 77, 1, 457 ; D. 78, 1, 55).

son d'une déclaration mensongère, sans relever aucune manœuvre frauduleuse de sa part. Dans l'espèce, deux époux avaient emprunté conjointement et solidairement une somme d'argent. A la garantie de ce prêt, ils avaient consenti une hypothèque sur des immeubles appartenant les uns au mari, les autres à la femme, en déclarant qu'ils s'étaient mariés sans contrat, sous le régime des lois sardes. En réalité, ils avaient fait un contrat de mariage frappant tous les biens de la femme de dotalité. La Cour de cassation décida que, dans ce cas, le prêteur, trompé par les déclarations mensongères des époux, et particulièrement par celles de la femme, pouvait poursuivre sur les biens dotaux la réparation du préjudice souffert.

Mais cette décision est demeurée sans écho. Les arrêts qui affirment la responsabilité de la femme sur sa dot, analysent les manœuvres dont la femme s'est rendue coupable dans une intention frauduleuse. En l'absence de semblables manœuvres, la dot n'est pas engagée.

Ainsi, dans un arrêt de la Cour de cassation du 5 février 1894 ¹, sont relevées ces considérations, qui ont motivé la condamnation de la femme par la Cour d'appel, qu'ayant passé son

1. Cass., 5 fév. 1894 (S. 93, 1, 21 ; D. 94, 1, 416).

contrat de mariage trois mois avant la célébration du mariage dans un autre département que celui de son habitation, elle s'est attribué faussement une situation et un domicile qui ne lui appartenaient pas, puis a affirmé à l'officier de l'état civil n'avoir pas fait de contrat de mariage et enfin, dans un acte de vente notarié postérieur, a déclaré mensongèrement être commune en biens.

On retiendra surtout les décisions nombreuses qui refusent au cocontractant la réparation par lui sollicitée sur la dot, parce que l'existence, soit de l'intention frauduleuse, soit de manœuvres, n'est pas suffisamment établie.

Ainsi, l'inaliénabilité dotale est respectée lorsque la femme s'est seulement trompée en relatant les clauses du contrat¹, a sans intention dolosive, mais seulement par erreur, déclaré qu'elle était mariée sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, alors qu'en réalité, une société d'acquêts était jointe au régime dotal². Il est de même lorsque la femme a pu être induite elle-même en erreur par la très grande ambiguïté du contrat de mariage³, ou que l'erreur a pu être le fait d'un notaire⁴. Un

1. Grenoble, 21 janvier 1863, *Revue du notariat*, IV, n° 680.

2. Limoges, 5 décembre 1883 (S. 83, 2, 460; D. 84, 2, 479).

3. Lyon, 3 février 1883 (D. 83, 2, 142).

4. Grenoble, 19 février 1901 (S. 1902, 2, 96 ; D. 1901, 2, 367).

arrêt de la Cour d'Alger, du 21 juillet 1898¹, affirme « qu'il est admis que les délits civils de la femme dotale ne peuvent faire fléchir le principe de l'inaliénabilité qu'autant qu'ils sont caractérisés par des actes ou manœuvres frauduleux, impliquant de la part de leur auteur une mauvaise foi évidente ; que ce résultat ne saurait être attribué à de simples omissions, imprudences ou autres faits analogues réalisés sans intention de nuire, et ne présentant pas un caractère de fraude ou de dol ».

En conséquence, la Cour d'Alger dégageait la responsabilité de la femme qui a pris soin de faire connaître la date du contrat, ainsi que le nom et l'adresse du notaire qui l'avait rédigé, mettant ainsi les intéressés en mesure de contrôler la sincérité de ses dires, et qui s'est bornée à reproduire les déclarations de son mari, à l'exactitude desquelles elle devait croire en raison des connaissances spéciales qu'impliquait sa profession d'huissier.

Toutefois, ces motifs et ces solutions nous paraissent ne pas découler du principe écrit dans l'article 1382 du Code civil, et nous paraissent plus faciles à expliquer en vertu du principe que la fraude fait exception à toutes les règles.

1. Alger, 21 juillet 1898 (S. 99, 2, 164 ; D. 99, 2, 148).

Une espèce mérite d'être rappelée et l'arrêt qui l'a solutionnée d'être mentionné plus particulièrement. Une femme mariée sous le régime dotal et séparée de biens avait remis à son fils, en vue de la représenter dans une instance en justice, deux feuilles de papier timbré portant ces seuls mots : Bon pour pouvoir, suivis de la signature de son nom de fille. Sur la demande de ce fils, précédemment condamné à l'emprisonnement pour escroquerie, elle lui avait également remis trois titres de rente 4 $\frac{1}{2}$ p. 100 frappés de dotalité. Abusant du pouvoir en blanc qui lui avait été signé pour une affaire toute spéciale, le fils s'en servit pour engager sa mère comme caution solidaire d'un prêt à lui consenti, et pour remettre à son prêteur en nantissement les trois titres de rente. La femme avait commis des imprudences graves, que le créancier était en droit de lui reprocher, lorsqu'elle demanda, en l'absence de paiement à l'échéance, la nullité du cautionnement et la restitution des titres de rente. Elle avait signé de son nom de jeune fille, et n'avait exercé aucune surveillance. Il semble donc qu'en vertu de l'article 1382 du Code civil, ses fautes graves eussent dû engager sa responsabilité. Néanmoins, le tribunal de la Seine et la Cour de Paris se refusèrent à voir dans son impru-

dence des faits de nature à engager sa dot, et la Chambre des requêtes rejeta, le 6 avril 1898, le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Paris ¹.

II. *Faussees déclarations ou manœuvres occasionnant une erreur sur la consistance de la fortune de chacun des époux.* — Un autre effet des fausses déclarations ou manœuvres frauduleuses de la femme dotale peut être de tromper le cocontractant sur sa fortune.

Elle peut faire naître cette erreur dans l'esprit de son cocontractant de mille manières. Les fraudes se produiront à l'occasion d'actes d'aliénation de biens dotaux ou, plus souvent, à l'occasion d'emprunts sollicités, soit par la femme, soit par le mari.

Elles tendront, par exemple, à tromper le tiers sur la propriété d'un bien. La femme fait passer pour dotale une terre appartenant à son mari, et se fait autoriser par jugement à contracter sur cette terre un emprunt hypothécaire. Lorsque l'intrigue eut été découverte, le jugement autorisant l'emprunt, et l'obligation furent annulés. Mais le prêteur se retourna contre l'emprunteuse, et celle-ci, convaincue de manœuvres frauduleuses, fut condamnée sur sa dot.

1. Cass., 6 avril 1898 (D. 98, 1, 305.)

Le pourvoi formé contre l'arrêt de condamnation fut rejeté par la Cour de cassation le 16 février 1880 ¹.

Il est moins malaisé de tromper sur la nature du bien et ce genre d'erreurs est beaucoup plus fréquent.

Pour vendre ou hypothéquer un immeuble, on voit souvent la femme dotale chercher à en dissimuler la dotalité. Ainsi, une femme avait vendu à des tiers des biens dotaux qu'elle leur avait présentés comme paraphernaux, à l'aide d'un jugement qui avait reconnu ce caractère à ces biens : la Cour de Pau déclara, par arrêt du 3 mars 1853, que la femme était tenue sur ses biens dotaux du préjudice dont elle avait été la cause ².

La femme peut également s'efforcer de faire croire au caractère dotal d'un immeuble. Elle peut, par exemple, participer à une fraude ayant pour but d'enlever aux créanciers du mari leur gage, en simulant un remploi anticipé, afin d'attribuer le caractère dotal à l'immeuble qui constitue ce gage ³.

1. Cass., 16 février 1880 (S. 81, 1, 351 ; D. 81, 1, 296). — Cf. Toulouse 13 août 1851 (D. 54, 5, 264).

2. Pau, 3 mars 1853 (S. 56, 2, 430 ; C. 53, 2, 1-8). — Cass., 23 nov. 1852 (S. 52, 1, 769). — Rouen, 28 mars 1881 (S. 82, 2, 41). — Montpellier, 2 mai 1854 (S. 54, 2, 187).

3. Cass., 19 janv. 1886 (S. 89, 1, 212 ; D. 86, 1, 440).

Une erreur, non moins préjudiciable aux tiers, consiste à les tromper sur l'étendue des hypothèques grevant les biens du mari, avec lequel le tiers voudrait contracter. Lorsque la femme est partie à l'acte, elle peut produire des affirmations qui fassent naître cette erreur. Ses mensonges peuvent-ils engager sa dot ?

Un arrêt de la Cour de cassation du 23 novembre 1852 rend la femme responsable sur sa dot, même d'un simple mensonge. Cette responsabilité a été encourue par une femme dotale qui, pour se faire consentir plus facilement un emprunt, avait présenté ses biens comme n'étant frappés que de son hypothèque légale, alors qu'en réalité, ils étaient en outre grevés de l'hypothèque légale résultant de la gestion d'une tutelle ¹.

Cette solution rigoureuse a été rendue à une époque où ce mensonge constituait, aux termes de l'article 2059 du Code civil, un délit civil dit stellionat, rendant son auteur passible de la contrainte par corps. Depuis la loi du 22 juillet 1867, supprimant la contrainte par corps en matière civile, ce texte est tacitement abrogé.

Il serait plus conforme à la jurisprudence relative aux fautes commises par la femme dans

1. Cass., 23 novembre 1852 (S. 52, 1, 164).

la formation d'un contrat de ne point la rendre responsable d'un simple mensonge, mais seulement de manœuvres frauduleuses.

En conformité avec cette jurisprudence, un jugement du Tribunal civil de la Seine, rendu le 12 mars 1901 à l'occasion d'une espèce semblable à celle soumise en 1852 à la Cour de cassation, s'efforce, en condamnant la femme dotale, de dégager « un manquement formel à la loi positive, consistant notamment dans la pratique de manœuvres dolosives vis-à-vis d'un tiers pour le déterminer à conclure un contrat qu'il n'aurait pas passé, s'il avait été averti que la femme dotale qui s'obligeait envers lui eût, antérieurement à l'acte qui allait le constituer créancier, une créance dotale déjà née, garantie par une hypothèque légale ¹ ». La condamnation prononcée n'était pas motivée par le seul mensonge de la femme dotale, par sa seule déclaration erronée que son hypothèque légale ne garantissait que la restitution de la dot, alors qu'en réalité, l'épouse avait d'autres créances résultant d'une succession importante, et supérieures à la valeur des biens hypothéqués par le mari. Le jugement relève soigneusement un ensemble de manœuvres frauduleuses pra-

1. Tribunal civil de la Seine (*Le Droit*, 16 mai 1901).

tiquées en vue d'induire le cocontractant en perte : le mensonge d'abord, consistant à donner hypothèque sur un conquêt de communauté, et qui n'était que « la préparation de la fraude » ; puis cette habileté consistant à contracter l'emprunt avant la liquidation de la succession ; enfin, l'affirmation produite par la femme en conformité d'une clause de son contrat de mariage, mais faussement, lors du paiement entre les mains du mari des fonds à elle échus par succession, que les immeubles composant la société d'acquêts étaient suffisants pour répondre de ses capitaux. Ces diverses manœuvres avaient contribué à induire le prêteur en perte en rendant illusoire son hypothèque.

Des espèces qui précèdent doivent être rapprochées celles dans lesquelles les prêteurs prétendent recourir sur la dot de la femme, à raison des déclarations mensongères qu'elle a faites, soit sur sa solvabilité, soit sur celle de son mari. Ainsi, les tiers ont été trompés sur l'étendue des reprises matrimoniales. La faute dont ils ont été victimes a pu leur causer un grave préjudice, en les déterminant à signer un contrat qu'ils eussent évité de passer.

Ainsi, une femme avait, après sa séparation de biens, cédé à un tiers ses reprises matrimoniales par préférence. Or elle n'avait aucune

reprise à exercer. La partie déçue se retourna contre celle qui l'avait trompée. Les juges refusèrent cependant de lui reconnaître aucun droit sur la dot. La Cour de cassation rendit, dans cette espèce, à la date du 26 novembre 1901¹, un arrêt dans lequel sont bien analysés les deux éléments dont le concours est nécessaire pour que la responsabilité de la femme soit engagée sur sa dot. Elle rejeta le pourvoi formé contre la décision de la Cour de Toulouse du 1^{er} mars 1900, parce que la preuve n'était point faite contre la femme de manœuvres frauduleuses et d'une intention dolosive. « Attendu, dit-elle, qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que l'intention qui a inspiré les parties dans la rédaction de la convention litigieuse du 23 mars 1895 est incertaine et ne peut être clairement dégagée ; mais qu'en cédant à la dame Granier ses reprises pour arrêter les poursuites dirigées contre son mari, la dame Estellé a pris un engagement exempt de dol et de fraude et a agi sans intention de nuire... »

Mensonges et manœuvres tendant à l'aliénation de la dot en dehors des cas prévus par le Code civil. — Avant la suppression de la contrainte par corps, en 1867, une fraude dont

1. Cass., 26 nov. 1901 (S. 1902, 1, 139 ; D. 1902, 1, 44).

usait fréquemment la femme dotale était la suivante. Avec la complicité d'un créancier complaisant, elle simulait l'existence d'obligations en vertu desquelles le mari était condamné, contraignable par corps et emprisonné. Ces manœuvres lui permettaient d'obtenir de la justice l'autorisation de vendre un immeuble dotal, et la dispense pour l'acquéreur de faire l'emploi du prix d'acquisition suivant le mode prévu par le contrat de mariage.

De semblables hypothèses ont été soumises à diverses reprises aux tribunaux. Soit l'espèce dans laquelle est intervenu l'arrêt de la Cour de cassation du 25 juillet 1842 ¹. L'acquéreur, sur le vu d'un jugement autorisant la femme à employer le prix d'acquisition à tirer le mari de prison, avait versé le montant du prix de l'immeuble dotal entre les mains du créancier fictif, qui en fit remise à la femme. En vain la femme prétendit-elle réclamer la nullité de l'aliénation, sous prétexte que les faits allégués pour motiver l'aliénation n'étaient pas fondés. Cette aliénation fut déclarée valable à l'égard de l'acquéreur ².

En présence de cette attitude de la femme, il

1. Cass., 25 juillet 1842 (S., 42, 1, 753; D., 42, 1, 325).

2. Cass., 30 déc. 1850 (S., 51, 1, 29; D., 51, 1, 85). — Montpellier, 21 déc. 1852 (S., 53, 2, 69; D., 56, 1, 178). — Cass., 22 août 1855 (S., 56, 1, 319; D., 56, 1, 178).

était aisé, en effet, de découvrir la preuve à la fois de manœuvres frauduleuses et d'une intention dolosive, qui justifiait le refus d'annuler l'aliénation du bien dotal.

Depuis que la loi du 22 juillet 1867 a supprimé la contrainte par corps en matière civile et commerciale, les tiers peuvent être victimes d'autres erreurs.

Ne parlons point des erreurs de droit qui peuvent être commises. On conçoit qu'un tribunal se trompe lui-même en droit, et accorde l'autorisation d'aliéner et d'hypothéquer en dehors des cas prévus par la loi. La femme n'est alors coupable d'aucune faute. Il ne peut donc intervenir contre elle, au profit des tiers qui ont acquis l'immeuble dotal ou prêté sur hypothèque sur le vu d'une autorisation irrégulière, une condamnation exécutoire sur les biens dotaux, si elle demande la nullité de l'aliénation ou de l'hypothèque de l'immeuble dotal¹.

Mais il peut arriver que le tribunal ait commis une erreur de fait, dans laquelle l'a induit l'exposé inexact fait par la femme de la cause de l'aliénation ou de l'hypothèque du fonds dotal. Celle-ci a pu produire au tribunal

1. Rouen, 13 décembre 1854 (Rec. arrêts Caen et Rouen, 1855, 2, 493).
— Agen, 29 mars 1892 (S. 93, 2, 81 ; D. 92, 2, 253).

des documents falsifiés tendant à établir inexactement la nécessité de l'aliénation.

Depuis la loi du 22 juillet 1867, la fraude que peut commettre la femme consiste surtout à simuler la nécessité de l'établissement d'un enfant commun. afin d'obtenir l'autorisation d'aliéner un fonds dotal ou de constituer une hypothèque. Statuant sur une hypothèse semblable, la Cour de cassation décidait, par arrêt en date du 14 avril 1904¹, que l'hypothèque inscrite sur les biens dotaux en garantie d'un prêt contracté sous prétexte de l'établissement d'un enfant commun, est valable, alors même que le prétendu établissement de l'enfant serait un stratagème imaginé pour permettre d'engager les biens dotaux, du moment où la femme a participé personnellement aux manœuvres frauduleuses organisées pour tromper les prêteurs, et où ces derniers ont été dans l'impossibilité de s'assurer mieux qu'ils ne l'ont fait que leurs fonds étaient employés à la destination déclarée.

Il convient de signaler également un arrêt de la Cour de cassation aux termes duquel la femme dotale, autorisée par justice à hypothé-

1. Cass., 14 avril 1904 (S. 1905, 1, 119). — Cf. Cass., 26 nov. 1901 S. 1902, 1, 139) — Aix, 4 mars 1901 (S. 1903, 2, 249). — Cass., 30 juin 1903 (S. 1904, 1, 8).

quer un de ses immeubles n'est pas recevable à exciper, contre la validité de cette autorisation, de l'incompétence du tribunal qui la lui a accordée sur sa demande, et qui a été induit en erreur sur sa compétence par les déclarations mensongères de la femme¹. Le fait de tromper le tribunal sur sa compétence grâce à des déclarations mensongères constitue donc une manœuvre frauduleuse qui rend la femme non recevable à exciper ultérieurement de l'inaliénabilité de sa dot.

Mensonges et manœuvres à l'occasion des emplois. — Non seulement la loi permet, à certaines conditions, l'aliénation des immeubles dotaux, mais encore cette aliénation est fréquemment permise à charge de emploi par les contrats de mariage.

Cette clause donne aux époux prisonniers du régime dotal le moyen de se soustraire à ses rigueurs. Mais ces derniers cherchent parfois à user de la faculté qu'elle leur accorde, en éludant la condition du emploi.

En principe, ce emploi doit être considéré comme une condition suspensive de l'aliénation du bien dotal. L'immeuble ne devient la propriété de l'acquéreur que sauf bon et valable

1. Cass., 20 juin 1877 (S. 80, 1, 19).

remploi, en sorte que l'acquéreur doit en surveiller la réalité et l'efficacité, s'il ne veut pas s'exposer au recours de la femme. Mais le tiers garant du emploi ne pourrait-il pas dégager sa responsabilité en opposant à la femme qui lui réclame un second paiement la faute dont elle s'est rendue coupable à son égard, en le détournant d'opérer le emploi ? Et à quelles conditions la preuve de cette faute dégagera-t-elle sa responsabilité ?

Une première solution est certaine. La déclaration mensongère faite par la femme qui affirmerait que son contrat de mariage ne renfermait pas de condition de emploi, ou qu'elle avait opéré elle-même le emploi en rentes sur l'Etat, ne suffirait pas à la rendre non recevable à se prévaloir du défaut de emploi contre l'acquéreur du fonds dotal¹. On a vu précédemment, en effet, que le simple mensonge commis par la femme à l'occasion de la formation d'un contrat était insuffisant pour l'empêcher de se prévaloir des avantages attachés à la dotalité.

A plus forte raison, le défaut de emploi provenant de la déconfiture du notaire à qui l'acquéreur d'un bien dotal aurait versé le prix,

1. Riom, 19 mai 1891 (D. 92, 2, 547). — Trib. civ. Seine (*Gazette des Tribunaux*, 27 nov. 1893).

même en présence de la femme et de son consentement, ne pourrait préjudicier à la femme, lorsqu'elle n'a usé d'aucune manœuvre frauduleuse pour obtenir de l'acquéreur le dépôt du prix de vente dans l'étude du notaire coupable¹.

Pour que la femme soit déclarée responsable du défaut de remploi et succombe dans son action en annulation de la vente, fondée sur le défaut de remploi l'acquéreur doit établir, à la charge de la femme, des manœuvres frauduleuses nettement caractérisées et l'intention de nuire.

Parfois, les mensonges ou les manœuvres de la femme tendront, non pas à détourner l'acquéreur d'opérer le remploi en dissimulant la nécessité de ce procédé, mais à simuler un remploi anticipé. Par ce moyen, la femme pourra obtenir le versement de fonds entre ses mains ou entre celles du mari.

Ici encore, la femme sera responsable, mais toujours à la condition que la preuve soit faite contre elle de manœuvres frauduleuses et d'une intention dolosive.

Cette responsabilité se manifeste en ce que, selon les circonstances, la jurisprudence annule ou maintient le remploi anticipé.

1. Aix, 19 mars 1891 (D. 92, 2, 343).

Ainsi, ce remploi sera annulé lorsque la femme dotale l'aura simulé dans le but de soustraire leur gage aux créanciers du mari en attribuant le caractère dotal à l'immeuble qui constitue la principale garantie de leurs droits ¹.

Au contraire, il sera déclaré valable dans d'autres hypothèses. Supposons que la femme reçoive, en échange d'un immeuble dotal, un immeuble d'une valeur bien inférieure au premier et une somme d'argent dont elle ne fait pas remploi, au mépris des prescriptions de son contrat de mariage, après s'être concertée avec son coéchangiste. Si le tiers devenu propriétaire de l'immeuble dotal à la suite de cet échange consent sur cet immeuble des hypothèques, celles-ci seront maintenues ².

Mensonges et manœuvres à l'occasion d'une adjudication. -- L'attitude de la femme dotale, dans une adjudication publique, peut être préjudiciable au vendeur du bien. Il en est ainsi lorsque l'immeuble adjugé à la femme dotale, à la suite d'une saisie immobilière, est revendu à sa folle enchère, faute par elle d'exécuter les conditions du cahier des charges, et que le fonds est acheté moins cher qu'auparavant.

1. Cass., 19 janvier 1886 (S. 89, 1, 212; D. 86, 1, 440).

2. Caen, 5 avril 1892 (Rec. arrêts Caen et Rouen, 1892, p. 164).

C'est là une hypothèse spéciale, qui se réalise assez fréquemment. Elle fait naître la question de savoir si la femme, à raison de cette faute, est tenue sur ses biens dotaux de la différence entre le prix de la première adjudication et celui de la revente sur folle enchère.

Pour solutionner ce problème juridique, il importe de déterminer tout d'abord le caractère de la vente aux enchères publiques et les motifs de la règle de droit suivant laquelle la folle enchère poursuivie sur l'adjudicataire qui ne paie pas, ne libère pas cet adjudicataire de son obligation.

La vente aux enchères publiques doit être considérée comme un contrat ; elle en présente tous les caractères.

Quant à l'obligation pour le fol enchérisseur de payer la différence lorsque le prix de revente est inférieur à celui de l'adjudication, elle est expliquée de diverses façons par les auteurs. Nous ne pensons pas que le fol enchérisseur soit tenu de la différence entre les deux prix à titre de peine. Si cette obligation s'expliquait par l'idée de dommages-intérêts, de quasi-délit, il faudrait admettre que la femme mariée sous le régime dotal pourra toujours être poursuivie sur les biens dotaux pour le

recouvrement de cette différence. Mais la jurisprudence n'admet pas qu'il en soit ainsi.

Il semble que la différence entre le prix de la première adjudication et le prix de revente sur folle enchère représente le complément du prix de l'immeuble. « En droit, la folle enchère poursuivie sur l'adjudicataire qui ne paie pas, ne le libère pas de ses obligations ; il reste débiteur du prix après avoir cessé d'être propriétaire de l'immeuble. Il continue à le devoir tout entier, parce que la folle enchère n'efface pas à son égard le prix de l'adjudication. » (Conclusions de M. l'avocat général Delangle, sous Cass., 21 février 1846 — D. 46, 1, 280.)¹

Si tel est le caractère de la vente aux enchères publiques et le fondement de l'obligation du fol enchérisseur, la femme dotale poursuivie en folle enchère n'est pas en principe tenue de cette différence sur ses biens dotaux, puisque la dot ne peut pas être obligée par les engagements contractuels de la femme.

De ces prémisses, il résulterait que la femme n'est tenue de cet excédent sur sa dot qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle a agi frauduleusement en vertu du principe : « La fraude fait exception

1. GARSONNET, *Traité théorique et pratique de procédure civile*, t. IV, § 754, p. 416. — AUBRY et RAU, t. V, p. 612.

à toutes les règles ». Elle n'est responsable sur ses biens dotaux que s'il ressort nettement des circonstances qu'en se rendant adjudicataire, elle n'a acquis par exemple que comme prête-nom et complice de son mari pour se perpétuer sur les immeubles et en acquérir les fruits au préjudice des créanciers ¹.

La jurisprudence admet, en effet, ce principe que la femme dotale n'est pas tenue sur ses biens dotaux du dommage qui peut résulter de sa folle enchère. Elle ne l'en rend responsable que sous la double condition qu'elle ait été de mauvaise foi, et qu'elle ait commis des manœuvres frauduleuses.

A la vérité, les cours et les tribunaux ne font pas découler ces solutions de l'adage que nous rappelions : « La fraude fait exception à toutes les règles ». Ils les rattachent à la théorie du quasi-délit. Or nous avons précédemment critiqué cette argumentation et démontré que les dispositions des articles 1382 et 1383 du Code civil ne pouvaient être invoquées dans de semblables espèces, et que, si les agissements dont la femme se rend coupable à l'occasion d'une adjudication, et qui entraînent revente sur folle enchère, constituaient un quasi-délit, ils engageraient les biens dotaux indépendamment de

1. Agen, 6 février 1865 (S. 65, 2, 240; D. 65, 2, 95.) — Cf. Chambéry, 11 août 1868 (D. 69, 2, 13) — Riom, 2 juillet 1892 D. 92, 2, 200).

toute manœuvre frauduleuse et de toute intention dolosive. Quoi qu'il en soit, il importe de retenir que la jurisprudence admet les conclusions que nous avons précédemment posées.

Une brève analyse des décisions rendues suffira à l'établir.

Dans les espèces où la jurisprudence a nié la responsabilité de la femme, elle s'est fondée sur cette considération que la mauvaise foi est un élément essentiel de cette responsabilité, et n'était point prouvée. Ainsi, par arrêt du 2 juin 1880 ¹, la Cour de Pau affirmait que, s'il n'est établi à la charge de la femme qu'une simple erreur, une fausse spéculation en l'absence de toute intention de nuire dolosive, le bénéfice de la dotalité lui demeure assuré. Spécialement, elle déclarait qu'une femme dotale illettrée qui, ayant des ressources presque suffisantes, s'était portée adjudicataire en élevant de cinq francs seulement la mise à prix émanée de son adversaire au procès, n'était pas responsable sur sa dot de la différence entre le prix de son adjudication et celui de sa revente sur folle enchère.

Et, à la date du 20 décembre 1893, la Cour d'Agen ² appréciait de même l'attitude d'une

1. Pau, 2 juin 1880 (S. 82, 2, 249 ; D. 81 2, 1).

2. Agen, 20 décembre 1893 (S. 94, 2, 230).

femme dotale qui s'était rendue adjudicataire d'immeubles saisis sur son mari, et qui n'avait pas acquitté le prix de son adjudication, de sorte que ces immeubles avaient été revendus sur folle enchère. Elle jugeait qu'une femme ne saurait être rendue responsable sur sa dot de la différence entre le prix de son adjudication et le prix de la revente sur folle enchère, si l'on ne peut relever à sa charge ni fraude ni intention de nuire, et si l'on ne peut lui imputer qu'un acte imprudent, auquel elle a été déterminée par la croyance qu'elle avait de parfaire le prix de l'adjudication, d'ailleurs déjà acquitté en partie, tant au moyen de la compensation de ses reprises qu'avec le prix de reventes partielles qu'elle espérait réaliser ¹.

Au contraire, les arrêts qui ont autorisé à poursuivre sur les biens dotaux le paiement de la différence entre le prix de l'adjudication et celui de la revente sur folle enchère ont motivé cette solution par la mauvaise foi de la femme. Ainsi, un arrêt de la Cour de Riom, du 2 juillet 1892 ², retient que « tout démontre dans la cause qu'en se rendant adjudicataire à un prix excessif, la femme Mallet n'a voulu que retarder la

1. V. Agen, 17 déc. 1847 (S. 48, 2, 96) — Cass., 21 août 1848 (S. 48, 1, 542 ; D. 48, 1, 211) — Cass., 15 juin 1864 (S. 64, 1, 363 ; D. 64, 1, 379).

2. Riom, 2 juillet 1892 (S. 93, 2, 146).

dépossession de son mari, éloigner les acquéreurs, le tout au préjudice des créanciers, et enfin, ménager, par un concert frauduleux avec son gendre, le sieur Ballet, l'adjudication prononcée au profit de ce dernier le 20 février 1890.»

Dissimulation de l'inclusion de la dot.— Nous avons supposé, dans les hypothèses précédentes, que les négligences, imprudences ou agissements dolosifs reprochés à la femme, s'étaient produits à l'occasion d'un contrat relatif à un bien dotal. Ils peuvent aussi se produire à l'occasion d'un contrat relatif à un bien paraphernal dans lequel une valeur dotale est incluse.

On sait que, d'après le principe de l'inclusion de la dot, tous les immeubles dont la femme a la propriété, et qui ont été acquis de deniers dotaux ou donnés en paiement de la dot mobilière, sont traités, jusqu'à concurrence de la valeur mobilière qu'ils représentent, comme des meubles dotaux : ces biens sont paraphernaux, mais la dot mobilière incluse en eux est inaliénable et doit toujours se retrouver.

Certaines cours du Midi ¹, pénétrées de cette

1. Bordeaux, 44 mai 1857 (S. 57, 2, 547; D. 57, 2, 211). — Agen, 18 mai 1858 (S. 58, 2, 373; D. 58, 2, 152). — Toulouse, 13 mars 1890 (D. 90, 2, 243). — Montpellier, 24 mars 1892, sous Cass (S. 96, 1, 73; D. 96, 1, 313). — Toulouse, 27 janvier 1892 (S. 93, 2, 488).

idée que la conservation de la dot est une nécessité supérieure, autorisaient, avant 1891, la femme dotale à demander l'application de la théorie de la dotalité renfermée, alors même que ni le titre de propriété ni aucune mesure de publicité ne révélaient aux tiers le danger. Il lui était donc possible, par exemple, de donner en garantie un immeuble paraphernal contenant pour partie la représentation de la dot, sans avertir le créancier de la situation juridique de cet immeuble, et, à raison de la dotalité renfermée, de primer les créanciers hypothécaires au moment de l'ordre ouvert sur le prix provenant de la saisie immobilière. Mais, depuis 1891, la Cour de cassation a compris que ce système occulte de dotalité renfermée était un piège pour les tiers. Elle a proclamé que la dotalité cachée sous la paraphernalité ne pouvait pas être opposée aux tiers, si le titre ne les en avertissait pas. Un arrêt du 3 juin 1891¹ a posé en règle la nécessité de cette publicité.

Depuis cette époque, cette jurisprudence s'est encore confirmée. La même solution a été admise, notamment par des arrêts de la Cour de Montpellier, en date du 16 juin 1902,² et de la

1. Cass., 3 juin 1891 (S. 93, 4, 5; D. 92, 1, 13).

2. Montpellier, 16 juin 1902 (*Le Droit*, 24 novembre 1902; Recueil de la Gazette des Tribunaux, 1902, 2, p. 493).

Cour de cassation, en date du 14 juin 1904 ¹. D'après ce système, la femme ne peut se prévaloir de la théorie de la dotalité renfermée que si l'inclusion d'une valeur dotale dans un immeuble paraphernal était révélée implicitement dans le contrat ou les documents accessoires qui font partie intégrante du titre.

Il importe de remarquer l'argument essentiel qui justifie cette jurisprudence. Les arrêts précités s'expliquent par cette considération, notamment, que la femme qui n'avertit pas les tiers de l'inclusion d'une valeur dotale commet un quasi-délit. Un simple mensonge ou même une négligence consistant à ne pas avertir le cocontractant constituerait ce quasi-délit.

Cette argumentation était déjà présentée par M. le conseiller Cotelle, dans le rapport qu'il faisait à la Cour de cassation en 1892 ². Elle a été reprise et développée à nouveau en 1904. Enfin, elle est également soutenue par M. Magnol. « On objecterait en vain, dit M. Magnol, qu'il faut malgré tout, malgré la femme elle-même, sauver la dot dans l'intérêt de la famille ; que c'est ouvrir la porte à la fraude, en ce sens que la femme pourra tourner très facilement la protec-

1. Cass. 14 juin 1904 (D. 1905, 1, 185).

2. Sirey, 93, 4, 5.

tion qu'on lui impose, en ne mentionnant pas dans l'acte l'origine des deniers. Dans ce cas, en effet, elle commet une sorte de quasi-délit, tout au moins analogue à celui que commet la femme dotale commerçante qui ne publie pas son contrat de mariage, ce qui la rend responsable de ses engagements relatifs à son commerce, même sur ses biens dotaux¹. » Les mêmes idées sont développées dans la thèse de M. Périn sur la responsabilité délictuelle et quasi délictuelle de la femme dotale².

Sans doute, des nécessités pratiques exigent que l'application du principe de la représentation de la dot par les paraphernaux soit subordonnée à la publicité de l'inclusion d'une valeur dotale dans un immeuble paraphernal. En théorie, cette nécessité d'une publicité nous semble trouver sa justification dans cette considération que la représentation de la dot par les paraphernaux est un cas de subrogation réelle ; or, la publicité est une condition de la subrogation réelle³.

1. MAGNOL, *Etude sur les effets de la séparation de biens sous le régime dotal*, p. 115.

2. PÉRIN, *De la responsabilité délictuelle et quasi délictuelle de la femme dotale*, p. 107.

3. DEMOGUE, *De la subrogation réelle*. Revue critique de législation et de jurisprudence, 1901, p. 338. — DELARUE, *De la représentation de la valeur dotale par les paraphernaux*, p. 98.

L'imprudence de la femme qui a omis, volontairement ou involontairement, de faire connaître l'inclusion d'une valeur dotale dans un bien paraphernal, constitue un délit ou un quasi-délit, de nature à engager sa responsabilité sur sa dot et à lui faire perdre le bénéfice de la dotalité renfermée.

Mais cette solution est en contradiction avec les nombreuses décisions jurisprudentielles que nous venons d'énumérer, et qui n'étendent la responsabilité de la femme sur sa dot, à raison des fautes commises par elle dans la conclusion d'un contrat, que si elle s'est livrée à des manœuvres dolosives dans le but de tromper des tiers.

Elle ne se justifie pas, d'autre part, par les prémisses que nous avons posées. Nous avons expliqué les dérogations apportées par la jurisprudence aux dispositions de l'article 1554 du Code civil, en invoquant cet adage que « la fraude fait exception à toutes les règles ». Mais cette maxime ne trouve pas son application dans les dernières espèces que nous avons rappelées, parce que la dissimulation de l'inclusion d'une valeur dotale dans un bien paraphernal ne suppose aucune fraude, ni aucune manœuvre dolosive.

Fautes commises par la femme dans l'exécu-

tion d'un contrat. — Les décisions que nous avons analysées précédemment sont relatives à des fautes commises par la femme dans la conclusion d'un contrat. Nous avons dit quelles exceptions elles apportaient au principe de l'inaliénabilité de la dot. La jurisprudence se montre plus protectrice des intérêts de la femme et de la conservation de la dot, lorsqu'il s'agit de fautes commises dans l'exécution d'une obligation antérieurement contractée. « Ce n'est plus de sa simple faute qu'elle cesse d'être alors responsable, c'est de sa mauvaise foi elle-même. La jurisprudence admet, en effet, que le simple refus d'exécuter un engagement contractuel, même opposé par caprice et sans aucune raison sérieuse, ne peut pas donner lieu à une condamnation à des dommages-intérêts exécutaires sur les biens dotaux ¹.

Ainsi, aucune des fautes que la femme dotale commettrait dans l'exécution d'un contrat n'entraîne de dérogation aux dispositions de l'article 1554 du Code civil, parce que ce texte a précisément pour but de la protéger contre les conséquences des contrats passés par elle. Cette inexécution n'est que l'inexécution d'une obligation contractuelle, dont elle ne peut répondre sur ses biens dotaux.

1. PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, 2^e éd., t. III, p. 492.

Le rapprochement des solutions qui ont mis fin aux procès de Beaufremont contre Cuvier est intéressant, parce qu'il permet de saisir les conséquences très différentes des fautes commises dans la conclusion ou dans l'exécution d'un contrat par une femme.

En 1881, le sieur Cuvier vendit à la princesse de Beaufremont des têtes de bétail livrées immédiatement, moyennant un prix à fixer à dire d'experts. La princesse se refusa malicieusement à faire procéder à l'estimation convenue et à rendre les bestiaux au vendeur. Elle fut condamnée, le 17 avril 1883, à des dommages-intérêts par le tribunal civil de Tours, qui valida, le 11 décembre 1883, la saisie du domaine de Fontenailles, immeuble dotal, pratiquée en exécution du jugement de condamnation. Puis, la Cour d'Orléans, par arrêt du 13 mars 1884, valida la saisie immobilière du bien dotal, en tant qu'exercée à raison des condamnations encourues par la femme par suite de ses agissements, en se fondant sur cette raison dominante que la vente n'avait pas été parfaite, faute de fixation du prix ; qu'en conséquence, le refus de la princesse ne pouvait être regardé comme constituant une inexécution du contrat et justifiait la saisie ¹.

1. Orléans, 13 mars 1884. — Cass., 23 novembre 1885 (S. 86, 1, 5 ; D. 86, 1, 11.)

D'autre part, la princesse de Beauffremont avait emprunté au sieur Cuvier une somme de 10.000 francs, remboursable immédiatement par la livraison de bestiaux pris dans le troupeau du domaine de la princesse, suivant l'estimation qui en serait faite par un expert. Après expertise, l'emprunteuse s'était refusée opiniâtrément à faire la livraison des têtes de bétail. Le jugement du tribunal civil de Tours du 17 avril 1883, précité, la condamna, pour ce second motif, à des dommages-intérêts que le créancier voulut récupérer en faisant saisir le domaine de Fontenailles. Le tribunal de Tours rejeta la demande en nullité de la saisie, par ce motif principalement que la princesse de Beauffremont avait commis un délit ou un quasi-délit en se refusant à exécuter l'obligation convenue. Mais la Cour d'Orléans, à la date du 13 mars 1884, décida que, quelque reprehensibles que fussent les agissements de l'appelante, on ne saurait y relever autre chose que l'audacieuse violation d'un contrat ; qu'en conséquence, les condamnations encourues par elle de ce chef ne pouvaient être exécutées sur les biens dotaux, et que, par suite, la saisie immobilière avait été pratiquée sans droit jusqu'à concurrence des sommes faisant l'objet de ces condamnations.

Ainsi, dans le même arrêt, étaient consacrées deux solutions fort différentes. Elles variaient suivant que la faute de la femme avait été commise ou non dans l'exécution d'un contrat.

Avec la jurisprudence, nous admettons que l'inexécution totale ou partielle, même malicieuse, de la femme ne peut autoriser aucune poursuite sur les biens dotaux. En effet, l'article 1554, avons-nous dit, détermine spécialement les effets des contrats sur ces biens, et décide qu'un contrat ne peut avoir pour conséquence leur aliénation. A ce principe, nous ne reconnaissons d'autres exceptions que celles qui peuvent être déduites de l'adage « la fraude fait exception à toutes les règles ». Or l'inexécution d'un contrat n'est pas une fraude, car elle ne constitue pas une manœuvre. Elle est seulement une éventualité que le cocontractant a dû considérer avant de conclure un contrat, et dont il savait alors ne pouvoir déduire aucun droit sur les biens dotaux.

De la théorie adverse, il faudrait donc déduire que toute inexécution d'un contrat par la femme dotale permet d'exécuter les biens dotaux. Or cette conséquence serait la négation même des dispositions de l'article 1554 du Code civil : elle est inadmissible.

Résumé de la jurisprudence. — De cette analyse de la jurisprudence, il est aisé de déduire les conséquences.

Les cours et tribunaux admettent des dérogations motivées par les fautes commises par les femmes dotales dans la conclusion des contrats à deux conditions :

1^o La femme doit s'être rendue coupable de manœuvres frauduleuses.

Ainsi, la violation d'un devoir purement moral ne suffirait pas pour entraîner une condamnation exécutoire sur la dot. N'entraînerait pas une semblable condamnation, par exemple, le fait par une femme dotale déclarée en faillite, et autorisée en justice à emprunter une somme qui devait être versée par le prêteur entre les mains du syndic, d'avoir négligé d'avertir le prêteur, en temps opportun, des difficultés que pouvait souffrir l'emploi des fonds, à raison des obstacles apportés à la rétractation du jugement déclaratif de faillite ¹.

Une simple imprudence dont la femme se serait rendue coupable ne saurait non plus justifier une dérogation au principe de l'inaliénabilité ². Cette affirmation est reproduite dans

1. Nîmes, 41 janvier 1878 (S. 79, 2, 189 ; D. 79, 2, 53).

2. Agen, 20 décembre 1893 (S. 94, 2, 250).

plusieurs décisions précitées, relatives à des reventes sur folle enchère, fautes par une femme dotale d'avoir payé le prix de l'adjudication.

La dot ne saurait être engagée que si des manœuvres frauduleuses caractérisées étaient prouvées à la charge de la femme. Il importe qu'elle ait personnellement commis le délit ou participé à sa perpétration ¹. Quand le créancier invoque le concert frauduleux de la femme et du mari, il doit établir la participation directe de la femme à cette fraude.

2^o La jurisprudence exige en outre du créancier la preuve que la femme a agi dans une intention dolosive.

Il ne suffit donc pas que la femme ait obéi aux suggestions de son mari ², et il appartient au créancier de faire la preuve de l'intention dolosive. Ainsi, la femme ne sera pas responsable sur sa dot à raison d'une folle enchère, si, après l'adjudication faite à son profit, « elle a pu croire de bonne foi qu'elle pourrait, avec l'autorisation de son mari, vendre à l'amiable une partie des immeubles par elle acquis et employer le prix au paiement des bordereaux ³ ».

1. Rouen, 26 janvier 1901 (Rec. arrêts Caen et Rouen, 1901, 2, 64).

2. Lyon, 19 mai 1886 (S. 88, 2, 334.)

3. Alger, 21 juillet 1893 (S. 94, 2, 164 ; D. 99, 2, 148).

Nous disions, au début de ce chapitre, que les dérogations apportées au principe de l'inaliénabilité des biens dotaux à raison des fautes commises par la femme dans la conclusion d'un contrat, ne sauraient trouver leur justification dans l'article 1382 du Code civil.

Après l'examen que nous avons fait des solutions jurisprudentielles, il importe d'insister sur cette idée.

Le plus souvent, les jugements et arrêts emploient, pour qualifier les manœuvres frauduleuses de la femme, l'expression quasi-délit. Un grand nombre d'arrêts affirment que le quasi-délit existe là seulement où se trouve une intention frauduleuse. Mais cette formule est inexacte, puisque le quasi-délit est tout fait illicite commis sans intention de nuire.

Les conditions imposées par la jurisprudence ne sauraient se justifier par la notion de délit et par les dispositions de l'article 1382. En effet, l'article 1382 réprime toute faute, quelle que soit sa gravité, et non pas seulement les manœuvres frauduleuses. En outre, nous avons dit pourquoi il ne saurait être invoqué à l'occasion des fautes commises dans les rapports contractuels.

Le principe « la fraude fait exception à toutes les règles » explique seul les conditions

que les arrêts imposent à la responsabilité de la femme dotale.

L'application de cet adage rend pleinement compréhensible l'exigence des cours et tribunaux, qui réclament cette double preuve de l'adversaire de la femme dotale, la preuve de manœuvres et celle d'une intention dolosive.

Il est intéressant de préciser le principe sur lequel peuvent s'appuyer les solutions jurisprudentielles, parce qu'il devient possible de les coordonner. Il devient en outre possible de critiquer certaines décisions, notamment les décisions relatives à certains cas d'application de la théorie de la dotalité incluse.

SECTION III.

Conséquences déduites du principe « la fraude fait exception à toutes les règles

Il importait encore de déterminer le principe de la responsabilité de la femme sur ses biens dotaux, à raison des fautes commises par elle dans la conclusion des contrats, afin de préciser les conséquences de ces fautes.

La jurisprudence admet que cette réparation peut revêtir des formes très variées. Tantôt les tribunaux accordent à la femme la nullité de

l'engagement qu'elle a pris, mais prononcent une condamnation à des dommages-intérêts exécutoire sur la dot; tantôt ils refusent d'annuler le contrat entaché de dol, et considèrent que le maintien de l'engagement est la réparation la plus adéquate du préjudice causé.

Nous nous efforcerons de déduire du principe posé les conséquences de la responsabilité de la femme dotale.

Recherchons :

1° Quelle règle détermine le mode de réparation des fautes commises dans la conclusion d'un contrat dont la femme est responsable ;

2° Et quelles sont les applications intéressantes de cette règle.

Mode de réparation des fautes commises dans la conclusion d'un contrat. — La réparation du préjudice causé par les délits et quasi-délits de la femme a lieu grâce à une condamnation à des dommages-intérêts exécutoire sur la dot. Nous avons vu, au chapitre précédent, que les dommages-intérêts qui sont alloués à la partie lésée peuvent être acquittés par la femme, non seulement d'une manière forcée, par la saisie d'un bien dotal, mais encore à la suite d'une aliénation ou d'une constitution en hypothèque d'un bien dotal que la femme consentirait volontairement.

Par application de la même règle, les tribunaux voient parfois dans une condamnation à des dommages-intérêts le meilleur mode de réparation des manœuvres frauduleuses dont la femme s'est rendue coupable. Saisis par la femme d'une demande en nullité de l'engagement contracté par elle relativement aux biens dotaux, ils prononcent une condamnation aux dommages-intérêts exécutoire sur la dot.

Un autre mode de réparation employé par les tribunaux consiste à refuser de prononcer la nullité de l'engagement contracté par la femme. Le maintien de cet engagement paraît être la réparation la plus exacte du préjudice.

Mais, de ces deux modes de réparation, quel est le mode normal ?

Si la théorie jurisprudentielle, qui voit dans l'article 1382 du Code civil le fondement de la responsabilité de la femme sur sa dot à raison des manœuvres frauduleuses accomplies par elle, est réellement fondée, il serait logique, semble-t-il, de considérer que la condamnation à des dommages-intérêts exécutoire sur la dot est le mode normal de réparation. Les tribunaux seraient fondés à prononcer la nullité de l'engagement contracté par la femme relativement à des biens dotaux, et à la condamner à des dommages-intérêts.

Cette théorie analyse, en effet, les actes de la femme de telle sorte qu'elle dissocie les agissements coupables dont elle est l'auteur responsable, de ses actes licites et contractuels. Les uns et les autres devraient donc engendrer les conséquences prévues par les articles 1382 et 1554 du Code civil. Le quasi-délit ou le délit n'empêcherait pas que la disposition législative suivant laquelle la femme ne peut engager sa dot par ses contrats, subsiste et produise ses effets. La femme dotale pourrait donc demander que l'engagement fût déclaré nul à l'égard des biens dotaux. D'autre part, comme elle est responsable de son délit ou de son quasi-délit, elle devrait être condamnée à des dommages-intérêts pour le préjudice que l'annulation, conséquence du dol, aura causé au contractant.

A un autre point de vue, les partisans de l'assimilation de la faute commise dans la conclusion d'un contrat à un délit, ne doivent pas oublier que le mode normal de réparation du préjudice causé par un délit n'est pas l'appropriation du bien du délinquant. En principe, toute obligation de réparer un dommage causé par un délit se résout en dommages-intérêts. Sans doute, la loi du 10 juillet 1850 apporte une exception à ce principe. Elle a décidé qu'une femme mariée sous le régime dotal qui déclare

à l'officier de l'état civil s'être mariée sans contrat, est réputée capable de contracter dans les termes du droit commun, à moins que, dans l'acte qui contient son engagement, elle ne déclare avoir fait un contrat de mariage. Ainsi, l'Assemblée législative admettait que la réparation du préjudice causé par le dol de la femme dotale qui dissimule l'existence de son contrat de mariage dût consister dans le maintien de l'acte passé par elle avec les tiers. Mais on ne saurait généraliser la solution admise exceptionnellement en 1850 ⁴.

Si le cocontractant se prévaut des dispositions de l'article 1382, il ne saurait non plus éviter l'application de ce principe que les créanciers chirographaires concourent entre eux pour le recouvrement de ce qui leur est dû. Il invoque, en effet, une créance chirographaire, et il ne saurait primer les autres créanciers chirographaires. Or le maintien du contrat consacrerait à son profit un véritable droit de préférence indirect au préjudice des autres créanciers de l'incapable, et le soustrairait ainsi à la loi du concours. Or la femme peut avoir plusieurs créanciers qui ont à faire valoir des droits sur

4. DESCHAMPS, *Le dol et la faute des incapables dans les contrats*, p. 252 et ss.

les biens dotaux. Il en sera ainsi, par exemple, si elle a fait plusieurs victimes par ses délits.

L'application pure et simple de l'art. 1382 du Code civil justifierait donc l'annulation du contrat passé par la femme dotale et la condamnation à des dommages-intérêts exécutoire sur la dot. Suivant les circonstances, il se pourrait, d'ailleurs, que la femme eût plus à souffrir de l'indemnité qu'elle peut être appelée à payer, qu'elle n'eût souffert du maintien du contrat. Il serait possible, d'autre part, que le cocontractant perdît à obtenir une condamnation à des dommages-intérêts plutôt que le maintien de l'engagement.

Mais nous n'avons pas fondé la responsabilité de la femme sur sa dot, à raison des fautes qu'elle commet dans la conclusion d'un contrat, sur la disposition de l'article 1382 du Code civil. Nous avons invoqué le principe « la fraude fait exception à toutes les règles ».

La conséquence de ce principe, au cas où une manœuvre frauduleuse est prouvée contre la femme, est le maintien du contrat. Si la fraude est établie, exception doit être faite aux dispositions de l'article 1554 et à la règle de l'inaliénabilité des biens dotaux.

C'est par ce principe, et grâce à cette argumentation, que peut être justifiée la solution du

maintien du contrat, que de nombreuses décisions jurisprudentielles ont consacrée pour des motifs d'intérêt pratique.

De quelques décisions jurisprudentielles. — Le mode normal de réparation des fautes commises par la femme dotale qui, dans la conclusion d'un contrat, induit en erreur le cocontractant sur ses droits matrimoniaux est donc le maintien pur et simple du contrat. Les applications qui ont été faites de ce principe donnent lieu à des solutions d'apparences fort diverses.

Nous avons déjà examiné certaines de ces solutions, en analysant notamment les arrêts intervenus sur les manœuvres ou mensonges commis par la femme à l'occasion des remplois dotaux, ou des aliénations de sa dot en dehors des cas prévus par le Code civil.

Nous avons relevé, entre autres, un arrêt de la Cour de cassation du 25 juillet 1842, qui validait l'aliénation d'un bien dotal effectuée en vertu d'un jugement d'autorisation obtenu par la complaisance d'un tiers qui avait simulé des obligations en vertu desquelles le mari avait été condamné, contraignable par corps et emprisonné.

Parfois, les tribunaux maintiennent des hypothèques que le tiers, devenu propriétaire

de l'immeuble dotal en vertu d'un échange frauduleux, avait consenties sur cet immeuble¹.

Ou bien ils maintiennent l'hypothèque consentie par la femme elle-même. Ainsi, la Cour de cassation admettait cette solution, le 14 avril 1904, dans une espèce qui a été précédemment rapportée.

Dans d'autres hypothèses, ils refusent de faire droit à une action en nullité de réduction d'hypothèque introduite par la femme. Ainsi, dans le but de faciliter un emprunt que voulait contracter le constituant de la dot, dont tous les biens étaient frappés d'une hypothèque conventionnelle pour le paiement de cette dot, une femme dotale voulut faire réduire cette hypothèque conventionnelle. Dans une requête au tribunal, elle présenta cette hypothèque comme une hypothèque légale susceptible d'être réduite dans les formes prescrites par l'article 2144 du Code civil. Une décision intervint qui donna gain de cause à la femme. Le prêt ayant été consenti et réalisé, elle demanda la nullité de la réduction. L'arrêt de la Cour de Riom, en date du 12 mars 1897², rejeta sa demande en raison des manœuvres frauduleuses auxquelles elle s'était livrée.

1. Caen, 5 avril 1892 (Recueil arrêts Caen et Rouen, 1892, p. 164).

2. Riom, 12 mars 1897 (*Pand. franç.* 1898, 2, 110.)

D'autres arrêts rejettent une action en nullité formée, non plus contre une réduction d'hypothèque, mais contre une renonciation à l'hypothèque, lorsque cette action aurait pour conséquence de consacrer des pratiques dolosives et frauduleuses auxquelles la femme aurait coopéré¹.

1. Cass., 10 mai 1882 (D. 82, 1, 305).

CHAPITRE IV.

DES QUASI-CONTRATS QUI FONT ÉCARTER LA RÈGLE DE L'INALIÉNABILITÉ DE LA DOT.

La loi ne précise pas expressément les conséquences des quasi-contrats sur les biens dotaux.

Convient-il, en principe, de décider, en vertu de l'article 1554 du Code civil, que ces biens sont également inaliénables par un contrat et par un quasi-contrat?

Le quasi-contrat est le fait volontaire et licite d'une personne qui crée des rapports juridiques entre elle et d'autres individus. L'obligation quasi contractuelle diffère donc de l'obligation contractuelle en ce qu'elle est exclusive de l'accord préalable de volontés, qui constitue le contrat. D'autre part, il est aisé de voir qu'elle se différencie de l'obligation purement légale, qui s'impose aux citoyens indépendamment de leur volonté.

L'examen des différences existant entre le quasi-contrat et le contrat incite à penser que

le quasi-contrat peut engager les biens dotaux.

L'examen des différences existant entre l'obligation quasi-contractuelle et l'obligation purement légale incite, au contraire, à penser que le quasi-contrat ne devrait motiver aucune dérogation au principe de l'inaliénabilité des biens dotaux.

Nous nous efforcerons de dégager :

1° La règle qui justifie les dérogations au principe de l'inaliénabilité des biens dotaux à raison de certaines obligations quasi-contractuelles :

2° Les cas et les conditions d'application de cette règle ;

3° Enfin, les conséquences de cette règle.

SECTION I.

De la règle que les obligations légales sont exécutoires sur les biens dotaux.

Il résulte des explications précédentes que le principe de l'inaliénabilité des biens dotaux n'est pas absolu. Il comporte des exceptions en dehors même de celles qui sont écrites dans la loi, ou, pour mieux dire, il est une dérogation limitée au droit commun.

Il importe de rechercher si les créances quasi-contractuelles sont soumises au principe spécial de la dotalité, ou si elles doivent rester sous l'empire du droit commun. On rencontre, à propos de cette question, les deux courants qui se manifestent dans toutes les discussions sur le régime dotal. Parmi les auteurs, les uns, pleins de foi dans ce régime et disposés à étendre l'application des règles qui le caractérisent, restreignent les exceptions au principe de l'inaliénabilité; les autres, hostiles ou défavorables au régime dotal, reviennent au droit commun dès qu'il ne s'agit plus de protéger la femme contre elle-même, contre sa faiblesse, contre son inexpérience ou contre l'influence de son mari.

Nous nous efforcerons de dégager les deux systèmes contraires qui sont nés et apprécient diversement les conséquences des obligations légales sur les biens dotaux. La vérité nous paraît être dans un système intermédiaire que nous exposerons.

Assimilation du quasi-contrat au contrat. — Un premier système soutient, par assimilation du quasi-contrat au contrat, que le principe de l'inaliénabilité de la dot est applicable aux obligations quasi contractuelles.

Telle semble être la règle admise par la jurisprudence. On peut la formuler ainsi :

les quasi-contrats étant assimilables à des contrats, la femme dotale n'en répond pas sur ses biens dotaux, pas plus qu'elle ne répond des obligations nées d'un contrat.

On lit, en effet, dans un arrêt de la Cour de cassation du 16 février 1880 ¹, que « le principe de l'inaliénabilité de la dot n'a pour objet que les contrats et les quasi-contrats ». Dans une décision plus récente, la Cour de cassation s'est exprimée en des termes aussi précis et également généraux. Un arrêt du 3 mai 1893 ² proclame que « les raisons qui ont fait admettre une exception au principe de l'inaliénabilité de la dot durant le mariage, lorsqu'il s'agit de réparation due pour délits ou quasi-délits, sont inapplicables au cas d'une obligation quasi-contractuelle ».

Il n'est pas d'ailleurs que les arrêts qui invoquent l'analogie du contrat et du quasi-contrat ; certains auteurs l'admettent et en tirent argument. Notamment, Aubry et Rau pensent que « la femme ne peut pas plus s'engager sur ses biens dotaux par un fait constituant un quasi-contrat qu'elle ne le peut par contrat » ³.

1. Cass., 16 août 1880 (S. 81, 1, 551).

2. Cass., 3 mai 1893 (S. 93, 1, 305 ; D. 93, 1, 349).

3. AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*, 4^e édit, t. v, § 538, p. 614, note 31.

Au premier argument d'analogie s'ajoutent, en faveur de la thèse que nous exposons, des considérations pratiques.

L'inaliénabilité ne saurait, dit-on, ne pas être invoquée par la femme à l'occasion d'un quasi-contrat qui est né grâce à un acte de volonté de sa part, par exemple à une gestion d'affaires dans laquelle elle se serait immiscée¹. Autrement, ne verrait-on pas renaître les inconvénients que l'article 1554 du Code civil a voulu éviter? La femme ne pourrait-elle pas faire indirectement, et sous une forme déguisée, les actes que le législateur lui interdit de faire directement?

D'autre part, les tiers prévoyants peuvent ordinairement empêcher les quasi-contrats ou se prémunir contre leurs effets, tandis qu'il est presque impossible d'échapper aux conséquences dommageables des délits et des quasi-délits. Ils peuvent, par exemple, éviter que la femme dotale ne s'ingère dans leurs affaires, de même qu'ils peuvent éviter de gérer ses affaires. Leur vigilance doit être suffisante pour les dispenser de payer indûment une somme à la femme dotale. Il semble donc aisé de justifier

1. GUILLOUARD, *Du contrat de mariage*, t. IV, n° 1860, p. 184. — RODIÈRE et PONT, *Traité du contrat de mariage*, t. III, n° 1823, p. 382.

les conséquences différentes que produiraient, quant à la dot, les délits ou quasi-délits de la femme, qui engagent les biens dotaux, et les quasi-contrats, qui ne l'engagent point.

Assimilation de l'obligation quasi contractuelle à l'obligation quasi délictuelle. — Suivant une autre théorie, il conviendrait, au contraire, d'assimiler l'obligation quasi-contractuelle à l'obligation quasi-délictuelle. La conséquence de ce système serait que le quasi-contrat, de même que le quasi-délit, engage les biens dotaux.

Cette assimilation a été faite avec beaucoup d'ingéniosité par M. Périn. Il analyse tout quasi-contrat en un enrichissement sans cause, et ajoute que l'enrichissement sans cause est moins un quasi-contrat qu'un quasi-délit.

« Tout quasi-contrat, dit-il, s'analyse en un enrichissement sans cause au détriment d'autrui, et la source d'une obligation quasi contractuelle doit être cherchée, non pas dans la personne du créancier, mais dans la personne du débiteur. Or, quelle est la nature de cet enrichissement sans cause ? Elle ne peut être, avons-nous dit, que légale ou conventionnelle ; car il n'y a en réalité que deux sources d'obligations : le contrat et la loi. Le quasi-contrat ne saurait évidemment rentrer dans la source

contrat; car le contrat est un fait licite et volontaire, tandis que l'enrichissement sans cause, ce en quoi se résout le quasi-contrat, est un fait illicite et involontaire ». ¹

M. Périn insiste sur cette idée que l'enrichissement sans cause constitue un quasi-délit, et il se prévaut de l'autorité de M. Planiol, qui professe que l'action *de in rem verso* est bien réellement quasi délictuelle². Il fait remarquer qu'en voulant conserver un enrichissement sans cause aux dépens d'autrui, la femme dotale commet un fait illicite qui se rapproche évidemment du délit.

En faveur de cette théorie, M. Périn invoque en outre un argument de texte. L'article 1371 du Code civil, qui donne la définition du quasi-contrat, est placé, dit-il, sous une rubrique qui traite des engagements se formant sans convention. Le rapprochement dans un même titre des quasi-contrats, des délits et des quasi-délits lui paraît significatif. Pourquoi vouloir dissocier ces deux sources d'obligations, qui sont cataloguées à part, après un titre consacré aux contrats et obligations en général ?

Des prémisses ainsi posées découlerait donc

1. PERIN, *De la responsabilité délictuelle et quasi délictuelle de la femme dotale*, p. 244.

2. PLANIOL, *Traité élémentaire de Droit civil*, t. II, 2^e édit., p. 291.

logiquement cette conclusion que les quasi-contrats engagent la dot de la femme. Il doit en être ainsi, si les obligations quasi-contratuelles ne se différencient par aucun caractère essentiel des obligations quasi-délictuelles.

Distinction des obligations quasi-contratuelles nées du fait de la femme dotale ou du fait d'un tiers. — Nous rejetons l'assimilation des obligations quasi-contratuelles avec les obligations contractuelles et aussi avec les obligations quasi-délictuelles.

Elles diffèrent grandement des obligations contractuelles, parce qu'elles naissent du fait d'un seul individu. Elles existent parfois indépendamment du fait de la femme, que l'article 1554 veut protéger contre ses propres imprudences. Il en est ainsi, par exemple, lorsqu'elles découlent de la gestion des affaires de la femme par un tiers. Lorsqu'on argumente, dit M. Jouitou, de ce qu'un contrat ne peut engager les biens dotaux pour soutenir qu'un quasi-contrat ne le peut davantage, on invoque une analogie qui ressemble à un jeu de mots¹.

D'autre part, l'analogie établie entre les obligations quasi-contratuelles et quasi-délic-

1. JOUITOU, *Etude sur le système du Régime dotal sous le Code civil*, t. 1, n° 150, p. 173.

tuelles paraît très critiquable. En effet, le quasi-délit suppose un fait illicite et dommageable, et il est accordé une action à la victime du préjudice qui en découle. Au contraire, le quasi-contrat suppose un fait licite, et c'est souvent l'auteur de ce fait licite qui peut intenter l'action née du quasi-contrat, pour se prémunir contre un dommage.

En particulier, le rapprochement de l'enrichissement sans cause et du délit ou du quasi-délit est très critiquable. En effet, les résultats de l'action *de in rem verso*, qui sanctionne l'enrichissement sans cause, ne sont pas de même nature que ceux de l'action délictuelle, qui sanctionne les obligations nées de délits ou de quasi-délits. « Si l'action *de in rem verso* avait le même fondement qu'une action délictuelle, si elle avait pour objet de réparer un dommage injuste causé par un fait illicite, le montant de la condamnation devrait donc être exactement mesuré sur l'appauvrissement du demandeur. Or on sait qu'en principe, cette condamnation se calcule sur l'enrichissement procuré, sur la valeur dont profite l'enrichi, et non pas sur la valeur dont est privé l'enrichisseur. Et la différence entre les deux sommes peut être importante ¹. »

1. RIPERT ET TESSEIRE, *Essai d'une Théorie sur l'enrichissement*

Quelle règle permettra donc de déterminer les effets des obligations quasi-contractuelles sur les biens dotaux ?

Il ne suffit point d'invoquer des considérations d'équité qui expliqueraient la responsabilité de la femme dotale sur sa dot. Les juges ou les auteurs ont, il est vrai, fait appel parfois à de vagues considérations d'équité pour justifier des dérogations au principe de l'inaliénabilité de la dot en faveur du demandeur qui invoquait des obligations quasi-contractuelles.

Ainsi, M. Labbé affirme que la protection dont la loi entoure la femme mariée sous le régime dotal ne saurait être telle qu'elle lui permette de réaliser un enrichissement sans cause au détriment des tiers. Cet auteur, qui est cependant un partisan convaincu du régime dotal, fait reposer sur l'équité les dérogations qu'il apporte pour ce motif au principe de l'inaliénabilité. « Un système de protection imaginé pour prévenir la diminution de l'avoir de l'incapable par l'effet de ses actes imprudents, ne doit pas avoir pour conséquence, dit-il ¹, de lui permettre de réaliser et de garder un accroissement de richesse au détriment injuste des tiers. A ce

sans cause en Droit civil français. Revue trimestrielle de Droit civil, 1904, p. 753.

1. LABBÉ, note sous Cass., 23 nov. 1885 (S. 86, 1, 5).

point, la protection cesse, et le droit commun reprend son empire pour rétablir l'équilibre rompu. »

L'équité n'est cependant pas une base suffisamment stable et juridique pour étayer un système. Nous devons chercher une règle qui permette de déterminer la responsabilité quasi contractuelle de de la femme sur ses biens dotaux.

Or, analysons d'une façon plus précise les obligations quasi contractuelles. Il ne suffit point d'avoir établi la différence qui existe entre elles et les obligations délictuelles ou contractuelles ; il importe de les caractériser.

Elles sont des obligations légales, c'est-à-dire imposées par la loi elle-même. Le législateur les a édictées. Il a subordonné toutefois leur existence à l'accomplissement de certains actes licites, qui sont des manifestations de volonté unilatérales. Si ces obligations sont dites quasi contractuelles, c'est parce qu'elles sont, autant que les obligations contractuelles, volontairement assumées par les auteurs de ces actes licites. A l'égard de la partie qui a géré l'affaire ou payé l'indu, elles présentent les caractères des obligations contractuelles.

Convient-il donc d'admettre qu'elles engagent la dot ou, au contraire, que la femme peut

opposer aux créanciers qui invoquent contre elle des obligations quasi contractuelles : le principe de l'inaliénabilité de la dot ?

Pour répondre, il importe de se reporter aux considérations exposées au début de ce travail sur l'article 1554 du Code civil.

Ce texte, disions-nous, interprété littéralement, interdit seulement l'aliénation des biens dotaux par contrat. Il édicte, non point une indisponibilité réelle de la dot, mais une incapacité spéciale de la femme dotale. « Il empêche donc que la dot soit compromise par ces engagements ordinaires qu'on pourrait trop facilement faire souscrire à la femme, mais non pas les obligations que la loi impose directement et indépendamment de la volonté de l'obligé¹ ».

La Cour de Caen proclamait cette règle, à l'occasion d'une espèce qui lui était soumise, le 18 juin 1880. Un tiers avait spontanément payé à l'Etat les droits de mutation que devait une femme dotale. Il agissait en recouvrement contre la femme. L'arrêt décida que les biens dotaux sont saisissables pour avoir paiement des droits de mutation ou de toutes autres contributions dues à l'Etat. L'argument invoqué par la Cour est le suivant : il s'agissait d'une dette imposée

1. Caen, 18 juin 1880 (S. 81.2.1).

par la loi indépendamment de la volonté de la femme dotale.

En d'autres termes, l'article 1554 ne s'oppose pas à ce que les obligations légales soient exécutées sur les biens dotaux.

De cette règle découle la conséquence que les obligations quasi-contractuelles, qui sont des obligations écrites dans la loi, non convenues entre des parties, seront exécutoires sur les biens dotaux.

Que décider cependant au cas où l'obligation quasi-contractuelle est née du fait de la femme ? Nous avons dit qu'alors l'obligation était, à son égard, assimilable à une obligation contractuelle. Toutefois, elle n'a ce caractère qu'à l'égard de la femme, non à l'égard des tiers, dont les intérêts légitimes ne doivent pas être sacrifiés.

Dans ce cas, l'article 1554 retrouve son application, parce qu'il dépend de la volonté de la femme de le faire naître, et qu'il importe de protéger la femme contre sa propre faiblesse. Les motifs qui expliquent les dispositions de ce texte reprennent ici toute leur force. Les termes mêmes de la loi s'appliquent. On se trouve en présence de faits volontaires et licites qui ne sauraient engager les biens dotaux.

Et pourquoi, dès lors, les tiers se plain-

draient-ils de se retrouver dans la situation des cocontractants vis-à-vis de la femme dotale ? Evidemment, nous nous plaçons dans l'hypothèse où au quasi-contrat ne s'ajoute aucun acte délictueux ; car ils auraient le droit alors d'invoquer l'article 1382 du Code civil. Il est incontestable que, si une gestion d'affaires, par exemple, n'avait été pour la femme qu'un prétexte à l'effet de s'emparer plus aisément du bien d'autrui, sa dot serait par là même engagée ¹. On ne saurait faire aux tiers une meilleure situation qu'aux contractants, qui s'expliquerait parce que, loin de veiller à leurs propres intérêts, ils les ont négligés. En effet, ils eussent dû déployer plus de circonspection en évitant, par exemple, de se désintéresser de leurs affaires ou de recevoir le paiement de l'indu ².

Remarquons, d'autre part, que, si le tiers peut difficilement échapper aux conséquences dommageables des délits ou quasi-délits, il peut empêcher la formation d'un quasi-contrat.

Ainsi, lorsque l'obligation quasi-contrattuale ne résulte pas d'un acte volontaire de la femme, les biens dotaux demeurent tenus du

4. LE COUROIS et SURVILLE, *Du contrat de mariage*, 3^e édit., t. III, n^o 1682, p. 360.

2. RODIÈRE et PONT, *Traité du contrat de mariage*, t. III, n^o 1823, p. 382.

paiement des obligations mises à la charge de la femme sans aucun fait de sa part.

Au contraire, lorsque l'obligation quasi contractuelle résultera d'un acte volontaire de la femme dotale, le quasi-contrat sera alors réellement assimilable à un contrat, et aucune exception ne sera faite au principe de l'inaliénabilité de la dot.

SECTION II.

Des cas et conditions d'application de la règle.

L'application aux rapports quasi-contractuels de cette règle que les obligations légales sont exécutoires sur les biens dotaux n'est pas sans soulever, dans la jurisprudence, de graves difficultés. Ces difficultés s'expliquent surtout parce que la théorie de l'assimilation des quasi-contrats aux contrats a conservé de nombreux partisans.

Il convient d'analyser la jurisprudence afin de déterminer dans quelle mesure cette application est faite, et s'il n'y aurait pas lieu de l'étendre.

Nous étudierons les divers quasi-contrats qui se présentent dans la pratique.

De la gestion d'affaires. — La gestion d'affaires doit être examinée en distinguant suivant le cas où le patrimoine dotal a été géré, et le cas où la femme a géré le patrimoine d'autrui.

• Ceux qui ont utilement géré le patrimoine de la femme ont droit au remboursement de leurs avances, jusqu'à concurrence de la plus-value assurée à l'immeuble. La femme est débitrice envers eux de cette indemnité. Peuvent-ils en poursuivre le recouvrement, non seulement sur les paraphernaux, mais encore sur les biens dotaux, ou tout au moins sur celui dont la valeur vénale s'est trouvée ainsi accrue ?

Il y a des hésitations à cet égard dans les décisions judiciaires.

Des arrêts nombreux refusent d'admettre que le recouvrement de ces avances puisse être poursuivi sur les biens dotaux ¹.

Pour justifier leurs décisions, ils tirent argument de l'analogie qui existerait entre le contrat et le quasi-contrat. Ils complètent cette argumentation en invoquant la théorie de l'accession. « En vertu de cette théorie, disent-ils, les améliorations faites par des tiers au fonds

1. Cass., 29 août 1860 (D. 60, 4, 393). — Cass., 19 et 20 juillet 1886 (S. 87, 2, 261). — Cass., 10 juin 1885 (D. 86, 4, 205). — Cass., 10 février 1903 (D. 1903, 1, 439).

dotal sont dotales elles-mêmes par suite de leur incorporation. Elles ne constituent pas un immeuble distinct du fonds amélioré ; elles participent de l'inaliénabilité de cet immeuble ¹ ».

Nous répondrons que l'application proposée de la théorie de l'accession est critiquable. « Si la loi pose en principe que ce qui s'incorpore à un immeuble devient immeuble comme accessoire inséparable, il est difficile de décider, par analogie, que ce qui s'incorpore à la dot devient dotal. D'ailleurs, point n'est besoin de réfuter à nouveau l'assimilation que l'on prétend établir entre les contrats et les quasi-contrats.

D'autres arrêts admettent, au contraire, et avec raison, nous semble-t-il, que les avances faites par le gérant d'affaires peuvent être recouvrées sur les biens dotaux ². Ces décisions se basent sur cette idée notamment que l'indisponibilité des biens dotaux n'est établie que pour paralyser les conséquences et les dangers des faits volontaires de la femme, et non pour les soustraire aux obligations imposées par la loi. Elles concordent en outre avec l'équité. « Avec les femmes dotales, dit M. Bertauld, on est hors de la bonne foi et du crédit. Elles ont le privi-

1. PERIN, *op. cit.* p. 255.

2. Caen, 9 mai 1856 (Rec. arrêts Caen et Rouen 1856, 240). — Caen, 31 mai 1858 (Rec. arrêts Caen et Rouen 1858, 210). — Paris, 23 mai 1863 (D. 63, 2, 170). — Bordeaux, 17 juin 1874 (D. 75, 2, 118).

lège de ne pas s'appauvrir ; mais le privilège de ne pas s'appauvrir n'est pas le privilège de s'enrichir aux dépens d'autrui. Celui qui a fait l'affaire de la dot doit nécessairement avoir action sur la dot dans la mesure du profit qu'il lui a apporté ¹.

La théorie que nous défendons a été pleinement consacrée, quoique d'une façon implicite, par un arrêt de la Cour de Grenoble du 15 décembre 1864. Des travaux de culture et d'amélioration avaient été faits sur les biens dotaux, mais sans leur procurer une plus-value stable. La Cour décida, contre les prétentions du gérant d'affaires, que le recouvrement de ces frais ne pouvait être poursuivi sur les biens dotaux, parce qu'il résultait des circonstances de la cause que les améliorations faites sur les immeubles n'auraient qu'une courte durée, et n'avaient ajouté au fonds dotal aucune valeur appréciable. Il faut en conclure que, si l'expertise avait révélé que le fonds dotal avait acquis une valeur stable et appréciable, le recouvrement des frais de culture aurait pu être poursuivi sur les biens dotaux ².

Il semble que le mari lui-même, s'il avait

1. BERTHAULD, *Questions pratiques et doctrinales du Code Napoléon*, t. 1, p. 507.

2. Grenoble, 15 décembre 1864 (S. 65, 2, 78).

géré l'affaire de la femme, serait en droit de recouvrer ses avances sur la dot. Sans doute, il ne peut le faire dans le cas où les travaux ont été commandés par lui en qualité de mandataire de sa femme, parce que cette dernière n'a pas plus le droit d'engager ses biens dotaux par mandataire qu'en traitant directement ¹. Mais l'arrêt de cassation du 14 février 1843 ², qui paraît admettre que le mari, même s'il a agi sans mandat, ne saurait recouvrer sur le bien dotal la somme équivalant à l'enrichissement de la femme, est très critiquable.

Une autre question se relie intimement à celle que nous venons d'examiner. C'est celle de savoir si ceux qui font des améliorations sur un immeuble dotal ne peuvent pas requérir, sur cet immeuble amélioré, un droit réel de privilège immobilier en se conformant aux articles 2103 et 2110 du Code civil.

La jurisprudence admet que la dotalité ne met pas obstacle à l'exercice du privilège de l'architecte qui, ayant rempli les formalités des articles 2103 et 2110, a précisé ainsi l'augmentation de valeur résultant de ses travaux par

1. Bordeaux, 17 juin 1874 (S. 75, 2, 132 ; D. 75, 2, 118).

2. Cass., 14 février 1843 (S. 43, 1, 193 ; D. 43, 1, 137). — V. également •
LE COURTOIS et SURVILLE, *Du contrat de mariage*, t. III, p. 356.

la constatation préalable de l'état de l'immeuble¹.

Cette solution est en harmonie avec celle que nous défendions dans l'intérêt des tiers qui ont fait des améliorations à un immeuble dotal. L'architecte qui a élevé une construction et l'acheteur qui a fait des améliorations ont droit l'un et l'autre à un privilège, car leur droit est inscrit également dans la loi.

Considérons maintenant le cas où la femme dotale gère l'affaire d'autrui : convient-il de rendre la dot aliénable quand la femme s'est portée garante ?

On a soutenu qu'il devait en être ainsi. « De droit commun, dit M. Guénée², toute personne dont les biens sont gérés par un tiers a le droit d'exercer un recours contre le gérant d'affaires ; c'est donc porter atteinte à ce droit que de gérer alors qu'on ne peut offrir en garantie le recours que le quasi-contrat implique. Une semblable ingérence n'est pas l'exercice d'un droit pour l'incapable, à qui la loi interdit de s'obliger par quasi-contrat. Il peut avoir été guidé assurément par l'intention de rendre service ; mais cette intention, son incapacité l'empêche de la réaliser : sa situation lui

1. Paris, 11 avril 1850 (S. 51, 2, 163). — Rouen, 25 juin 1867 S. 68, 2, 284). — Aix, 10 juillet 1899 (Gaz. Pal. 11 janvier 1900).

2. GUÉNÉE, *Revue critique*, 1887, p. 335.

impose la réserve. Les actes de gestion présentent, par conséquent, le caractère d'actes illicites en donnant à ces expressions le sens large qu'elles doivent nécessairement avoir en matière de quasi-délits. Il est aisé de retrouver dans ces lignes l'expression de cette théorie qui assimile les obligations quasi-contractuelles de la femme à ses obligations quasi-délictuelles. Mais cette manière de voir repose sur une conception erronée de la gestion d'affaires, qui ne saurait, en principe tout au moins, être considérée comme un délit ou un quasi-délit.

Nous avons invoqué précédemment la règle que les obligations légales sont exécutoires sur les biens dotaux. Or cette règle semblerait justifier une dérogation à l'inaliénabilité de la dot à raison des actes dommageables commis par une femme dotale dans la gestion de la chose d'autrui. Cependant, il importe de rappeler ici la restriction que nous avons apportée à cette règle. Lorsque l'obligation quasi-contractuelle résulte d'un acte volontaire de la femme dotale, disions-nous, le principe de l'inaliénabilité de la dot ne recevra aucune exception; l'art. 1554 retrouvera son application.

Il faut, en conséquence, admettre que les obligations qui naissent au profit de celui dont l'affaire a été gérée et à la charge de l'épouse,

soit parce que cette dernière a recueilli des fruits ou encaissé des fonds, soit parce qu'elle est passible de dommages-intérêts à raison de fautes ou de négligences, ne peuvent engager les biens dotaux ¹.

Il en serait ainsi pour tout manquement aux dispositions de l'article 1374 du Code civil, qui exige que le gérant d'affaires apporte à la gestion tous les soins d'un bon père de famille.

La dot ne serait engagée que si la femme commettait un véritable délit au lieu d'une gestion d'affaires. Nous avons précédemment fait allusion au cas où la gestion n'aurait été pour la femme qu'un prétexte à l'effet de s'emparer plus facilement du bien d'autrui. Ce serait là un acte délictueux.

Faudrait-il voir un délit dans le fait par la femme de cesser brusquement sa gestion et de causer ainsi un préjudice ? M. Périn considère que c'est là un quasi-délit. « La cessation brusque de la gestion, dit-il, constitue un délit ou un quasi-délit dont la femme est responsable sur ses biens dotaux ². » Il n'y a là qu'une faute quasi-contractuelle, que nous nous refusons à assimiler à un quasi-délit, de même que nous

1. LE COURTOIS et SURVILLE, *op. cit.*, t. III, n° 1682, p. 360.

2. PÉRIN, *op. cit.*, p. 250.

nous sommes refusé à assimiler le quasi-contrat à un quasi-délit. Elle ne saurait engager la responsabilité de la femme dotale sur sa dot, non plus que l'inexécution des obligations d'un contrat. La femme ne répond pas sur sa dot du manquement à cette obligation, qui est écrite dans l'article 1372 du Code civil, non plus qu'elle ne répond sur sa dot du manquement aux obligations écrites dans l'article 1374.

Paiement de l'indu. — La Cour de cassation admet, dans un arrêt du 29 juillet 1890 ¹, que la femme dotale qui a reçu l'indu n'est pas obligée de le restituer sur ses biens dotaux.

Cette solution sera adoptée par les partisans de la théorie qui assimile les quasi-contrats aux contrats ; mais nous avons dit précédemment pourquoi cette assimilation nous paraît hâtive.

On a invoqué, d'autre part, en faveur de cette décision, cette considération que l'obligation de restituer n'est pas née indépendamment de la volonté de la femme. Dans la réception de l'indu, la femme participe activement au fait générateur de l'obligation parce qu'elle reçoit paiement : c'est là un fait volontaire de sa part.

Toutefois, si la réception du paiement est un acte volontaire, la réception d'une somme

1. Cass., 29 juillet 1890 (S. 93, 1, 523), et note de M. BOURCARD.

indue est un acte involontaire. Le quasi-contrat de paiement de l'indu est en effet, par définition, le résultat d'une erreur. Par conséquent, les motifs qui expliquent la disposition de l'article 1554 ne s'appliquent pas. Il n'y a pas dans la réception de l'indu, comme dans le contrat, un moyen pour la femme de dissiper sa fortune.

Il nous semble que l'obligation née du paiement de l'indu doit engager la dot. En effet, si la femme a reçu de bonne foi, il y a lieu d'appliquer cette règle que les obligations légales sont exécutoires sur les biens dotaux. Si elle avait reçu sciemment l'indu, elle se serait rendue coupable d'un délit civil, dont la réparation pourrait être poursuivie sur le patrimoine dotal.

Acceptation d'une hérédité. — On range l'acceptation d'une hérédité parmi les quasi-contrats. C'est que la volonté unilatérale de l'obligé est le principe des obligations qui naissent à la charge de l'héritier et au profit, soit des créanciers du *de cujus*, soit de ses cohéritiers. Ces obligations sont, comme les autres obligations quasi-contractuelles, déterminées par la loi.

Il importe donc de rechercher quelles sont les conséquences de l'acceptation d'une succession par la femme dotale autorisée du mari, sur les biens dotaux.

Afin de préciser ces conséquences, nous devons examiner brièvement les principales obligations qui sont à la charge de l'héritier.

A l'égard des créanciers du *de cujus*, l'héritier qui accepte purement et simplement est tenu d'acquitter les dettes. Il est certain que l'acquittement des charges de la succession pourra être poursuivi sur les biens de la succession, alors même qu'ils seraient devenus dotaux en vertu du contrat de mariage, et aussi sur les biens paraphernaux. Mais la femme sera-t-elle tenue de ces charges même sur ses biens dotaux autres que les biens successoraux ?

Il n'y a point de doute, ni en doctrine ni en jurisprudence, que la femme ait le droit de se prévaloir du principe de l'inaliénabilité ¹. Sans doute, dans le cas où l'acceptation de la succession se compliquerait d'un délit ou d'un quasi-délit de droit commun, elle serait responsable sur sa dot. Si la femme s'emparait hâtivement de la succession, en dissipait les valeurs mobilières ou les soustrayait à la connaissance des créanciers ou des légataires avant que ceux-ci aient pu connaître le décès du testa-

1. Cass., 3 janvier 1825 (S. 25, 1, 60). — Cass., 28 février 1834 (S. 34, 1, 208). — GUILLOUARD, *Contrat de mariage*, t. IV, nos 1862 et 3097.

teur, elle commettrait un délit ou un quasi-délit, dont elle devrait répondre sur ses biens dotaux. Mais, dans le cas contraire, il convient de rappeler que les faits volontaires de la femme ne peuvent engager la dot, et que l'acceptation par elle d'une succession ne la rend pas responsable sur ses biens dotaux des créances héréditaires.

M. Wahl fait cette réserve qu'après la dissolution du mariage, la femme pourrait accepter une seconde fois la succession pour permettre aux créanciers envers lesquels elle s'est engagée, au cours de l'union conjugale, de saisir ses biens dotaux ¹. Cette remarque lui est suggérée par la lecture d'un arrêt de rejet de la Chambre civile du 18 août 1869 ². Nous remarquerons qu'il ne peut y avoir, à vrai dire, une seconde acceptation de la succession. Mais il est hors de doute que la femme peut, après la dissolution du mariage, renoncer au bénéfice de la dotalité. On ne saurait voir là aucune restriction à la théorie que nous venons de formuler.

A l'égard de ses cohéritiers, diverses obligations naissent à la charge de la femme dotale qui a accepté une succession.

1. BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *Des successions*, 2^{me} édit., t. II, n^o 297.

2. Cass., 18 août 1869 (S. 70, 1, 69).

Jusqu'au partage, il existe un état d'indivision qui suppose des liens de droit. En effet, pendant cette période, les biens indivis seront soumis à une administration. Il se peut que cette administration soit confiée à un mandataire. S'il en est autrement, il y aura gestion d'affaires par l'un des cohéritiers, et des obligations quasi-contractuelles se formeront entre eux. Nous avons déterminé précédemment les conséquences d'une gestion d'affaires sur les biens dotaux. Rappelons que la femme dotale sera tenue sur sa dot du remboursement des avances faites par le cohéritier, dans la proportion de sa part héréditaire. A l'inverse, la gestion d'affaires par la femme dotale n'engagera pas ses biens dotaux.

L'indivision cesse par le partage. Sur les formalités qui l'accompagnent, une question s'est posée. Une femme mariée sous le régime dotal avec constitution en dot de tous ses biens présents et à venir, si elle accepte la succession de son père, dont elle aurait reçu une somme à titre de prêt pendant le mariage, sera-t-elle tenue au rapport ?

Il y a lieu de considérer que le rapport des dettes à la succession équivaut à un paiement, et qu'en l'espèce, ce paiement serait effectué en biens destinés à devenir dotaux et pour éteindre

une dette contractée par la femme au cours du mariage, c'est-à-dire soumise au principe de l'inaliénabilité dotale.

Toutefois, M. Labbé¹ fait observer avec raison que l'inaliénabilité dotale ne doit frapper un bien qu'après son entrée dans le patrimoine de la femme, et que cette dernière ne peut acquérir que de la même manière et en observant les mêmes règles que toute autre personne. Cette considération nous paraît décisive. M. Labbé pourrait en outre invoquer le principe de l'égalité entre les cohéritiers. La femme dotale, qui est obligée de rapporter la donation faite en avancement d'hoirie, doit de même, dans l'hypothèse que nous envisageons, être tenue du rapport des dettes².

Remarquons que M. Guillouard apporte à cette solution un tempérament qu'il est juste d'accepter. Il admet que, si le montant des biens que la femme doit rapporter excède la valeur du lot qui lui est échu par le partage, elle aura le droit de conserver les biens donnés ou prêtés, comme si elle avait reçu la succession.

1. LABBÉ, *Revue pratique de Droit français*, 1859, t. VII. — *Du rapport des dettes*, p. 502 et suiv.

2. Nancy, 26 juin 1895 (*Recueil périodique des arrêts de la Cour de Nancy*, 1895, p. 247). — 2 mai 1896 (même recueil, 1896, p. 136). — *Recueil du notariat*, 1896, n° 9653.

Une acceptation imprudente de la femme, dit-il, ne peut pas faire que la dot devienne le gage des créanciers héréditaires. Cette acceptation ne peut pas produire plus d'effet vis-à-vis des cohéritiers de la femme¹. En effet, les biens dotaux ne sauraient, en définitive, être compromis par l'acceptation d'une succession, qui est un fait volontaire de la part de la femme.

Nous avons cherché à déterminer dans quels cas les rapports quasi-contractuels entraînent des dérogations au principe de l'inaliénabilité. Sans doute, des controverses se sont élevées, en doctrine et en jurisprudence, sur plusieurs des hypothèses examinées. On nous reprochera peut-être d'avoir proposé plutôt qu'enregistré certaines des solutions.

Si nous avons fait ainsi, c'est en nous inspirant constamment de cette règle qui est écrite dans l'arrêt de la Cour de Caen du 10 juin 1880 : les obligations légales doivent être exécutées sur les biens dotaux. Il nous a paru logique de l'appliquer dans tous les cas où l'obligation quasi-contractuelle ne naissait pas de la volonté de la femme dotale.

1. GUILLOUARD, *Du contrat de mariage*, t. IV, n° 1863, p. 186 et ss.

SECTION III.

Des conséquences de la règle « les obligations légales sont exécutoires sur les biens dotaux ».

Après avoir énuméré les cas dans lesquels les obligations quasi-contractuelles sont exécutoires sur les biens dotaux, il importe de déterminer quels sont alors sur ces biens les droits des créanciers de la femme.

Ces droits sont les mêmes que sur les biens paraphernaux, et s'exercent suivant la même procédure d'exécution.

Les créanciers peuvent obtenir un jugement qui fixe l'étendue de leur créance et constitue un titre entre leurs mains. Cette décision sera exécutoire sur les biens dotaux.

Mais la procédure de saisie a fait naître une difficulté. Parfois, la femme fait opposition à la saisie et se prévaut de la dotalité. La question s'est donc posée de savoir si le tiers peut saisir spontanément un bien dotal quelconque.

Nous avons précédemment examiné une difficulté semblable : les juges saisis d'une demande en autorisation d'aliéner un immeuble dotal pour la réparation des délits et quasi-délits de la femme n'ont-ils pas le devoir d'exa-

miner d'office s'il n'existe pas, dans la fortune extradotale, des ressources suffisantes pour désintéresser la victime du délit ou du quasi-délit ? Les mêmes divergences de vue que nous avons remarquées se manifestent à l'occasion du nouveau problème que nous posons. M. Labbé l'a envisagé également, et il a conclu, sur ce point encore, que les magistrats ont « toute latitude pour déterminer le mode de contrainte, le mode de saisie dont le tiers usera » ¹.

Lors même que l'on reconnaîtrait au tribunal saisi d'une demande d'autorisation d'aliéner un bien dotal la faculté d'user de certains tempéraments en vue de concilier les intérêts des tiers avec ceux de la famille intéressée au respect de la dotalité, nous ne croyons pas possible de leur reconnaître la même faculté après la saisie. Aucun texte ne réserve à la justice la liberté d'examiner, après la saisie, quel bien il faut sacrifier de préférence, si le créancier peut saisir exclusivement un bien paraphernal, ou si une saisie-arrêt des revenus ne serait pas préférable à la saisie et à la mise en vente d'un fonds.

Non seulement les créanciers de la femme

¹. Note de M. Labbé sous arrêt de Caen du 48 juin 1880. (S. 81. 2. 37).

ont, dans les cas que nous avons déterminés, le droit de saisir les biens dotaux, mais encore certains de ces créanciers, avons-nous dit, peuvent acquérir, pendant le mariage, un privilège sur des immeubles dotaux déterminés. Ceux qui ont fait des améliorations ou des constructions sur un fonds dotal ont le droit d'exercer le privilège reconnu par l'article 2103-4° du Code civil, s'ils se sont conformés aux prescriptions édictées par cet article et l'article 2110.

Les créanciers de la femme peuvent également exercer, dans certaines hypothèses, le droit de rétention. Plus particulièrement, l'acquéreur de l'immeuble dotal peut invoquer le droit de rétention sur cet immeuble pour les améliorations qu'il a faites sur le fonds.

La jurisprudence subordonne en général le droit de rétention à la double condition du *debitum cum re junctum*, c'est-à-dire d'une créance ayant pour objet la conservation ou l'amélioration de l'immeuble revendiqué, et de la bonne foi du créancier. Il semble donc logique d'admettre que le droit de rétention doit appartenir au possesseur qui réunit ces conditions, même si l'immeuble possédé est dotal.

A la vérité, la jurisprudence et la doctrine

n'ont pas admis cette déduction ¹. Elles proclament que le droit de rétention accordé à l'acquéreur serait en contradiction avec les principes du régime dotal. « Dès que la loi veut qu'on rende le bien, elle ne peut pas permettre de le retenir pour un motif quelconque ². » Il est vrai que le droit de rétention, s'il ne peut permettre au possesseur d'aliéner l'immeuble, constitue néanmoins une saisie véritable, puisque cet immeuble échappe à la possession de la femme dotale. Cependant, nous croyons que la question peut se ramener à celle de savoir si la créance du détenteur est exécutoire ou non sur le fonds dotal. Et, parce que nous considérons que la dot peut être saisie pour le recouvrement d'obligations nées à la charge de la femme par suite d'un enrichissement auquel sa volonté est demeurée absolument étrangère, nous sommes amené logiquement à reconnaître le droit de rétention au créancier auteur des améliorations ³.

1. Cass., 4 juillet 1849 (S. 50, 1, 283). — GLASSON, *Du droit de rétention*, p. 72 et 73. — JOUITOU, *Etude sur le système du régime dotal*, t. 1, n° 222. — GUILLOUARD, *Du contrat de mariage*, t. IV, n° 1925 et ss.

2. Cass., 4 juillet 1849 (S. 50, 1, 283).

3. Naples, 7 janvier 1896 (S. 97, IV, 33), note de M. WAHL. — LE COURTOIS et SURVILLE, *Du contrat de mariage*, 2^{me} édit., t. III, n° 1681.

CONCLUSION

Nous nous sommes efforcé de préciser, dans ce travail, les limitations que la jurisprudence a apportées, dans un esprit d'équité, au principe de l'inaliénabilité et de l'insaisissabilité des biens dotaux.

Elle a cherché à fixer les conséquences mal définies de ce principe en l'adaptant aux nécessités d'une époque dans laquelle les rapports économiques sont multiples et le crédit doit être assuré.

On a pu constater qu'elle s'est écartée de plus en plus de la conception suivant laquelle l'inaliénabilité serait d'ordre public et les biens dotaux seraient hors du commerce. Elle tend chaque jour davantage à considérer que l'inaliénabilité et l'insaisissabilité des biens dotaux s'expliquent par des motifs de pur intérêt privé. On conçoit ainsi que le principe de l'article 1554 du Code civil doive fléchir devant

un intérêt supérieur, devant des considérations d'équité.

La jurisprudence a poursuivi son œuvre en s'appuyant sur les anciens auteurs et sur les arrêts des Parlements de droit écrit. Ceux-ci avaient apporté certaines dérogations à la règle de l'inaliénabilité. Ils l'avaient fait fléchir en faveur du tiers victime d'un délit de la femme dotale, pour lui assurer la réparation du préjudice causé.

La notion du délit a permis aux tribunaux d'étendre constamment le cercle des dérogations. La femme ne peut opposer l'inaliénabilité dotale aux tiers victimes de ses fautes délictuelles ou quasi-délictuelles. Elle a cessé de pouvoir s'en prévaloir contre les cocontractants victimes des fraudes commises par elle dans la conclusion d'un contrat, et même contre beaucoup de ses créanciers qui invoquent contre elle des obligations quasi-contractuelles.

A vrai dire, la jurisprudence paraît avoir beaucoup dépassé les conséquences qu'elle pouvait déduire de la notion du délit. Il convient de reconnaître que toutes les dérogations admises ne sont pas suffisamment justifiées par les dispositions de l'article 1382 du Code civil. Il est nécessaire de systématiser l'œuvre accomplie,

et nous avons cherché à démontrer dans ce travail combien elle est touffue.

Les auteurs qui ont traité le même sujet ont été frappés avant nous de sa complexité. Ils ont compris la nécessité d'étayer, dans de nombreuses hypothèses, les solutions jurisprudentielles sur des considérations autres que celles déduites de l'article 1382.

Ainsi, M. Périn écrivait : « On pourrait, selon nous, corriger la jurisprudence par un principe général de notre droit français que l'on peut formuler ainsi : Il n'est permis à personne de s'enrichir injustement aux dépens d'autrui ; vouloir conserver sans droit cet enrichissement, c'est commettre un délit ou un quasi-délit, au sens strict de l'expression. Appliquée à la femme mariée sous le régime dotal, la théorie de l'enrichissement sans cause, fondée sur l'idée de délit ou de quasi-délit, corrige les solutions rigoureuses pour les tiers indemnes de toute faute, et tempère les principes rigides du droit civil. »

Nous avons dit pourquoi « la théorie de l'enrichissement sans cause, fondée sur l'idée de délit ou de quasi-délit », nous semblait insuffisante pour expliquer les droits que certains quasi-contrats donnent aux créanciers de la femme sur les biens dotaux.

Il nous a paru nécessaire d'invoquer, outre les dispositions de l'article 1382, ce principe que « la fraude fait exception à toutes les règles », et enfin, cette idée que les obligations légales sont en général exécutoires sur les biens dotaux.

Cette dernière proposition est la plus compréhensive. A la fin de ce travail, nous voulons faire remarquer qu'elle permettrait peut-être de justifier toutes les dérogations au principe de l'inaliénabilité admises par la jurisprudence. En effet, parmi les obligations légales, il faut compter celles qui découlent de l'article 1382 du Code civil. Nous croyons pouvoir comprendre, sous la même étiquette, les obligations dont la femme devient responsable sur ses biens dotaux à raison de la fraude qu'elle a commise. En effet, si ce principe que « la fraude fait exception à toutes les règles » n'est pas expressément écrit dans la loi, il en est fait tout au moins l'application, par exemple dans l'article 1167 du Code civil.

S'il était besoin d'une formule générale pour résumer les multiples exceptions que nous avons admises au principe de l'inaliénabilité, nous dirions que toutes les obligations légales sont exécutoires sur les biens dotaux.

Nous sommes ainsi amené à considérer que la disposition de l'article 1554 doit être interprétée restrictivement : la femme ne peut opposer l'inaliénabilité dotale qu'aux créanciers envers lesquels elle s'est volontairement engagée.

Vu :

Le Professeur Président de la Thèse,
ASTOUL.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Pour le Recteur de l'Université de Caen,
Le Vice-Président du Conseil de l'Université,
D^r AUVRAY.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE I. — DES DÉLITS COMMIS PAR LA FEMME DOTALE .	9
SECTION I. — <i>Du principe de la responsabilité délictuelle de la femme sur ses biens dotaux</i>	11
Objections faites à la responsabilité délictuelle de la femme sur ses biens dotaux	15
Principe de l'article 1382	19
SECTION II. — <i>Des cas et conditions d'application du principe de la responsabilité délictuelle de la femme sur ses biens dotaux</i>	25
Délits criminels	26
Délits civils	29
SECTION III. — <i>Des conséquences de la responsabilité délictuelle de la femme sur sa dot</i>	36
Des personnes responsables	37
Qui peut exécuter les biens dotaux	40
Des biens dotaux engagés par les délits	42
Des modes de réparation admis	44
Des recours entre complices	52
CHAPITRE II. — DES QUASI-DÉLITS COMMIS PAR LA FEMME DOTALE.	57
SECTION I. — <i>Du principe de la responsabilité quasi délictuelle de la femme sur ses biens dotaux</i>	60

	Pages.
SECTION II. — <i>Des cas et conditions d'application du principe de la responsabilité quasi délictuelle de la femme sur ses biens dotaux</i>	67
Non-publication du contrat de mariage de la femme commerçante	67
Condamnation aux dépens	74
Hypothèses diverses	76
SECTION III. — <i>Des conséquences de la responsabilité quasidélictuelle de la femme sur sa dot</i>	80
CHAPITRE III. — DES FAUTES COMMISES PAR LA FEMME DOTALE A L'OCCASION D'UN CONTRAT	87
SECTION I. — <i>Du principe que la fraude fait exception à toutes les règles</i>	88
De l'application de l'article 1382 Code civil	89
Distinction de la faute contractuelle et de la faute délictuelle	97
Du principe « la fraude fait exception à toutes les règles »	103
SECTION II. — <i>Des cas et conditions d'application du principe</i>	107
Fausses déclarations ou manœuvres occasionnant une erreur sur la capacité	108
Fausses déclarations ou manœuvres occasionnant une erreur sur la consistance de la fortune des deux époux	113
Mensonges et manœuvres tendant à l'aliénation de la dot en dehors des cas prévus par le Code civil	120
Mensonges et manœuvres à l'occasion de remploi	124
Mensonges et manœuvres à l'occasion d'une adjudication	127
Dissimulation de l'inclusion de la dot	133
Fautes commises par la femme dans l'exécution d'un contrat	137
Résumé de la jurisprudence	142

	Pages
SECTION III. — <i>Conséquences déduites du principe « la fraude fait exception à toutes les règles »</i>	145
Mode de réparation des fautes commises dans la conclusion d'un contrat	146
De quelques décisions jurisprudentielles	151
CHAPITRE IV. — DES QUASI-CONTRATS QUI FONT ÉCARTER LA RÈGLE DE L'INALIÉNABILITÉ DE LA DÔT	154
SECTION I. — <i>De la règle que les obligations légales sont exécutoires sur les biens dotaux</i>	155
Assimilation du quasi-contrat au contrat	156
Assimilation de l'obligation quasi contractuelle à l'obligation quasi délictuelle	159
Distinction des obligations quasi contractuelles nées du fait de la femme ou d'un tiers	161
SECTION II. — <i>Des cas et conditions d'application de la règle</i>	168
De la gestion d'affaires	169
Paiement de l'indu	176
Acceptation d'une hérédité	177
SECTION III. — <i>Des conséquences de la règle « les obligations légales sont exécutoires sur les biens dotaux »</i> .	183
CONCLUSION	187



